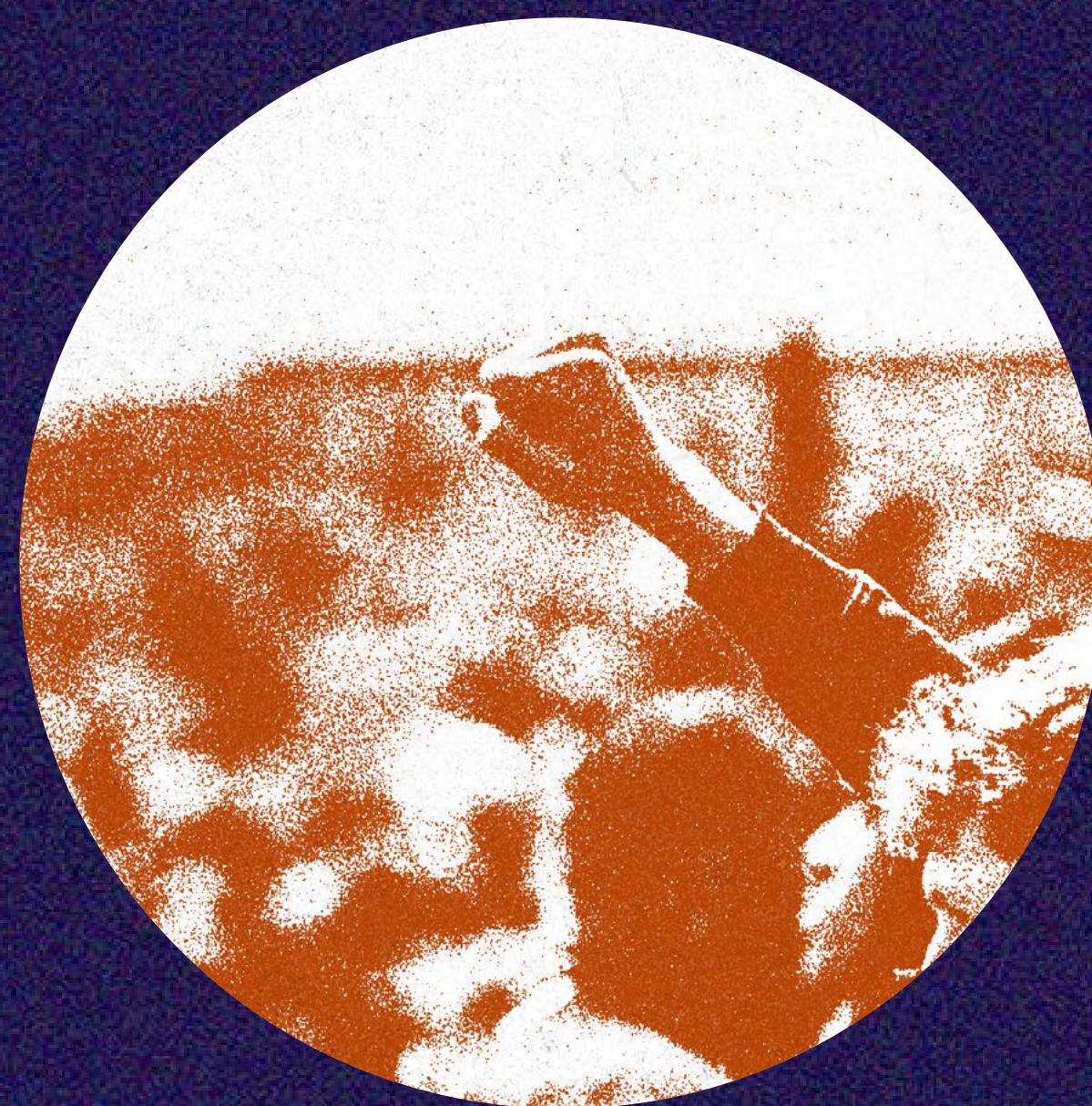
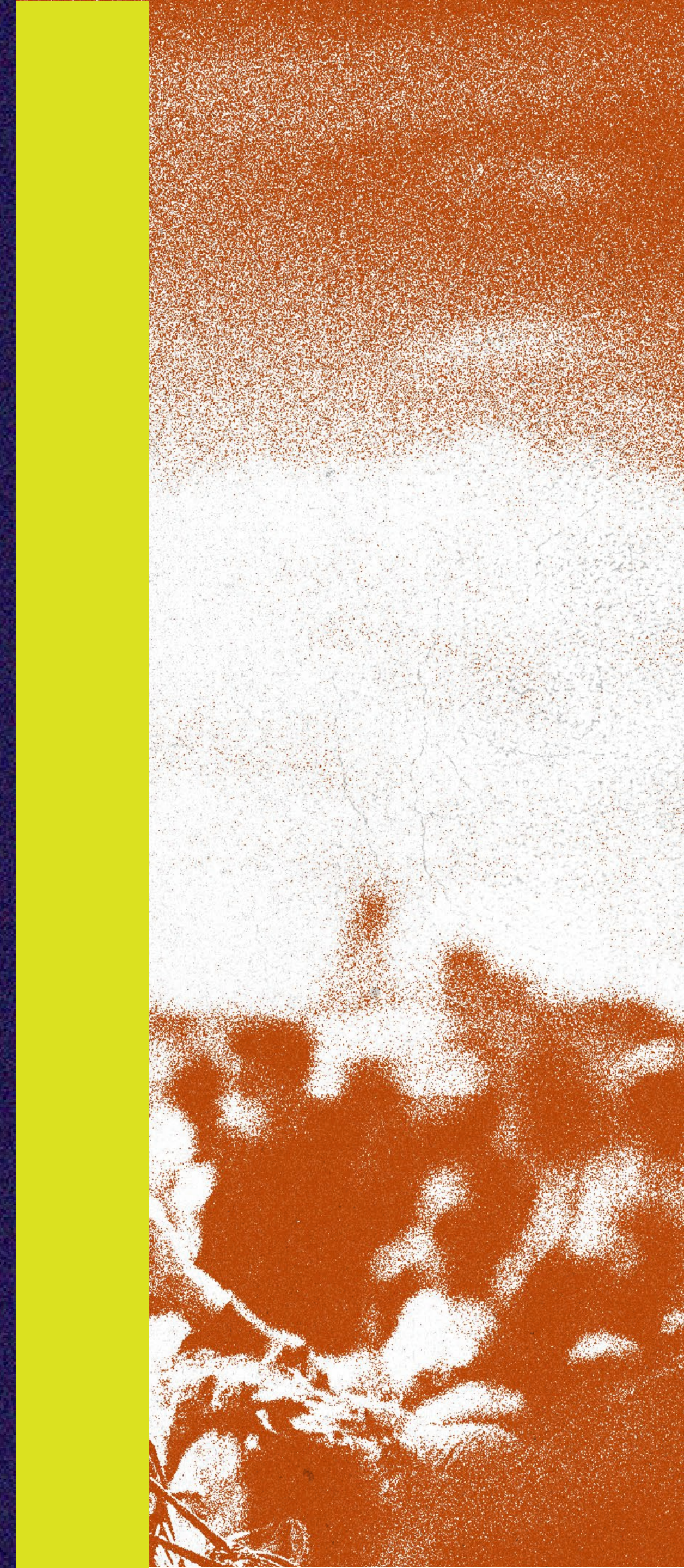


Verrouiller l'avenir :

La professionnalisation d'une
génération anti-droits



Ipas





© 2025 Ipas

Citation suggérée : Ipas. (2025). *Verrouiller la régression pour l'avenir : la professionnalisation d'une génération anti-droits*. Ipas : Chapel Hill, NC

Ipas œuvre à faire progresser la justice reproductive en élargissant l'accès à l'avortement et à la contraception, grâce à une approche globale qui prend en compte les systèmes sanitaires, juridiques et sociaux. Nous pensons que chaque personne doit avoir le droit à l'autonomie corporelle et être en mesure de déterminer son propre avenir. À travers l'Afrique, l'Asie et les Amériques, nous travaillons avec des partenaires pour garantir que les services de santé reproductive, y compris l'avortement et la contraception, soient disponibles et accessibles à tous.

Ipas est une organisation à but non lucratif enregistrée sous le statut 501(c)(3). Toutes les contributions versées à Ipas sont déductibles des impôts dans la mesure autorisée par la loi.

Pour plus d'informations ou pour faire un don à

Ipas

ContactUs@ipas.org
www.ipas.org

Nous remercions SheDecides pour leur contribution et leur soutien.

Cover image: *Protester at demonstration*,
Cologne, Germany (2020). Mika Baumeister.

Image: *People walking on street*,
Seoul, South Korea (2019). Jouwen Wang

Table des matières

Avant-propos	3
Abréviations et acronymes	6
Introduction	8
Chapitre 1 : Conception	13
Semer des graines.....	13
S'étendre à une nouvelle audience	16
Entretenir une base de jeunes politisés	19
Mobilisations sur le terrain	22
Éveil politique	22
La mondialisation des marches anti-avortement	24
Chapitre 2 : En route pour l'école	28
Rassembler les troupes	28
Coup de projecteur sur Students for Life	29
Coup de projecteur sur la Federalist Society.....	32
Entretenir le vivier de talents.....	34
Des mécènes milliardaires façonnent les futurs juristes d'élite	36
L'interconnexion des campus chrétiens aux États-Unis	39
Les interconnexions de l'enseignement supérieur catholique connecté à l'échelle mondiale...43	
Façonner le curriculum d'extrême droite.....	44
Chapitre 3 : Des apprenants à vie	48
Guider les chefs de file anti-droits du futur	48
Mentorat des jeunes professionnels en début de carrière.....	53
Incuber des groupes de portée mondiale	56
Engagement de la jeunesse à l'ONU	59
Chapitre 4 : Tous devenus adultes	62
Élaborer une politique et un plaidoyer anti-droits.....	62
Coup de projecteur sur la World Youth Alliance.....	62
Coup de projecteur sur le Frente Joven	66
Des politiciens d'extrême droite en pleine ascension	69
Chefs de file à l'ère des réseaux sociaux.....	72
Coup de projecteur sur Live Action	72

De jeunes influenceurs et leurs réseaux anti-droits.....	75
Quand les récits anti-droits se réinventent pour séduire une nouvelle génération.....	77
Briller sur la scène mondiale.....	81
Quelles perspectives pour l'avenir ?.....	83
Implications pour l'éducation et la démocratie.....	83
Conclusion.....	87
Recommandations	88
Annexe I : Sélection de partis d'extrême droite européens avec une section jeunesse	94
Annexe II : Groupes anti-droits proposant des programmes de formation pour les jeunes	96
Annexe III : Sélection de jeunes politiciens d'extrême droite élus depuis 2019.....	99
Annexe IV : Sélection de jeunes influenceurs et leurs liens avec l'écosystème anti-droits	102

Avant-propos

Nous sommes à un moment charnière. Partout dans le monde, tout change et se dérobe sous nos pieds, et pas en notre faveur. Les gouvernements autoritaires sont en plein essor, démantelant des décennies de libertés durement acquises. La polarisation politique et sociale s'accroît, touchant même les espaces qui avaient été conçus autrefois pour protéger les droits humains, tels que les Nations Unies. Des acteurs anti-droits, de mieux en mieux coordonnés et extrêmement bien financés, lancent des attaques incessantes contre l'égalité, la dignité et la justice. Leurs coups les plus durs visent l'égalité des genres ainsi que les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). C'est dans ce contexte que se trouvent aujourd'hui les jeunes qui luttent pour la DSSR. Et ce n'est pas un combat facile.

Pour nous, cette lutte est à la fois personnelle et politique. La peur hante notre militantisme. Nous sommes harcelés en ligne, pris pour cible parce que nous osons prendre la parole, et bien trop souvent, nous nous sentons en danger, y compris dans les espaces et les lieux conçus pour faire progresser les droits humains. Nous portons le poids psychologique de voir les droits pour lesquels ceux et celles qui nous ont précédés se sont battus, des droits que beaucoup d'entre nous tenaient pour acquis en grandissant, être abrogés en temps réel. Nous intervenons dans des espaces internationaux où nos adversaires ne sont pas des figures obscures en arrière-plan, mais des personnes de notre âge, formées et financées pour nous réduire au silence, nous effacer et restreindre nos libertés. N'est-il pas ironique que des jeunes soient mobilisés dans le but de priver d'autres jeunes de leurs droits.

Comme le montre ce rapport, la montée des mouvements anti-droits menés par des jeunes n'est ni spontanée, ni organique, ni populaire. Il s'agit d'une tactique délibérée. Elle est stratégique. Et elle a été soigneusement cultivée pendant des décennies. Derrière la *façade* des « voix des jeunes » et du « nouveau leadership » se cache toute une démarche conçue pour former, entraîner et mobiliser des jeunes afin de faire avancer un programme régressif. Et aujourd'hui, cette démarche porte ses fruits.

Les conséquences sont concrètes et dévastatrices : davantage de contenus violents ciblent les jeunes en ligne. Une offre de plus en plus limitée de services sont accessibles en matière de DSSR. Des générations entières sont confrontées à des droits reproductifs restreints, à moins de choix, à moins de liberté et à un avenir compromis. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre de nous borner à la réaction. Nous ne pouvons pas nous permettre de compter uniquement sur des solutions à court terme alors que nos adversaires planifient depuis des décennies, en pérennisant leur mouvement et en investissant dans de jeunes chefs de file et des réseaux qui préserveront le programme anti-droits pour les générations à venir.

Nous devons adopter une stratégie disruptive, nous devons contester et nous devons construire un mouvement avec la même patience, la même stratégie et la même clairvoyance, mais ancré dans la justice, la liberté et l'égalité.

Ce rapport met en évidence l'ampleur et la sophistication du réseau anti-droits qui cible et recrute les jeunes et les structures mises en place pour nous réduire au silence. De telles conclusions nous encouragent à investir dans nos propres communautés favorables aux droits humains et dans ses mouvements de jeunesse, à développer des stratégies de survie pour résister aux menaces à venir et à établir une feuille de route pour pérenniser le mouvement pro-choix.

- Nous avons besoin d'une collaboration internationale et de mouvements pour résister et déjouer les attaques soutenues.
- Nous avons besoin d'un financement solide et à long terme, non pas de gestes symboliques, mais d'investissements sérieux dans les groupes pro-choix dirigés par des jeunes.
- Nous avons besoin de ressources pour la recherche et le travail d'opposition, afin d'étudier et de dénoncer les tactiques utilisées contre nous et mettre en place des contre-mesures efficaces.
- Nous avons besoin d'infrastructures de protection, allant de la sécurité numérique au soutien juridique, pour défendre les jeunes qui militent contre le harcèlement et les réactions hostiles.
- Nous avons besoin de nouveaux moyens pour atteindre les jeunes, pour mettre fin à la désinformation et à la haine qui cherchent à les manipuler pour qu'ils tournent le dos à leur leurs propres droits.

Pendant des décennies, le mouvement pro-choix a résisté à des tempêtes d'opposition. Le moment est venu d'agir de manière différente. Il faut faire preuve d'audace, d'unité, d'action intergénérationnelle et d'imagination. Il nous faut cesser de nous excuser pour notre vision d'un monde plus libre et commencer à construire le pouvoir nécessaire pour réaliser cette vision.

- **Aux donateurs** : financez-nous comme si nos vies, notre présent et notre avenir comptaient, et interrompez les flux financiers qui alimentent la haine.
- **Aux gouvernements** : légiférez avec nous, pas contre nous.
- **À la société civile** : cessez de vous coopter entre vous et commencez à partager le pouvoir. Investissez dans les jeunes chefs de file et tracez des parcours clairs pour la transition du leadership pour que puisse s'organiser la relève, en passant le relais aux chefs de file du futur afin de soutenir et pérenniser les mouvements féministes et assurer leur continuité dans l'avenir.

- **À nos pairs au sein des mouvements de jeunesse** : protégez-vous les uns les autres, cultivez la joie parallèlement à la lutte, et sachez que la résistance est non seulement possible, mais nécessaire.

À ce stade, la lutte pour les droits sexuels et reproductifs ne consiste pas seulement à résister aux reculs, mais aussi à revendiquer l'avenir. En tant que jeunes chefs de file, nous n'attendrons pas notre tour. Nous sommes là maintenant, et nous ne partirons pas. Nous refusons d'être privés de nos droits par nos jeunes homologues du mouvement anti-droits.

Nous portons non seulement le poids de cette lutte, mais aussi le pouvoir d'imaginer et de construire un avenir plus libre. Un avenir où les voix des jeunes façonnent les décisions, où les droits s'étendent à toutes les générations, et où la justice et l'égalité ne sont pas des rêves mais des réalités. C'est le monde pour lequel nous nous battons, et ensemble, nous le construirons.

Cet avant-propos a été rédigé par de jeunes militants des droits humains issus de sept pays, dont l'identité a été protégée afin de garantir leur sécurité et leur bien-être.

Abréviations et acronymes

AAPLOG	American Association of Pro-Life Obstetricians and Gynecologists (Association américaine des obstétriciens et gynécologues pro-vie)
ADF	Alliance Defending Freedom (Alliance pour la défense de la liberté)
CCI	Christian Council International (Conseil chrétien international)
CEU	Centro de Estudios Universitarios (Centre d'études universitaires)
C-Fam	Center for Family and Human Rights (Centre pour la famille et les droits de l'homme)
CLC	Campaign Life Coalition (Coalition de campagne pour la vie)
CPAC	Conservative Political Action Conference (Conférence d'action politique conservatrice)
CSW	United Nations Commission on the Status of Women (Commission des Nations Unies sur la condition de la femme)
EYC	Empowered Youth Coalition (Coalition pour l'autonomisation des jeunes)
FEMM	Fertility Education and Medical Management (Éducation à la fertilité et prise en charge médicale)
FJ	Frente Joven (Front de la jeunesse)
FOTF	Focus on the Family (Priorité à la famille)
FWI	Family Watch International
GCHR	Global Center for Human Rights (Centre mondial pour les droits de l'homme)
ILDJ	Institut Libre de Journalisme
IOF	International Organization for the Family (Organisation internationale pour la famille)
ISSEP	Institut des sciences sociales, économiques et politiques
IYC	International Youth Coalition (Coalition internationale de la jeunesse)
KCPF	Kenya Christian Professionals Forum (Forum des professionnels chrétiens du Kenya)
LGBTQI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes
LI	Leadership Institute (Institut du leadership)
MAGA	Make America Great Again (Rendre sa grandeur à l'Amérique)
MCC	Mathias Corvinus Collegium
MEP	Membre du Parlement européen (Député européen)
MP	Membre of Parlement (Député/Membre du parlement)
NRLC	National Right to Life Committee (Comité national pour le droit à la vie)
OEA	Organisation des États américains
ONG	Organisation non gouvernementale
PiS	Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et justice)
PNfV	Political Network for Values (Réseau politique pro-valeurs)
RN	Rassemblement National

DSSR	Santé et droits sexuels et reproductifs
SFLA	Students for Life of America (Étudiants pour la vie d'Amérique)
SPLC	Southern Poverty Law Center
TFP	Tradition, family, property (Tradition, famille, propriété)
TPUSA	Turning Point USA (Tournant décisif États-Unis)
ONU	Organisation des Nations Unies
UE	Union européenne
USCCB	US Conference of Catholic Bishops (Conférence des évêques catholiques des États-Unis)
WCF	World Congress of Families (Congrès mondial des familles)
WYA	World Youth Alliance (Alliance mondiale de la jeunesse)
YWAM	Youth With A Mission (Jeunesse en Mission)

Introduction

Depuis des décennies, le mouvement anti-droits travaille avec des jeunes pour semer les graines d'idéologies extrémistes dans les générations futures. Ces efforts se sont traduits par des actions politiques contre les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), les droits des personnes LGBTQI+ et contre le système des droits humains et les normes démocratiques qui vont à l'encontre de leur vision du monde. L'investissement dans les jeunes a porté ses fruits, produisant des militants, des politiciens et des acteurs du changement influents et connectés, formés pour battre en brèche l'universalité des droits humains et la justice de genre. L'accent mis sur le recrutement et la formation de jeunes chefs de file anti-droits a été essentiel pour garantir la réalisation de leurs objectifs à long terme en matière de politique publique et de législation, ainsi que pour obtenir des changements sociaux et culturels. Pour construire des mouvements progressistes solides en faveur des droits humains et de la justice sociale capables de contrôler la montée de l'autoritarisme mondial, il est impératif de comprendre la stratégie à long terme que les acteurs anti-droits ont mis en place pour consolider leurs programmes en investissant dans le leadership des jeunes.

Ce rapport se concentre sur l'évolution et la professionnalisation croissante, le recrutement et la coordination des jeunes dans le cadre de la tendance plus large d'une montée en puissance des organisations transnationales anti-droits. Il adopte une perspective historique pour analyser les différents types d'investissements à long terme dans la mobilisation des jeunes qui visent à garantir des gains politiques régressifs et d'extrême droite, y compris dans les espaces régionaux et mondiaux des droits humains. Le rapport se penche sur des exemples clés d'individus, d'organisations, de partis politiques et de donateurs anti-droits du monde entier afin d'illustrer l'évolution et l'expansion du militantisme anti-droits chez les jeunes, et mieux comprendre la manière dont il a gagné en popularité et pris de l'ampleur, avec des conséquences désastreuses pour les droits humains. Bon nombre des modèles stratégiques qui ont mené à la constitution de groupes de jeunes anti-droits professionnels ainsi que leurs liens plus larges avec des groupes transnationaux anti-droits trouvent leurs racines aux États-Unis.

Avoir une compréhension solide de la manière dont le mouvement organisé s'est développé aux États-Unis et des raisons de son succès, permet d'anticiper ce qui pourrait advenir dans d'autres pays et régions. Le recrutement et l'investissement dans les jeunes par les groupes anti-droits américains remontent au milieu du XXe siècle, avec l'organisation politique évangélique chrétienne et catholique et les mouvements étudiants anti-avortement. Les efforts anti-droits actuels se sont étendus pour inclure des activités visant à éduquer les jeunes militants, à former des experts juridiques anti-droits, à façonner l'enseignement supérieur formel et à capter les jeunes professionnels en début de carrière pour les intégrer dans un parcours politique d'accès au pouvoir. Ces mêmes tactiques et stratégies ont été exportées et échangées à l'étranger par des individus et des

organisations en réseau qui ont adapté les modèles américains à leur contexte, plus particulièrement au cours des 25 dernières années. La consolidation des réseaux sociaux et les victoires politiques de l'extrême droite à travers le monde ont encore renforcé ces efforts.

Dans ce rapport, nous examinons toute une série d'activités et de liens : des initiatives éducatives conservatrices et des formations axées sur les jeunes et destinées à la création de groupes anti-droits dirigés par des jeunes, en passant par les liens internationaux qui existent entre différentes organisations clés et leurs intersections avec des politiciens, des partis et des gouvernements d'extrême droite, principalement en Europe et en Amérique latine, et de plus en plus en Afrique. Nous reconnaissons que ces efforts s'inscrivent dans une histoire du recrutement et de l'activisme fasciste et d'extrême droite auprès des jeunes qui remonte aux années 1930 en Europe. Toutefois, nous mettons ici en évidence des organisations spécifiques qui ont joué ou continuent de jouer un rôle central dans l'élaboration de différentes stratégies de sensibilisation des jeunes et nous signalons leurs interactions avec les réseaux anti-droits ainsi qu'avec des partis politiques d'extrême droite, et la manière dont ceux-ci interagissent à l'échelle mondiale. Nous nous concentrons en particulier sur la politisation des jeunes contre les droits sexuels et reproductifs, et notamment l'avortement, et contre les droits des personnes LGBTQI+. Nous détaillons les tactiques innovantes développées par ce mouvement, leur ampleur et leur influence politique, ainsi que la manière dont leurs discours et actions sont adaptés à différents contextes. Dans la mesure du possible, nous incluons également des informations sur leurs sources de financement et leurs donateurs.

Ce rapport ne prétend pas être exhaustif. Étant donné l'accent mis sur les interactions du mouvement transnational anti-droits, nous avons principalement présenté des perspectives provenant des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine, avec quelques exemples provenant d'Afrique subsaharienne. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre toute l'étendue des réseaux financiers, les différentes dynamiques régionales et les autres tactiques de sensibilisation qui alimentent la mobilisation des jeunes contre les droits. Ce rapport n'est qu'un point de départ pour comprendre comment un mouvement transnational contre les droits a réussi à captiver les jeunes et en tirer des enseignements pour contrecarrer ses avancées.

La grande ironie est que, tout en recrutant des jeunes pour porter des causes régressives, le mouvement anti-droits érode simultanément les droits des enfants et des jeunes à l'échelle nationale et mondiale. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne l'information et les services en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, le droit à l'autonomie corporelle et le droit plus large à l'éducation, tout cela au bénéfice des soi-disant droits parentaux. Le monde a connu d'importants changements géopolitiques au cours du premier quart du XXe siècle, qui ont eu des répercussions sur les systèmes internationaux des droits humains et les institutions démocratiques. Le virage actuel vers l'extrême droite dans de nombreux pays aura un impact non seulement

sur le recrutement et la mobilisation des jeunes, mais aussi sur l'éducation publique dans des domaines allant de l'histoire au genre et de la médecine au droit, avec des répercussions générationnelles.

Nous sommes fiers de nous associer à des jeunes militants des droits humains qui ont apporté leur éclairage sur le recrutement anti-droits et une réflexion critique sur les risques que représentent ces mouvements de jeunesse régressifs. Leurs contributions aux recommandations offrent des pistes pour contrer l'érosion des droits humains, protéger et faire avancer l'activisme progressiste des jeunes, appeler à l'action nos alliés et pérenniser nos mouvements afin de continuer à faire progresser les droits humains et la justice de genre.

Méthodologie, définitions et limites

Ce rapport s'appuie sur des sources primaires (sites web officiels, rapports d'organisations, données financières, entretiens et profils sur les réseaux sociaux), des sources secondaires et de la littérature grise (rapports et articles journalistiques et universitaires), ainsi que sur la vérification OSINT. Les graphiques inclus dans le rapport ont été élaborés à partir de recherches accessibles au public menées entre juin et août 2025 ; y sont combinées des données quantitatives (telles que des indicateurs provenant des réseaux sociaux) et des analyses qualitatives, ils reflètent donc un instantané dans le temps. La structuration et la synthèse préliminaires ont été réalisées à l'aide de ChatGPT-4.0 d'OpenAI, et toutes les conclusions ont été vérifiées de manière indépendante à l'aide de documents publics. Remarque : dans la mesure du possible, nous avons archivé les sites web à l'aide de Wayback Machine, qui conserve également l'URL d'origine.

Comme défini par [l'Observatoire sur l'universalité des droits en 2017](#), qui traite des « discours fondamentalistes religieux », nous utilisons dans ce rapport le terme « anti-droits » pour décrire les individus, les groupes et les mouvements dont les positions, les tactiques et les arguments revendiquent une supériorité morale et culturelle ; opposent la famille « naturelle » et la binarité des genres aux droits des personnes LGBTQI+ ; adoptent des positions absolutistes, intolérantes et coercitives ; et cooptent de manière sélective le langage des droits humains en excluant certains droits, tels que les droits sexuels et reproductifs et le droit à l'avortement, au détriment de certaines populations, notamment les femmes, les filles et les personnes LGBTQI+. Lorsque nous abordons les « groupes haineux » américains, nous utilisons [la définition](#) qu'en donne le Southern Poverty Law Center (SPLC), à savoir : un groupe ou organisation dont les déclarations, les principes ou les activités attaquent ou diffament tout un groupe de personnes, généralement sur la base de caractéristiques telles que la race, la religion, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. En outre, nous utilisons la définition de *The Guardian* de « l'extrême droite » lorsque nous évoquons les partis politiques qui sont [nativistes, discriminatoires envers les minorités et les groupes extérieurs, et autoritaires](#).

Nous reconnaissons que cette enquête n'a pas pu examiner tous les phénomènes liés au recrutement de jeunes au sein du mouvement anti-droits ou des idéologies extrémistes. Dans la mesure du possible, nous renvoyons les lecteurs vers les recherches existantes sur la désinformation numérique et la radicalisation en ligne des jeunes, y compris la perpétuation de masculinités toxiques visant les adolescents et les jeunes hommes. Nous reconnaissons également que la rhétorique et les discours anti-droits se propagent au niveau infranational et hors ligne au sein des communautés, et nous sommes conscients des limites de ce rapport en termes de représentation géographique et d'autres lacunes.

Chapitre 1 : Conception

« Ceux qui contrôlent ce que l'on enseigne aux jeunes et ce qu'ils vivent — ce qu'ils voient, entendent, pensent et croient — détermineront l'avenir de la nation. »

—James C. Dobson, fondateur de Focus on the Family, dans [Solid Answers](#), 1997

L'investissement dans la mobilisation politique des jeunes par le mouvement anti-droits est un projet qui dure depuis des décennies aux États-Unis. Le développement du plaidoyer politique des jeunes est en grande partie une réponse aux avancées progressistes en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (DSSR), d'égalité des genres et de droits des personnes LGBTQI+, ainsi qu'aux questions relatives à l'éducation publique, à la ségrégation et au mouvement américain des droits civiques. Les modèles de sensibilisation des jeunes qui se sont développés en réponse aux évolutions sociales et politiques aux États-Unis au cours du XXe siècle constituent aujourd'hui la pierre angulaire du recrutement des jeunes par les mouvements anti-droits à travers le monde.

Dans cette section, nous nous concentrons sur les groupes chrétiens évangéliques américains et les mouvements politiques religieux afin de mettre en évidence : 1) pourquoi ils sont devenus une force politique puissante, des chaires des églises jusqu'à la présidence ; et 2) comment le recrutement des jeunes est devenu un pilier essentiel pour consolider et pérenniser leur programme politique. Nous montrons également comment les organisations catholiques ont joué un rôle déterminant dans le développement du mouvement dit « pro-vie » et dans l'engagement des jeunes, créant une opportunité pour unifier la droite religieuse politique aux États-Unis.

Dans ces exemples, et plus largement tout au long du rapport, lorsque nous mettons en avant des individus, des groupes et des mouvements, nous nous concentrons sur ceux qui militent activement contre les droits humains universels et sur la manière dont ils interagissent avec les mouvements politiques d'extrême droite au sens large.

Semer des graines

Dans les années 1950 et 1960, alors que les groupes historiquement opprimés, notamment les Afro-Américains, les femmes et les personnes LGBTQI+, réclamaient de plus en plus – et obtenaient parfois – un accès élargi aux droits civils et politiques, un mouvement chrétien évangélique régressif a commencé à s'organiser pour s'opposer au gouvernement fédéral, abandonnant son apparence apolitique. Cependant, un événement antérieur a marqué un moment décisif dans l'histoire des États-Unis, celui de la « guerre culturelle » qui a incité les évangéliques à s'engager [dans l'activité politique](#) : le [procès Scopes de 1925](#). Cette année-là, l'État du [Tennessee a adopté la loi Butler](#), qui rendait illégal pour les enseignants des écoles publiques « d'enseigner toute théorie niant

le récit de la création divine de l'homme telle qu'elle est enseignée dans la Bible, et d'enseigner à la place que l'homme descend d'une espèce animale inférieure ». L'Union américaine pour les libertés civiles a persuadé un jeune enseignant, John Thomas Scopes, de contester cette loi.

Bien que l'équipe de Scopes ait perdu devant les tribunaux, l'affaire a été considérée comme un succès pour la science dans les médias et l'opinion publique. Mais elle a également attisé un feu évangélique qui allait se propager tout au long du siècle. Chris Lehmann [a décrit](#) comment, en 2018 à la suite du procès Scopes, les leaders évangéliques « ont patiemment mis en place un réseau militant de collèges bibliques, d'émissions de radio et d'églises parallèles afin de préserver le caractère provocateur de leurs messages tout en cherchant une fois de plus à connecter l'Évangile à un large public ».

Au sein de toutes les confessions, y compris chez les évangéliques et les catholiques, les organisations para-ecclésiastiques¹ ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation politique de programmes religieux dans la politique américaine, en particulier ceux impliquées dans la création de mouvements, le lobbying politique et la défense des intérêts, et les groupes de réflexion conservateurs. Ces para-églises opèrent en dehors des structures ecclésiastiques, des paroisses ou des diocèses. Comme nous le soulignons tout au long de ce rapport, certaines organisations sont enregistrées et fonctionnent comme des organisations non gouvernementales (ONG). Elles comblent des lacunes dans des domaines tels que le travail missionnaire, les activités caritatives et l'éducation, mais aussi dans les médias, la défense juridique et la formation spécialisée.

Bien sûr, tous les ministères para-ecclésiastiques ne sont pas opposés aux droits. Cependant, beaucoup ont [mis en place des modèles efficaces de sensibilisation](#) et de recrutement des jeunes qui ont été utilisés par des groupes anti-DSSR et anti-LGBTQI+, des groupes qui sont bien souvent également racistes et anti-immigrés. Un [rapport de 2020 de Political Research Associates](#) décrit comment des ministères para-ecclésiastiques influents ont contribué à développer le mouvement politique américain connu sous le nom de « droite chrétienne », qui s'est finalement étendu dans les années 1970 pour devenir la « droite religieuse », plus inclusive sur le plan confessionnel.

Le public de masse auquel les chrétiens évangéliques ont eu accès grâce aux ministères para-ecclésiastiques et aux médias au milieu du XXe siècle, et qu'ils ont réussi à former depuis lors, était constitué de jeunes. Afin de promouvoir leur vision biblique des questions sociales et culturelles, en particulier celles liées à l'autonomie corporelle et à la

¹ Political Research Associates (PRA) définit ces groupes comme « des organisations trans-confessionnelles ayant une mission religieuse qui opèrent en dehors des confessions, mais pas nécessairement en conflit avec elles, et souvent en coopération avec elles ». PRA décrit comment, aux États-Unis, les organisations para-ecclésiastiques « ont évangélisé, recruté et formé des personnes à la théologie, à des compétences et à des activités d'organisation œcuménique [...] et ont ouvert la voie à des opérations politiques plus agressives qui ont émergé, mûri et acquis un réel pouvoir politique au cours des dernières décennies ».

sexualité, au mariage, à l'éducation et aux droits parentaux, ainsi qu'à la liberté religieuse et à la race, les évangéliques (principalement blancs) ont forgé une alliance avec le parti politique américain le plus ouvert à leurs objectifs dans l'après-guerre : le Parti républicain.

Aujourd'hui, [la droite religieuse](#) américaine promeut un [programme radical anti-droits](#) qui va à l'encontre de la démocratie et des droits humains universels. Les premiers groupes para- ecclésiastiques qui ont œuvré dans le cadre du mouvement de la droite religieuse [ont joué un rôle déterminant](#) dans cette évolution et dans l'élection finale de Ronald Reagan à la présidence en 1980. À son tour, Reagan a joué un rôle crucial pour la droite religieuse, en légitimant son influence dans la politique nationale, en formant de puissantes alliances et en intégrant des priorités évangéliques au sein du Parti républicain et du débat politique américain, où elles perdurent depuis.

S'étendre à une nouvelle audience

Le mouvement anti-droits considère les jeunes comme une cohorte dont l'éducation doit être modelée afin de les développer et de les exploiter comme une force potentielle pour atteindre ses objectifs à long terme. Cibler et travailler avec les jeunes a été une force unique dans l'histoire des organisations para-ecclésiastiques et des conservateurs en général. Parmi les premiers groupes évangéliques para-ecclésiastiques influents auprès des jeunes, certains avaient ou ont rapidement développé des messages distincts contre l'avortement et contre les personnes LGBTQI+. Dès le début, ils ont réussi à atteindre les étudiants et les jeunes en utilisant des stratégies qui sont encore déployées aujourd'hui par d'autres organisations para-ecclésiastiques et anti-droits, et qui ont été copiées à l'échelle internationale.

Parmi les innovations, on peut citer : l'utilisation des réseaux sociaux ; la pastorale auprès des jeunes ; la sensibilisation sur les campus ; les voyages missionnaires pour les jeunes ; et l'intégration d'activités de mobilisation des jeunes au sein d'organisations politiques anti-droits. Grâce à leurs différentes approches, des organisations para-ecclésiastiques telles que Youth for Christ, Cru² (anciennement Campus Crusade for Christ) , Youth with a Mission (YWAM) et Focus on the Family (FOTF) ont contribué à façonner la sensibilisation moderne des jeunes et des étudiants évangéliques³. En outre, FOTF est une organisation [particulièrement influente sur le plan politique](#). Le Southern Poverty Law Center l'a désignée comme un [groupe haineux](#) pour son utilisation d'une « stratégie de vision biblique du monde visant à faire reculer les progrès des personnes LGBTQ+ et les droits reproductifs⁴ ».

2 Ce changement d'image était stratégique afin de rendre l'organisation plus adaptable, inclusive et pertinente de manière à toucher un public plus large, notamment les jeunes et les communautés non universitaires.

3 Parmi les autres organisations influentes dans le mouvement de la pastorale des jeunes, on peut citer The Navigators et Young Life.

4 Le SPLC définit un groupe haineux comme une organisation dont les déclarations, les principes ou les activités attaquent ou diffament un groupe entier de personnes, généralement sur la base de caractéristiques telles que la race, la religion, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Fondée en 1944 par des leaders évangéliques, **Youth for Christ** a été pionnière dans la reconnaissance et la mise à profit des changements culturels qui se produisaient chez les adolescents dans la période de l'après-guerre. En adaptant ses méthodes d'évangélisation à la culture adolescente, Youth for Christ a touché un public auparavant négligé par l'Église, ouvrant la voie au ministère moderne auprès des jeunes. C'est là que Billy Graham s'est fait connaître en tant que premier évangéliste à plein temps de l'organisation et qu'il a jeté les bases de son ministère extrêmement fructueux, la Billy Graham Evangelistic Association. L'engagement précoce de Graham auprès de Youth for Christ a influencé une approche mondialiste et axée sur les jeunes de l'évangélisation, une approche que de nombreux autres groupes ont suivie.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : *ministère direct et communication médiatique, notamment par la création de publications, d'émissions de radio et, par la suite, de contenu en ligne.*
- **Portée** : *12 millions de personnes dans 128 pays en 2023, et 1 200 sites rien qu'aux États-Unis.*
- **Revenus annuels** : *14,4 millions de dollars pour Youth for Christ USA (bien que les sections régionales aient des budgets distincts) et 13,9 millions de dollars pour les ministères internationaux de Youth for Christ, en 2023.*
- **Influence politique** : *a contribué aux fondements évangéliques du mouvement conservateur moderne.*

Cru a été fondé par Bill Bright en 1951, c'est l'un des plus grands ministères chrétiens universitaires au monde. À l'instar de Youth for Christ et Youth With A Mission, Cru se concentre sur l'évangélisation des jeunes, principalement des étudiants universitaires, et met l'accent sur les missions internationales. L'organisation est très présente en Amérique latine. En tant que groupe évangélique conservateur, Cru ne reconnaît pas les identités LGBTQI+ ni les relations homosexuelles et s'oppose à l'avortement. Dans son livre publié en 1995, *The Coming Revival (Le renouveau à venir)*, Bright écrit que « Dieu a maudit ceux qui insistent pour pratiquer et promouvoir l'homosexualité ». Il a décrit l'avortement comme le massacre légalisé de millions de personnes.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : *ministère dans les écoles secondaires et les universités et sensibilisation des médias.*
- **Portée** : *900 ministères universitaires aux États-Unis ; le programme FamilyLife touche 18 millions de personnes chaque année dans 95 pays et le Jesus Film Project a été visionné dans plus de 2 000 langues.*
- **Revenus annuels** : *Cru est classé comme une église et, à ce titre, n'est pas tenu de divulguer ses informations financières aux États-Unis.*
- **Influence politique** : *indirecte, par le biais de son influence sur la culture des jeunes et les positions théologiques, notamment en ce qui concerne les opinions anti-LGBTQI+ et anti-avortement.*

YWAM s'est appuyée sur le travail de Youth for Christ en 1960 avec le concept unique et désormais omniprésent de « missions pour les jeunes ». YWAM est devenue l'une des plus grandes organisations missionnaires au monde grâce à son école de formation de disciples pour les jeunes, d'une durée de 12 semaines, et à ses voyages missionnaires de courte durée. Elle entretient des liens avec des groupes affiliés dans d'autres pays, comme The Send au Royaume-Uni et en Irlande⁵. Une enquête menée en avril 2025 par The Guardian a rapporté les expériences de volontaires de YWAM à travers le monde. Elle a décrit le contrôle et la pression intenses exercés par l'organisation sur ses missionnaires, ainsi que l'humiliation et le rejet de ceux qui s'écartent de sa vision chrétienne traditionnelle du monde.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : *volontariat pour des missions à court terme.*
- **Portée** : *25 000 participants par an dans plus de 180 pays avec des ministères de jeunesse.*
- **Revenus annuels** : *variables selon les branches, car l'organisation n'a pas de siège central. Les branches de YWAM sont enregistrées comme des organisations à but non lucratif indépendantes et certaines demandent à bénéficier d'une exonération fiscale.*
- **Influence politique** : *indirecte, en contribuant à façonner une vision du monde évangélique sur « la vie » et la sexualité.*

Fondée par James Dobson en 1977, **l'organisation FOTF**⁶, met fortement l'accent sur l'engagement et la sensibilisation des jeunes de manière professionnelle grâce à des programmes ciblés. Ceux-ci mettent l'accent sur l'abstinence, les valeurs familiales traditionnelles, l'intégrité morale et les enseignements bibliques. FOFT aborde les questions relatives à la jeunesse sous l'angle des valeurs familiales, alimentant ainsi des campagnes nationales sur des questions telles que l'éducation [sexuelle] uniquement axée sur l'abstinence, la censure des médias et le militantisme « pro-vie ». L'organisation s'est toujours opposée au mariage homosexuel et aux droits des personnes LGBTQI+. Dobson a joué un rôle important dans la formation de la droite chrétienne américaine au cours des années 1980 et 1990 et dans les discours sur la « guerre culturelle », la « bataille spirituelle » et la « crise morale » qui ont [selon lui] suivi, critiquant le féminisme et l'activisme LGBTQI+.

Dans les années 1980, Dobson a créé le groupe haineux anti-LGBTI Family Research Council, puis en 2004, la branche de FOTF consacrée au lobbying, la Family Policy Alliance. FOTF entretient des liens étroits avec d'éminents groupes de réflexion conservateurs et des organisations juridiques telles que la Heritage Foundation et Alliance Defending Freedom (ADF⁷).

5 The Send est également lié au groupe américain The Call, co-fondé par Lou Engle, qui a pris la parole lors d'un rassemblement contre les droits des personnes LGBTQI+ en Ouganda en 2010 et qui a appelé à la criminalisation de l'avortement, en plus de sa position islamophobe. Lou Engle fait partie du mouvement chrétien suprémaciste New Apostolic Reformation.

6 Dobson était un psychologue chrétien renommé qui, dans les années 1970, donnait des conseils aux parents.

7 L'ADF est également un groupe désigné comme haineux.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : communication dans les médias de masse, notamment par le biais de publications, de programmes radio et de contenus en ligne et grâce aussi à des outils de formation des disciples, notamment des ressources pour les ministères de la jeunesse⁸.
- **Portée** : grâce à son engagement national et numérique, la FOTF a déclaré avoir reçu 10 000 lettres et 3 000 appels par jour dans les années 1990. En 2007, le groupe était présent dans 98 pays, avec des bureaux dans 14 d'entre eux, et s'était réorienté de manière à inclure davantage de programmes destinés aux jeunes générations dans les espaces numériques.
- **Revenus annuels** : près de 115 millions de dollars US en 2024.
- **Influence politique** : un acteur important au sein des mouvements anti-avortement et anti-LGBTQI+, influençant la législation et les politiques publiques.

Entretenir une base de jeunes politisés

Le mouvement para-ecclésiastique a pris une tournure politique dans les années 1970 grâce au travail de groupes tels que FOTF, qui avaient à la fois une composante jeunesse et de l'influence politique à Washington, D.C. Les groupes para-ecclésiastiques tels que ceux mentionnés ci-dessus ont encore renforcé le mouvement en s'alignant sur la mobilisation de la jeunesse catholique, qui fusionnait conviction religieuse contre l'avortement avec engagement civique. Stimulée par les débats fédéraux sur la déségrégation et l'éducation, l'organisation politique évangélique à travers le mouvement de la droite chrétienne a rapidement évolué pour adopter des positions plus virulentes contre DSSR, l'égalité des genres et les droits des personnes LGBTQI+ sur la scène nationale.

Avec la légalisation de l'avortement en 1973 par le biais de la décision de la Cour suprême dans l'affaire Roe v. Wade, les tentatives de ratification de l'amendement sur l'égalité des droits tout au long des années 1970⁹ et le militantisme LGBTQI+, la droite chrétienne a trouvé de nouvelles causes mobilisatrices qui ont ensuite été utilisées dans le cadre de la sensibilisation des jeunes. La lutte contre l'avortement n'était pas l'objectif initial ni même la principale préoccupation d'évangéliques tels que James Dobson et la Southern Baptist Convention¹⁰ (la Convention baptiste du Sud). L'auteur Randall Balmer décrit comment les stratèges conservateurs ont cherché à « détourner l'attention du véritable récit » qu'était pour eux l'intégration raciale en défendant « la cause des fœtus » et en unissant des «

8 FOTF mène une initiative sur la culture des jeunes et la vie familiale, la campagne True U (littéralement « le vrai toi ») destinée aux étudiants universitaires, et propose des ressources aux pasteurs de jeunesse sur les positions anti-avortement et anti-LGBTQI+.

9 Cet amendement aurait fait de l'égalité des genres un droit constitutionnel.

10 La Southern Baptist Convention est un réseau de 47 000 églises aux États-Unis, et c'est le plus grand organisme protestant d'Amérique du Nord. Billy Graham était un baptiste du Sud.

chrétiens évangéliques apolitiques » ainsi que des catholiques et des mormons¹¹. En se positionnant ouvertement contre l'avortement, la droite chrétienne, rebaptisée par la suite « droite religieuse » au sens large, a alors séduit une base plus diversifiée.

Au cours des années 1960 et 1970, l'Église catholique a commencé à jouer un rôle central dans l'organisation de la jeunesse et de la communauté catholique au sens large, formant l'épine dorsale de ce qui allait devenir le mouvement « pro-vie ». Les dirigeants catholiques ont souvent associé la cause anti-avortement à des thèmes de justice sociale et de droits civils, qui trouvaient un écho auprès des jeunes catholiques motivés par l'activisme des années 1960. L'Église a mis l'accent sur la protection des pauvres et des personnes vulnérables, établissant des liens entre l'enseignement catholique sur la pauvreté et l'opposition à l'avortement. Elle a mobilisé des jeunes à la fois par le biais de sa structure ecclésiastique et de ses organisations para-ecclésiastiques, notamment, par :

- **La création d'organisations nationales :** la Conférence des évêques catholiques des États-Unis (US Conference of Catholic Bishops - USCCB) a fondé le Comité national pour le droit à la vie (National Right to Life Committee - NRLC) en 1968¹². Le NRCL est devenu un centre de défense de la cause anti-avortement, mettant des ressources à disposition et assurant la coordination des campagnes locales et nationales et de l'engagement des jeunes¹³. Il s'agit de la plus ancienne et de la plus grande ONG anti-avortement des États-Unis. En 1985, le NRLC a créé National Teens for Life afin d'organiser des adolescentes pour qu'elles interviennent dans les écoles et les groupes de jeunes, et qu'elles se portent volontaires dans les centres de grossesse et en tant que conseillères auprès de leurs pairs.
- **La création de sections locales :** le NRLC et des groupes catholiques apparentés ont fondé des sections dans tout le pays, en collaboration avec des associations de jeunes catholiques, des paroisses et des écoles afin d'éduquer les jeunes et de les encourager à s'impliquer à travers du bénévolat, des manifestations publiques, des campagnes de lettres, des joutes oratoires et des événements éducatifs. Le NRLC compte des affiliés dans les 50 États américains et plus de 3 000 sections.
- **Recrutement au niveau paroissial intégré dans la planification de l'Église :** l'USCCB a lancé son propre programme Respect Life en 1972 et un plan pastoral complet pour les activités pro-vie en 1975, tous deux mis à jour chaque année. Ces cadres nationaux fournissent du matériel aux paroisses, des kits d'outils pour la

11 Dans son livre *White Evangelical Racism* [Racisme évangélique blanc], la professeure Anthea Butler fait remonter l'origine de l'activisme politique évangélique aux États-Unis à l'affaire jugée par la Cour suprême en 1970 qui a retiré le statut d'exonération fiscale aux « académies ségrégonnistes », des écoles religieuses privées blanches qui cherchaient à éviter de payer des impôts.

12 L'USCCB est l'assemblée des évêques de l'Église catholique romaine aux États-Unis. Elle guide et promeut les activités catholiques, notamment en soutenant l'éducation catholique et les œuvres caritatives.

13 Le NRLC a enregistré un chiffre d'affaires annuel de 4,16 millions de dollars en 2023. Il milite en faveur d'un amendement constitutionnel visant à interdire l'avortement et a joué un rôle important dans la législation fédérale et celle des États qui cherche à restreindre l'accès à l'avortement.

pastorale des jeunes et des guides d'activités, soit l'infrastructure nécessaire pour mobiliser les jeunes.

Outre ces initiatives de l'Église catholique américaine, un mouvement catholique traditionaliste fondé au Brésil dans les années 1960 a gagné en popularité à l'échelle internationale grâce à la mobilisation des jeunes. Créé par Plinio Corrêa de Oliveira, le mouvement [Tradition, Famille, Propriété](#) (TFP) mettait l'accent sur la défense de la civilisation chrétienne contre les menaces perçues comme provenant de la modernité, de la laïcité et du libéralisme. [TFP continue d'opérer](#) à travers un réseau d'organisations nationales, chacune jouissant d'une certaine autonomie, sur les campus universitaires d'Amérique latine, d'Europe et des États-Unis. Son approche envers les jeunes est très structurée et idéologiquement intense, mettant l'accent sur la formation, l'activisme et le leadership afin de constituer un groupe de jeunes activistes zélés pour défendre la cause du mouvement et le faire avancer. La branche américaine, [TFP Action étudiante](#)¹⁴, est devenue active à la fin des années 1970, avec un engagement plus visible sur les campus et des manifestations de rue qui ont pris de l'ampleur au début des années 1980, en partie en réponse aux débats croissants autour du droit à l'avortement et à la montée du mouvement pour les droits des personnes LGBTQI+¹⁵.

Bien que le mouvement « pro-vie » ait été à ses débuts majoritairement catholique (on estime que les catholiques représentaient plus de [80 % des premiers militants anti-avortement aux États-Unis](#)), l'Église et ses dirigeants se sont efforcés de présenter la question comme un « droit à la vie » non confessionnel. Ils [ont noué des alliances](#) avec des jeunes et des adultes d'autres confessions, mettant l'accent sur les points communs plutôt que sur la doctrine religieuse pure. Cela a incité les jeunes catholiques à défendre non seulement leur point de vue sur l'avortement, mais aussi le droit de l'Église à participer dans les débats publics.

Les femmes et les jeunes mobilisés par les réseaux évangéliques et catholiques ont joué un rôle clé dans l'opposition populaire face aux évolutions politiques progressistes, la lutte contre l'amendement sur l'égalité des droits servant également à combler le fossé religieux au sein de la droite. Se ralliant contre cet amendement, la militante catholique [Phyllis Schlafly](#) a tissé [des liens solides](#) avec [des ministères évangéliques](#) tels que FOTF, Cru et des coalitions d'Églises conservatrices, ainsi qu'avec des membres du Parti républicains et des mormons. Suivant le modèle catholique contre le droit à l'avortement, les jeunes ont [été sensibilisés à l'opposition à l'amendement sur l'égalité des droits](#) par le biais des écoles chrétiennes, des groupes de jeunes des églises et des conférences pro-familiales. On leur a [enseigné que cet amendement menaçait](#) les rôles bibliques attribués

14 La section américaine de TFP est l'American Society for the Defense of Tradition, Family, and Property [Société américaine pour la défense de la tradition, de la famille et de la propriété].

15 TFP Action revendique plus d'un demi-million d'adeptes aux États-Unis. L'organisation dans son ensemble est liée à des réseaux transnationaux que nous décrivons plus en détail dans le présent rapport, notamment les groupes catholiques anti-droits World Congress of Families (WCF), CitizenGO et d'autres ONG catholiques auprès des Nations Unies (ONU).

aux hommes et aux femmes, le caractère sacré de la famille, et qu'il favoriserait l'avortement et les droits des personnes LGBTQI+.

Les [efforts déployés contre l'amendement sur l'égalité des droits et la décision *Roe v. Wade*](#) témoignent d'une mobilisation particulièrement réussie des jeunes de toutes les confessions chrétiennes. Avec la politisation croissante de la jeunesse pendant cette période, la droite religieuse a commencé à façonner une génération d'activistes conservateurs opposés à l'avortement et à l'égalité des genres, ainsi qu'à d'autres questions liées à la prière à l'école, à l'éducation et aux « valeurs familiales¹⁶ ». Ces discours préétablis sont encore utilisés aujourd'hui : opposer la liberté religieuse à l'État et les justes à ceux qui s'opposent à la « famille traditionnelle ».

Mobilisations sur le terrain

L'attention portée par la droite chrétienne américaine aux jeunes et à leur recrutement par le biais de ministères, de groupes universitaires et d'autres actions de sensibilisation ciblant les jeunes a ouvert la voie à ce qui est depuis devenu une tactique de mobilisation très efficace pour la droite religieuse au sens large : les marches. Les marches, en particulier les rassemblements anti-avortement, qui ont désormais lieu chaque année dans le monde entier, trouvent leurs racines dans [les rassemblements Youth for Christ](#) des années 1940-1950 et [les croisades de Billy Graham](#) de cette époque. Ces [stratégies et symboles de protestation de masse](#) ont souvent été empruntés au mouvement américain des droits civiques et à la rhétorique de la justice sociale. Aujourd'hui, cela inclut une appropriation du langage associé à l'égalité des genres et aux droits humains, comme le fait la Marche pour la vie 2022 dont le thème était « [L'égalité commence dans l'utérus](#) ».

Éveil politique

La participation à des rassemblements évangéliques de grande envergure axés sur l'avortement dans les années 1970 a joué un rôle crucial dans la formation de l'identité politique et la carrière des jeunes participants. Bon nombre des organisations évoquées dans la section ci-dessus mettent l'accent sur la pastorale des jeunes et le discipulat. Elles réussissent ainsi à constituer une base toute prête de jeunes motivés par leur foi pour défendre la cause anti-avortement et d'autres questions anti-droits.

[La Marche pour la vie](#) à Washington, D.C., est un exemple parfait du pouvoir de mobilisation des rassemblements et de l'engagement des jeunes. Elle reste le plus grand [rassemblement annuel anti-avortement](#) du pays et s'est développée de manière à inclure

¹⁶Au milieu et à la fin du XXe siècle, les réactions de la droite religieuse face à la déségrégation scolaire (*Brown v. Board of Education* en 1954), les décisions de la Cour suprême contre la prière à l'école (*Engel v. Vitale*, 1962, et *Abington School District v. Schempp*, 1963), et d'autres menaces perçues envers l'autorité culturelle chrétienne (comme les menaces de l'Internal Revenue Service de révoquer le statut d'exonération fiscale des écoles chrétiennes discriminatoires), ont été des catalyseurs déterminants de la montée de l'activisme politique conservateur aux États-Unis.

une forte présence internationale. Organisée autour de l'anniversaire de *l'arrêt Roe v. Wade* (malgré l'annulation de cet arrêt en 2022 par la Cour suprême dans *l'affaire Dobbs v. Jackson Women's Health Organization*¹⁷), la Marche pour la vie a toujours attiré des jeunes.

Fondée en 1974 par Nellie Gray, avocate et militante catholique américaine, la Marche pour la vie a été institutionnalisée en tant que manifestation annuelle tout au long de la période de mise en application de la décision *Roe*. Dès ses débuts, la marche a mis l'accent sur le recrutement de jeunes, en particulier d'étudiants, en coordonnant des actions de sensibilisation dans les écoles, les églises et les ministères de la jeunesse, les encourageant à se rendre à Washington, D.C. en groupes organisés. Comme l'a rapporté le New York Times, la marche de 2022 a attiré environ 150 000 personnes ; « des bus d'étudiants venus de tout le pays pour participer à ce qui s'est transformé au fil des ans en un rassemblement festif animé par les jeunes ». Considérées à la fois comme un devoir moral et une mission générationnelle, les marches, autrefois majoritairement catholiques, sont devenues plus diversifiées sur le plan religieux, attirant des chrétiens évangéliques et d'autres groupes confessionnels dans les années 1980 et 1990¹⁸.

À cette époque, les évangéliques organisaient leur propre série de rassemblements de prière à grande échelle à Washington, D.C., tels Washington for Jesus¹⁹. Les organisateurs ont délibérément mis en avant les jeunes dans les rassemblements, avec des pans du programme consacrés à des cultes dirigés par les jeunes, présentant la jeune génération comme responsable de la reconquête de la nation au nom des valeurs chrétiennes et de mener son renouveau futur. Bien que distinctes, Washington for Jesus et la Marche pour la vie ont été de longue date des événements étroitement liés, qui partagent non seulement les mêmes dirigeants, mais aussi les mêmes convictions morales et les mêmes stratégies de grande visibilité ainsi que leur inclusion délibérée des jeunes. Ensemble, ces événements ont fait une réalité du mouvement politique chrétien « pro-vie » et du militantisme croissant des jeunes des années 1980 et au-delà²⁰.

17 La décision Dobbs a annulé les décisions à la fois de Roe et de Planned Parenthood v. Casey, supprimant ainsi le droit constitutionnel à l'avortement. Cette décision a permis aux différents États de réglementer ou d'interdire l'avortement, ce qui a conduit à la promulgation d'un ensemble hétéroclite de lois à travers le pays.

18 Les premiers partisans étaient affiliés à des groupes catholiques, notamment les conférences épiscopales catholiques nationales (non seulement aux États-Unis, mais aussi au Nigeria, en Argentine et en Pologne, par exemple) et des organisations telles que les Chevaliers de Colomb.

19 De nombreux organisateurs de Washington for Jesus se sont alignés et ont rejoint la Marche pour la vie, notamment Bill Bright de Cru, Pat Robertson de la Coalition chrétienne et Jerry Falwell senior, de Moral Majority (Majorité morale). Les principaux événements ont eu lieu dans les années 1980 et 1990, et la foule estimée pour le premier Washington for Jesus variait entre 200 000 et 500 000 personnes. Les églises évangéliques, les écoles chrétiennes et les ministères universitaires, notamment Cru, Youth for Christ et YWAM, ont organisé des bus et des convois pour amener les étudiants au National Mall.

20 James Dobson, de FOTF, a joué un rôle déterminant dans l'alignement de la droite religieuse pendant cette période. Le SPLC a rapporté que « Dobson a joué un rôle essentiel dans la fondation conjointe, le financement et la mise en place de ce qui est devenu l'infrastructure des mouvements modernes anti-LGBTQ+ et anti-avortement ». FOTF adresse à ses jeunes partisans son matériel éducatif, ses programmes radio et sa communication numérique pour les encourager à participer à la Marche pour la vie. FOTF couvre la Marche pour la vie dans ses médias numériques tels que FOTF Broadcast et son site web.

La mondialisation des marches anti-avortement

Sans doute le plus réussi de ces deux événements en termes de mobilisation de la jeunesse, d'ampleur et de portée, la Marche pour la vie a inspiré des marches anti-avortement dans le monde entier, en particulier à mesure que le droit à l'avortement s'étendait dans de nombreux pays. Si, au début, les manifestations internationales étaient peu nombreuses, la fin des années 1990 et le début des années 2000 ont marqué une expansion significative, comme par exemple avec [la Marche pour la vie Afrique du Sud en 1997](#), après la légalisation de l'avortement dans ce pays en 1996. L'Amérique latine et l'Europe ont rapidement emboîté le pas avec des marches nationales en [Argentine](#) (1999), [en République tchèque](#) (2001) et [en France](#) (2005). Cette croissance s'est accélérée dans les années 2010 pour toucher d'autres régions, notamment l'Europe de l'Est et certaines parties de l'Afrique et de l'Asie. Aujourd'hui, des événements de type « Marche pour la vie » auraient lieu chaque année dans quelque 40 à 50 pays, souvent sous des noms similaires, mais de taille variable²¹.

La participation active des jeunes est une caractéristique de ces marches mondiales. En 2018, la Marche pour la vie au Pérou a attiré [2 500 jeunes bénévoles](#). Au Mexique, [Pasos por la Vida](#) (Des pas pour la vie) organise une marche annuelle depuis 14 ans, en s'appuyant sur sa solide base de jeunes. Ces événements offrent aux jeunes une expérience directe de la mobilisation politique, des opportunités de bénévolat, des messages de sensibilisation, un fort sentiment d'appartenance à une communauté et un cadre moral clair reliant la foi à la politique publique.

21 Un article de 2024 recense les marches anti-avortement dans 36 pays européens ; Rally for Life en répertorie 5 autres dans des pays d'Amérique latine, ainsi qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande en 2024 ; des marches ont régulièrement lieu au Kenya et en Afrique du Sud organisées par des groupes anti-droits, tandis que l'organisation fraternelle catholique des Chevaliers de Saint-Mulumba a organisé une « Marche pour la vie » qui était également anti-LGBTQI+ au Nigeria en 2024 ; et l'Église catholique en Inde a organisé sa troisième marche annuelle en août 2025.

La « vague bleue » : une contre-offensive des jeunes anti-droits

La « vague bleue » est apparue en Argentine lors des débats législatifs sur la [dépénalisation de l'avortement en 2018](#). Elle s'opposait au mouvement de la vague verte qui s'était propagé de l'Argentine au reste de l'Amérique latine à la fin des années 2010, symbole de la défense de l'avortement légal et sûr. La vague bleue était une mobilisation sociale et politique coordonnée, composée principalement de jeunes et soutenue par des secteurs religieux, des réseaux professionnels, des institutions et des politiciens opposés à l'avortement. Ce mouvement a donné naissance à la campagne « [salvemos las dos vidas](#) » (« sauvons les deux vies ») qui met l'accent sur le droit à la vie du fœtus comme étant égal à celui de la personne enceinte et plaide en faveur de changements législatifs dans plusieurs pays de la région. À l'instar du foulard vert, connu en espagnol sous le nom de *pañuelo verde*, qui symbolise la lutte pour la dépénalisation de l'avortement, la vague bleue a lancé son propre foulard.

Dans un monde de plus en plus polarisé, avec des dirigeants d'extrême droite au pouvoir et la montée de l'autoritarisme, la Marche pour la vie attire de plus en plus de participants de haut niveau. En 2020, Donald Trump est devenu le [premier président américain en exercice](#) à participer à la marche, bien que virtuellement. Dans son discours vidéo prononcé lors de [la marche](#) de 2025, il a promis de « protéger les acquis historiques que nous avons obtenus et de mettre fin à la pression radicale du Parti démocrate en faveur d'un droit fédéral à l'avortement, illimité et à la demande jusqu'au moment de la naissance et même après la naissance ». En Pologne, l'ancien président Andrzej Duda a été [le premier chef d'État](#) à participer aux événements de la Marche pour la vie et la famille organisés dans le pays entre 2020 et 2022. Dans d'autres pays, comme la République tchèque, l'Irlande, le Canada et l'Argentine, les rassemblements anti-avortement attirent des archevêques catholiques, des membres du parlement et d'autres dirigeants. Tony Abbott, ancien Premier ministre australien, aux côtés de l'archevêque catholique Anthony Fisher, [a pris la parole lors d'un rassemblement anti-avortement](#) à Sydney en mai 2025 pour protester contre un projet de loi visant à améliorer l'accès à l'avortement. En Espagne, [l'ancien homme politique](#) et [cofondateur](#) du réseau politique anti-droits, Réseau politique pro-valeurs (Political Network for Values - PNfV), [Jaime Mayor Oreja](#), a participé aux [rassemblements « Oui à la vie »](#) aux côtés du parti politique d'extrême droite Vox (davantage d'informations sur Vox ci-dessous).

Pour les futurs militants, dirigeants et politicien conservateurs et anti-droits, une implication précoce dans ces marches peut favoriser un engagement à vie en faveur des valeurs chrétiennes et du militantisme conservateur. Grâce à l'accès à des réseaux d'individus et d'organisations anti-droits impliqués dans les marches, comme [CitizenGO](#), basé à Madrid, et [le Forum des professionnels chrétiens du Kenya](#) (Kenya Christian Professionals Forum - KCPF)- des jeunes passent d'un engagement précoce à une implication formelle dans le mouvement anti-droits, voire à une carrière dans ce domaine.

Souvent, ce mouvement dépasse les frontières nationales grâce à la participation de groupes internationaux, tels que CitizenGO, qui ont une audience mondiale. Cela influence directement l'engagement des jeunes dans la politique nationale, régionale et mondiale, l'organisation communautaire et le plaidoyer politique, et cela les mène de plus en plus au-delà des questions relatives à la DSSR, vers des initiatives anti-LGBTQI+ et antidémocratiques.

La March for Life fonctionne comme une ONG américaine enregistrée et elle a façonné le mouvement de jeunesse en offrant aux jeunes une expérience directe du plaidoyer et une connaissance des politiques publiques.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : *coordination et mobilisation nationales pour une action de plaidoyer en présentiel avec un potentiel d'accès aux sphères politiques.*
- **Portée** : *accès interconfessionnel étendu par le biais des écoles, des églises et des ministères de la jeunesse, qui s'est traduit par des événements similaires à la Marche pour la vie dans d'autres pays.*
- **Revenus annuels** : *croissance régulière pour atteindre 2,39 millions de dollars en 2023²².*
- **Influence politique** : *événement phare contre l'avortement, en particulier dans le contexte de la montée de la droite populiste aux États-Unis, ainsi que dans d'autres pays où l'avortement et les droits des personnes LGBTQI+ sont criminalisés.*

Bien que ce rapport se concentre principalement sur les étudiants universitaires et les jeunes professionnels, Students for Life America (SFLA), MassResistance, le National Right to Life Committee, World Youth Alliance et d'autres groupes ont depuis longtemps déjà adapté leur action aux élèves du secondaire et aux enfants plus jeunes. Des adolescents et des enfants participent aux événements March for Life aux États-Unis et dans le monde entier. CitizenGO, en particulier au Kenya aux côtés du KCPF, a mobilisé des enfants du primaire dans le cadre de ses activités anti-avortement et anti-LGBTQI+. Le KCFP a reconnu lors de son dîner annuel de collecte de fonds en 2025 avoir commencé à travailler dans les écoles secondaires. La Marche pour la vie de 2025 à Nairobi et la Conférence sur la chasteté des jeunes organisée par le KCPF, a vu la participation d'enfants en uniforme scolaire brandissant des pancartes de CitizenGO.

Sont également offertes à ces jeunes des opportunités de commencer à travailler sur des questions anti-droits en tant que bénévoles. Le réseau médiatique catholique Eternal Word Television Network (EWTN) fournit, outre une ressource sur les « groupes de jeunes pro-vie » pour adolescents, une liste d'organisations anti-avortement qui proposent des stages d'été aux « adolescents qui souhaitent se préparer à une vie d'activisme pro-vie ». Bon nombre de ces groupes proposent une formation juridique ainsi que des possibilités

²² Le financement de la Marche pour la vie a fortement augmenté entre 2011 et 2012, passant d'un peu plus d'un million de dollars cette année-là à plus de deux millions de dollars depuis 2019.

« de développer des compétences d'organisation de groupes et d'activisme de rue ». Il existe même des concours anti-avortement pour les « lycéens de première et terminale », des jeunes généralement âgés de 16 à 18 ans.

Chapitre 2 : En route pour l'école

« Il n'existe pas d'éducation neutre. L'éducation sert soit à instaurer la conformité, soit à instaurer la liberté ».

—Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, 1968

Si la déségrégation et l'éducation ont pu être des points d'entrée politiques pour la politisation des organisations para-ecclésiastiques aux États-Unis dans les années 1950 et 1960, l'évolution de la mobilisation des jeunes en tant que mouvement « pro-vie » a été un appel à l'action encore plus efficace. Dans les années 1970 et 1980 en s'appuyant sur le travail des organisations qui ont ouvert la voie à l'évangélisation des jeunes, en particulier Cru, le passage de l'étudiant au professionnel a gagné du terrain avec des groupes étudiants conservateurs et anti-avortement dévoués, tant au niveau des filières universitaires que professionnalisantes. Ce qui était peut-être une organisation marginale à travers des groupes universitaires et des voyages missionnaires pour les jeunes dans les années 1960 et 1970 est devenu aujourd'hui, courant et mondialisé. Les organisations étudiantes anti-avortement, le bénévolat et les manifestations étudiantes sont désormais monnaie courante non seulement dans la plupart des campus universitaires, mais aussi dans les écoles secondaires, et pas seulement aux États-Unis.

Rassembler les troupes

« Students for Life touche les jeunes pendant les années cruciales de leur développement ».

—Students for Life of America, *Rapport annuel 2019-2020*

Le vaste travail d'évangélisation mené par Cru sur les campus a créé une base et une communauté à partir desquelles des organisations étudiantes comme [Student for Life America](#) (SFLA), qui n'ont apparemment aucune affiliation religieuse, sont devenues des centres anti-avortement majeurs avec des bases plus larges que des groupes comme Catholic TFP Action. Si Cru et SFLA sont étroitement liés par des réseaux communs, des membres communs et des missions complémentaires, SFLA, comme son nom l'indique, est fondamentalement anti-avortement. Le début des années 2000 jusqu'aux années 2010 a été une période d'intensification de la présence de ces groupes sur les campus, tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Cela a fourni un cadre pour le militantisme anti-avortement mené par les étudiants, créant un vivier de jeunes formés et expérimentés dans le bénévolat et, dans une certaine mesure, dans le lobbying politique. Les groupes anti-droits ont alors pu recruter parmi ces jeunes talents motivés par des convictions idéologiques.

Coup de projecteur sur Students for Life

SFLA (Students for life America) a débuté avec une présence minimale dans les années 1970 et a tout d'abord changé son image de marque en 1988 pour devenir American Collegians for Life. Toujours axé sur la mobilisation des étudiants par le biais de conférences et de publications, le groupe a, à nouveau, changé de nom en 2005 pour devenir SFLA. Il est également passé d'un groupe basé sur le bénévolat à une organisation comptant un employé unique, Kristan Hawkins, qui était alors âgée de 21 ans et qui continue de diriger l'organisation. En 2025, SFLA estime compter 1 250 groupes présents sur près de 50 % des campus universitaires aux États-Unis. L'organisation est ancrée dans la conviction que la vie commence dès la conception, prône l'interdiction quasi totale de l'avortement et s'oppose aux méthodes contraceptives modernes.

Sous la direction de Hawkins, SFLA a connu une expansion massive tant au niveau de la mobilisation des jeunes que des relations politiques, ce qui a fait de ce groupe une influence incontournable au sein du mouvement anti-avortement chez les jeunes. Un article *de Vice* a rapporté qu'en janvier 2018, Hawkins et d'autres représentants de SFLA ont rencontré l'ancien vice-président Mike Pence et que, plus tard dans l'année, Hawkins a rencontré d'autres membres du personnel de la Maison Blanche pour discuter de l'arrêt du financement du ministère de la Santé et des Services sociaux pour la recherche sur les tissus fœtaux et de l'inéligibilité de Planned Parenthood au financement fédéral.

Si les mouvements de jeunes évoquent souvent des images d'opérations transitoires à petit budget, SFLA est tout sauf cela. L'organisation dispose d'un budget de 14 millions de dollars soutenu par des donateurs fortunés et a accès à des décideurs politiques. Elle compte désormais plus de 80 employés à temps plein à son siège social dans l'État de Virginie. Leonard Leo, figure clé du mouvement juridique conservateur, figurait parmi les membres du conseil d'administration de SFLA jusqu'en 2023. L'influence de Leo dans la politique et la société américaines ne peut être surestimée et son réseau canalise des millions de dollars vers des causes anti-droits. En plus des autres initiatives que nous décrivons ci-dessous, Leo a fondé CRC Advisors, une société conservatrice de conseil en matière de relations publiques et de stratégie politique. CRC Advisors est actuellement dirigée par Greg Mueller, qui était également membre du conseil d'administration de SFLA en même temps que Leo. Les autres membres du conseil d'administration de SFLA ont des dizaines d'années d'expérience dans les services financiers et les sociétés de gestion d'investissements, et tous ont une grande influence dans les sphères des ONG et de la politique.

Les efforts de SFLA ont favorisé la croissance des groupes anti-avortement sur les campus grâce à une organisation locale et à des campagnes numériques sophistiquées. L'organisation mène cinq initiatives principales, telles que présentées sur son site web « Pro-Life Generation », chacune visant à atteindre des objectifs spécifiques, allant de la formation des étudiants à la défense de la cause anti-avortement à l'élaboration de

stratégies de communication, en passant par la promotion des cliniques anti-avortement. Outre ces initiatives, SFLA [diffuse chaque semaine des podcasts en ligne](#) ; publie un « [tableau d'affichage des emplois pro-vie d'avenir](#) », promeut son image de marque à travers [des produits dérivés](#) et le [slogan](#) « Je suis la génération pro-vie » et, depuis 2023, utilise [la publicité géolocalisée](#) pour « toucher individuellement 10,5 millions d'étudiants uniques ».

SFLA s'associe à des groupes anti-avortement partageant les mêmes idées, dont beaucoup sont également anti-LGBTQI+. Il s'agit notamment de [Family Research Council](#), de [Alliance Defending Freedom](#) et de [Live Action](#) (plus d'informations sur cette dernière organisation ci-dessous). L'organisation dispose également d'une branche consacrée au lobbying politique, Students for Life Action. Témoignant de l'imbrication entre les groupes étudiants anti-avortement et le travail juridique anti-droits, [SFLA a annoncé](#) en 2023 que son « conseiller juridique était également prêt à aider en relation à tout cas de violation du premier amendement auquel nos groupes pourraient être confrontés » en « défendant des jeunes mères contre l'industrie prédatrice de l'avortement²³ ».

Bien que SLFA soit basée aux États-Unis, tout comme March for Life, son influence s'est étendue à l'échelle mondiale. En 2021, l'organisation a organisé une [formation](#) au leadership anti-avortement [en Ouganda](#), sans que cela ne semble toutefois être devenu un programme régulier. Cependant, des organisations anti-avortement similaires à SFLA, dirigées par des étudiants, ont vu le jour dans des pays comme le Canada, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Australie et le Mexique. À l'instar de SLFA, ces groupes mobilisent les jeunes par le biais de l'éducation, du militantisme, de manifestations publiques et d'actions de lobbying politique. Il existe également des groupes qui organisent des événements similaires à ceux de SFLA, comme la March for Life Youth Conference organisée par [Campaign Life Coalition](#), un groupe anti-avortement canadien.

À l'échelle mondiale, les universités sont [le dernier front](#) du mouvement anti-avortement, les groupes anti-droits les utilisant pour se multiplier et rallier des soutiens à leurs discours réactionnaires sur la liberté d'expression, la famille traditionnelle et pour s'opposer aux droits des personnes LGBTQI+. SFLA n'est qu'un exemple parmi d'autres de mobilisation étudiante anti-droits, mais elle est sans doute la plus efficace sur le plan politique, la plus sophistiquée et la plus répandue à ce jour. À titre de comparaison, le tableau ci-dessous présente des informations sur une sélection de groupes étudiants anti-avortement à travers le monde.

²³ Aux États-Unis, le premier amendement de la Constitution protège les libertés individuelles fondamentales et limite le pouvoir du gouvernement de restreindre la liberté d'expression et de croyance.

Institution	Région	Fondée	Affiliation / Réseau	Portée étudiante	Remarques
Students for Life of America	États-Unis	2006	Indépendante ; collabore avec SBA Pro-Life America, Heritage, etc.	Plus de 1 300 campus universitaires ; plus de 150 000 étudiants formés (depuis sa création)	La plus grande et la plus influente organisation étudiante pro-vie aux États-Unis
National Campus Life Network	Canada	1997	Indépendante ; partenaire de Campaign Life Coalition	40 à 60 groupes actifs par an ; des milliers de personnes touchées grâce à des événements organisés sur les campus	Aide juridique pour les étudiants victimes de censure ; organisation de symposiums nationaux pour les étudiants
Alliance of Pro-Life Students	Royaume-Uni	2012	Soutenue par la SPUC (Société pour la protection des enfants à naître)	20 à 30 groupes universitaires et plus de 10 contacts étudiants informels	Fait office d'organisation faitière pour les groupes universitaires britanniques ; organise des débats et des événements apologetiques
Students for Life Ireland	Irlande	Vers 2013	Branche jeunesse de Pro-Life Campaign Ireland	Environ 12 à 15 sections étudiantes ; présence active à Dublin, Cork et Galway	A joué un rôle clé lors des campagnes référendaires sur l'avortement de 2018 en Irlande
Juventud y Vida	Mexique et Amérique latine	Vers 2015	Indépendante ; collabore avec des mouvements de jeunesse catholiques	On estime à plus de 5 000 le nombre de jeunes touchés chaque année, avec environ 30 équipes actives dans des universités et des églises	Se concentre sur les marches, la législation et l'éducation au Mexique, au Pérou et en Colombie

Tableau 1 : Sélection de groupes étudiants anti-avortement à travers le monde, leurs affiliations et leur portée.

Il est important de noter que l'organisation étudiante, outre ses liens avec des groupes internationaux de jeunes et d'étudiants, est également connectée à de puissants groupes de défense juridique anti-droits tels que [Alliance Defending Freedom International](#), la branche européenne de l'ADF. Aux États-Unis, l'ADF a représenté des groupes étudiants anti-avortement devant les tribunaux, tandis que l'ADF International a fait de même en dehors des États-Unis, notamment en 2019 dans le cas des [Glasgow Students for Life](#) et dans celui d'une [étudiante sage-femme anti-avortement](#).

SFLA est à la pointe de l'organisation professionnelle des étudiants anti-avortement.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : *défense anti-avortement professionnalisée, multiforme et explicitement dirigée par des étudiants, avec pour objectif un changement de politique aux niveaux national, régional et local, ainsi que la mise en réseau des étudiants et des jeunes professionnels. Au-delà de la lutte contre l'avortement, SFLA a réussi à intégrer la lutte contre la contraception et la promotion des centres d'aide aux femmes enceintes en situation de crise au mouvement anti-droits des jeunes.*
- **Large portée** : *présence numérique sophistiquée sur les réseaux sociaux et par le biais de podcasts, notamment avec une stratégie d'image de marque, des produits dérivés et de la publicité ciblée ; l'organisation a touché plus de 1 300 groupes universitaires et formé plus de 150 000 étudiants depuis sa création.*
- **Revenus annuels** : *14,6 millions de dollars en 2023 et 3,5 millions de dollars pour Students for Life Action.*

- **Influence politique** : SFLA est présente à l'échelle nationale et a accès aux politiciens, ainsi qu'à de solides alliés dans d'autres institutions anti-droits. Avec Students for Life Action, elle dispose également d'un bras lobbyiste pour influencer les décideurs politiques.

Aux États-Unis, il existe [des clubs anti-avortement spécifiques aux campus](#) au sein des universités et des écoles, dont certains organisent des conférences dans des institutions prestigieuses telles que Yale, Princeton, ainsi que l'université de Georgetown et d'autres universités et institutions catholiques. Alors que SFLA tente de séduire un large éventail d'étudiants, d'autres organisations aux États-Unis ciblent spécifiquement les étudiants en droit afin d'influencer les politiques publiques et les réglementations au plus haut niveau. Le contentieux stratégique et le soutien juridique apportés aux jeunes militants anti-avortement mettent en évidence une tendance parallèle auprès des étudiants en droit qui a débuté dans les années 1980. Moins spectaculaire que le modèle de mobilisation étudiante anti-avortement de SFLA, la professionnalisation juridique anti-droits se développe à l'échelle mondiale par le biais d'associations juridiques et d'un enseignement formel.

Aux États-Unis, la création d'un viviers de jeunes experts juridiques conservateurs est une tendance et un objectif explicite du mouvement anti-droits depuis l'administration Reagan. Cela a notamment donné lieu à la création d'associations d'étudiants en droit conservateurs, ainsi qu'au financement et à la création de facultés de droit afin de former des esprits juridiques dès le début de leurs études. La [Federalist Society for Law and Public Policy Studies](#) est l'[exemple](#) le plus marquant et le [plus emblématique](#) de l'attention accordée aux étudiants en droit, conservateurs et ambitieux, qu'elle pousse à passer des salles de cours aux tribunaux.

Coup de projecteur sur la Federalist Society

« Le mouvement juridique conservateur a été extrêmement efficace pour identifier les personnes qui adhèrent véritablement à son idéologie, leur permettre d'obtenir les qualifications nécessaires, attirer sur eux l'attention de la Maison Blanche et les faire entrer dans la magistrature. »

—Carolyn Shapiro, fondatrice et codirectrice du Chicago-Kent's Institute on the Supreme Court of the United States, citation tirée de [Bloomberg Law](#), mai 2025

[Fondée en 1982](#) par des étudiants des facultés de droit de Yale, Harvard et de l'université de Chicago en tant qu'organisation étudiante, la Federalist Society (FS) a remis en question ce qu'elle percevait comme l'idéologie libérale au sein des universités américaines d'élite. Le premier événement majeur du groupe a été un symposium organisé à Yale, et en quelques années, il s'est étendu à d'autres facultés de droit à travers les États-Unis. Le

[Forum parlementaire européen a déclaré dans un rapport de 2025](#) que la Federalist Society « prône une interprétation « originaliste » de la tradition juridique et a élaboré des stratégies juridiques visant à saper le droit à l'avortement ainsi que les droits des personnes LGBTQI ». En 2023, la [FS compte](#) des sections dans plus de 200 facultés de droit et environ 70 000 membres dans sa division des avocats, répartis dans plus de 100 villes.

Au cours de ses quatre décennies d'existence, la FS [a mis en place un puissant réseau](#) allant de l'organisation juridique étudiante aux plus hautes fonctions judiciaires aux États-Unis, y compris la Cour suprême. En 2025, [six des neuf juges de la Cour suprême](#) sont affiliés à la FS. Depuis l'administration Reagan dans les années 1980, la FS entretient des liens étroits avec les administrations républicaines qui se sont succédées. [Christopher Rhodes](#), professeur à Harvard et à l'université de Boston, [a écrit](#) dans un article d'opinion publié par *Al Jazeera* en 2022 : « Aux côtés de la NRA [National Rifle Association], du Family Research Council, de la Heritage Foundation et d'autres, la Federalist Society est devenue un réseau influent, vaste et extrêmement politisé, comptant parmi ses membres d'innombrables juges, avocats et universitaires. »

Leonard Leo, [coprésident et ancien directeur exécutif](#) de la Federalist Society, qui siégeait également [au conseil d'administration de la SFLA](#) comme mentionné ci-dessus, [a rejoint la FS](#) en 1989 alors qu'il étudiait le droit à l'université Cornell, où il a fondé la section universitaire de l'organisation. L'implication de Leo avec la Federalist Society, la SFLA, les universités mentionnées ci-dessous et d'autres institutions et groupes conservateurs obscurs aux États-Unis, y compris les CRC Advisors susmentionnés, s'inscrit dans le cadre de [son effort plus large](#) visant à remodeler la société et la culture américaines, et par conséquent la démocratie²⁴.

²⁴ Leo est connu pour avoir réussi à sélectionner et faire nommer des juges conservateurs à la Cour suprême des États-Unis. Son réseau d'ONG a collecté des centaines de millions de dollars et en a canalisé des centaines d'autres pour soutenir les causes qui lui importent. Un don de 1,6 milliard de dollars du donateur conservateur Barre Seid, versé en 2023 par des structures gérées par Leo, souligne encore davantage l'influence de ce dernier. L'organisation Campagne pour la responsabilité et la reddition de comptes (Campaign for Accountability -CfA) a demandé l'ouverture d'enquêtes sur sept des ONG liées à Leo.

La Federalist Society a été un modèle pour endoctriner de manière précoce des juristes et former dès le début de leur carrière des avocats acquis à la cause conservatrice.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : créer des sections étudiantes dans les facultés de droit à travers les États-Unis et établir un système de vases communicants entre les étudiants en droit et les leaders du mouvement conservateur, en offrant des possibilités de mentorat, de réseautage, de bourses d'études et de stages juridiques. La FS publie également des revues juridiques et diffuse des podcasts dans les médias afin de toucher un public plus jeune.
- **Portée** : 200 sections dans des facultés de droit à travers le pays, avec des dizaines de milliers d'affiliés, avocats, juges, professeurs de droit et étudiants en droit.
- **Revenus annuels** : entre 20 et 30 millions de dollars de 2021 à 2023.
- **Influence politique** : des nominations judiciaires à la Cour suprême à l'influence de son réseau sur la philosophie judiciaire et l'orientation des débats, en passant par la coordination au sein du mouvement conservateur et l'accès au gouvernement.

Entretenir le vivier de talents

« Le réseau [Koch] est entièrement intégré, il ne s'agit donc pas seulement de travailler dans les universités avec les étudiants, mais aussi de développer des capacités au niveau des États ainsi que des capacités électorales, et d'intégrer ce vivier de talents. »

—Charles Koch, conseiller auprès des sympathisants lors d'une réunion en 2014, [cité dans un article de l'Atlantic en 2015](#)

L'influence de la Federalist Society et de Leonard Leo s'étend à l'échelle nationale dans le domaine de la politique et du droit américains, en particulier l'influence de ce dernier sur les jeunes et l'enseignement juridique formel. Les liens de Leo avec les universités conservatrices et les milliardaires ne sont pas uniques, ni propres aux États-Unis. Les dirigeants, les organisations et les gouvernements anti-genre, conscients de l'intérêt d'investir dans la prochaine génération, s'impliquent de plus en plus dans [la sphère de l'enseignement supérieur](#). Cela va au-delà de la simple création d'associations et de clubs étudiants pour aller jusqu'à la création et au financement directs de programmes d'études, d'institutions et d'écoles entières d'obédience conservatrice. Ci-dessous, nous commençons par les États-Unis et les liens qu'a tissés Leonard Leo, en examinant comment des universités influentes travaillent main dans la main avec des acteurs anti-droits. Nous passons ensuite à l'Europe pour montrer ce phénomène à l'échelle mondiale et ses liens avec des partis politiques d'extrême droite et des régimes autoritaires.

Les universités et les programmes mentionnés ci-dessous ont été sélectionnés en raison de leurs liens avec d'importants donateurs de droite tels que Leo et les industriels

milliardaires Charles et David Koch, ainsi que de leur implication dans des groupes transnationaux anti-droits et les filières qu'ils ont mis en place vers la politique conservatrice. Nous nous concentrons sur la dernière décennie afin de démontrer la pérennité de leur influence et de leur portée.

Des mécènes milliardaires façonnent les futurs juristes d'élite

Dans le cadre de son programme sociétal plus large, Leo s'est activement efforcé de créer des centres de recherche juridique et d'orienter l'enseignement du droit dans les universités du pays. Ses dons aux universités – ou plutôt l'argent qu'il y achemine par le biais de ses réseaux – sont assortis d'instructions explicites sur la manière dont les fonds doivent être dépensés afin de s'aligner sur les priorités qui favorisent les principes juridiques conservateurs au détriment des droits humains progressistes, tels que l'avortement et les droits des personnes LGBTQI+. Bien que les chiffres exacts ne soient pas totalement transparents, les rapports suggèrent un investissement substantiel et stratégiquement orienté de la part de Leo dans le façonnement de l'enseignement juridique aux États-Unis, avec des conséquences générationnelles sur les politiques et les pratiques.

Depuis des décennies, le milliardaire bienfaiteur derrière Leo, Barre Seid, finance des initiatives visant à façonner l'enseignement supérieur aux États-Unis et à alimenter le déni du changement climatique²⁵. Des millions de dollars ont été distribués à des facultés de droit pour financer des initiatives éducatives et doter des chaires universitaires par l'intermédiaire du DonorsTrust et du 85 Fund, des organismes de bienfaisance priviliés par Leo et le réseau Koch. Selon une étude de Politico, le 85 Fund « a mené des activités visant à sensibiliser le public à l'importance du constitutionnalisme, de la nécessité de réduire l'action gouvernementale, de la liberté religieuse, du rôle des tribunaux, des politiques éducatives et des réformes électorales ». Le fonds a également versé 2,3 millions de dollars à la Federalist Society²⁶.

Leonard Leo n'est pas le seul acteur conservateur à façonner l'éducation aux États-Unis – et plus largement les initiatives anti-droits – puisqu'il opère dans le même cercle d'influence conservateur que celui financé par les frères Koch²⁷. La Fondation Charles Koch est une autre force importante dans le financement conservateur et libertaire de l'éducation, notamment en ce qui concerne les facultés de droit, mais aussi des départements d'économie et d'autres instituts universitaires. Ses initiatives éducatives se concentrent sur la promotion des principes du libre marché, de la liberté individuelle et de la réduction de l'action gouvernementale. L'organisation Public Integrity rapporte que la Fondation Koch, ainsi que trois groupes affiliés, ont versé près de 108 millions de dollars à 366 universités entre 2005 et 2014. Une autre enquête a ensuite révélé que les ONG Koch ont versé 548,5 millions de dollars à des bénéficiaires au sein de l'enseignement supérieur entre 2018 et 2023. Bien que son financement de groupes de jeunes conservateurs se soit

25 Ces dons sont souvent effectués par l'intermédiaire de réseaux de groupes financiers opaques.

26 Monitoring Influence a découvert que le 85 Fund avait acheminé des fonds vers d'autres groupes conservateurs et d'extrême droite, dont certains étaient liés aux efforts visant à renverser l'élection présidentielle américaine perdue par Donald Trump en 2020.

27 Il existe de nombreux liens unissant Koch et Leo, le premier ayant financé certaines des organisations du second, ainsi que des liens entre leurs structures financières respectives et d'autres affiliations et objectifs.

concentré sur des causes libertaires et moins ouvertement sur des organisations de jeunes anti-avortement ou anti-LGBTQI+, la Fondation Koch a également soutenu la Federalist Society.

Leo et Koch ont tous deux joué un rôle déterminant au cours de la dernière décennie dans le financement de l'enseignement juridique et dans la préparation du second mandat de Trump. En 2016, Leo a fait un don initial de 20 millions de dollars pour renommer la faculté de droit de l'Université George Mason en l'honneur du défunt juge conservateur de la Cour suprême Antonin Scalia, auquel s'est ajouté un autre don de 10 millions de dollars de Koch. Ces dons ont transformé l'université en ce que le magazine Slate a décrit comme « le centre névralgique national du droit et de la politique libertaire-conservatrice²⁸ ». En plus de cet investissement déjà massif en faveur de cette faculté de droit, Leo, par le biais d'un don à DonorsTrust, a également réservé un investissement de 15 millions de dollars à la création du « Center on the Structural Constitution » (Centre sur la constitution structurelle) à la faculté de droit de l'Université A&M du Texas²⁹. Leo est également membre externe du conseil d'administration de la faculté de droit de l'université catholique Columbus et a dirigé vers cette faculté un don de 4,25 millions de dollars par l'intermédiaire de DonorsTrust au profit de son projet sur l'originalisme constitutionnel. Leo a facilité un autre don de 4 millions de dollars afin de doter une chaire en partenariat avec les organisations fraternelles catholiques des Chevaliers de Colomb³⁰. Cette école a également reçu plus de 10 millions de dollars de la Fondation Koch au fil des ans et Leo a obtenu 13 millions de dollars d'un donateur anonyme pour la Business School de l'université, dont il est membre du conseil d'administration³¹.

28 Les juges conservateurs de la Cour suprême des États-Unis, Clarence Thomas, Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch ont tous enseigné à George Mason. Depuis 2017-2018, cette faculté de droit a reçu plus de 4 millions de dollars par an via les réseaux Leo. Leo et Koch ont également des liens avec le Mercatus Center (Groupe de réflexion d'orientation du marché) de l'Université et son Institut d'études humaines, qui mène un projet visant à promouvoir la désinformation sur le climat, entre autres « principes » conservateurs, auprès des enseignants du secondaire et des professeurs d'université.

29 Le Centre a été approuvé en novembre 2024 pour devenir « un pôle d'étude du droit constitutionnel structurel et de l'élaboration des politiques [...] afin de favoriser les opportunités d'engagement avec des juristes, des juges et des responsables gouvernementaux ».

30 Les Chevaliers de Colomb sont impliqués dans le financement et la défense de la cause anti-avortement.

31 Les facultés de droit de Harvard et de l'université de Chicago ont joué un rôle déterminant dans la création de la Federalist Society et exercent une influence considérable sur la théorie juridique conservatrice et libertaire ainsi que sur les nominations judiciaires.

Institution	Influence et liens politiques	Politique LGBTQI+	Position sur l'avortement	Liens avec les donateurs
Université George Mason <i>(Faculté de droit Scalia)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Centre juridique conservateur de premier plan ; forte influence sur les nominations judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> Traditionnelle ; présence d'un corps professoral conservateur 	<ul style="list-style-type: none"> Majoritairement anti-avortement ; bourses d'études juridiques anti-avortement 	<ul style="list-style-type: none"> Forte implication de Leo Financement important de la Fondation Koch
Université catholique d'Amérique <i>(Faculté de droit Columbus)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Enseignement juridique fortement catholique et socialement conservateur 	<ul style="list-style-type: none"> Politiques reflétant la doctrine catholique ; position négative à l'égard des personnes LGBTQI 	<ul style="list-style-type: none"> Fortement anti-avortement, en accord avec les enseignements de l'Église catholique 	<ul style="list-style-type: none"> Influence de Leo via les réseaux catholiques Liens étroits avec les Chevaliers de Colomb et les donateurs catholiques
Université Texas A&M <i>(Faculté de droit)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Influence conservatrice croissante ; expansion de ses liens avec le réseau conservateur 	<ul style="list-style-type: none"> Modérée ; officiellement, pratique une politique de non-discrimination 	<ul style="list-style-type: none"> Position généralement anti-avortement parmi le corps enseignant 	<ul style="list-style-type: none"> Liens avec Leo Soutien de certains donateurs affiliés à Koch

Tableau 2 : Principales facultés de droit américaines bénéficiant du financement de milliardaires conservateurs.

Ces dons visent à garantir la pérennité de plusieurs programmes juridiques qui continueront à former et à soutenir la carrière de jeunes juristes. En partenariat avec la Federalist Society, cette passerelle éducative vers le milieu professionnel continuera à alimenter un système juridique qui restreint les droits sexuels et reproductifs et le droit à l'avortement, à mesure que des étudiants, par exemple de la faculté de droit Scalia, deviendront greffiers à la Cour suprême pour les juges conservateurs. La formation des esprits juridiques aux États-Unis aura des répercussions régressives à long terme tant au niveau fédéral qu'au niveau des États, comme en témoignent non seulement l'annulation de *l'arrêt Roe*, mais aussi les interdictions de l'avortement et les projets de loi anti-trans au niveau des États ainsi que les nouvelles attaques contre les droits des personnes LGBTQI+ et le recul d'autres protections.

L'interconnexion des campus chrétiens aux États-Unis

« J'espère voir le jour où, comme aux premiers jours de notre pays, nous n'aurons plus d'écoles publiques. Les églises les auront reprises en mains et des chrétiens les dirigeront ».

—Jerry Falwell senior, fondateur et président de la Moral Majority et de la Liberty University, dans [America Can Be Saved](#), 1979

L'Université Hillsdale

Leonard Leo et son donateur milliardaire Barre Seid ont également des liens avec l'Université Hillsdale, une petite université chrétienne. Hillsdale est [au centre des « guerres culturelles » actuelles](#), ayant développé des programmes scolaires anhistoriques et racistes pour les écoles primaires et secondaires qu'elle défend et promeut à l'échelle nationale (plus d'informations ci-dessous). Le président de Hillsdale est l'un des cofondateurs du groupe de réflexion de droite [Claremont Institute](#) et siège au conseil d'administration de la [Heritage Foundation](#). Hillsdale travaille activement avec des groupes internationaux anti-droits tels que le Center for Family and Human Rights (C-Fam) et le groupe néerlandais-américain [Christian Council International](#) (CCI), à renforcer le plaidoyer des jeunes à l'ONU. Le [Global Project against Hate and Extremism \(Projet mondial contre la haine et l'extrémisme\)](#) résume ainsi : « Hillsdale est l'une des principales universités du pays à promouvoir le projet autoritaire et liberticide Project 2025 (ci-après, Projet 2025), organisé par le groupe de réflexion anti-droits Heritage Foundation, aux côtés de L'Université Liberty et de l'Université Patrick Henry³² ».

[NBC News a rapporté en 2023](#) que « les anciens élèves de l'école sont nombreux parmi le personnel des médias conservateurs et dans les bureaux des responsables du Parti républicain ». Hillsdale s'est intégrée depuis des années dans les cercles conservateurs nationaux, [notamment grâce](#) à un campus satellite à Washington, D.C., créé en 2010³³. L'université est [connue à la fois](#) pour être un vivier de personnel et une fabrique d'idées pour les administrations Trump. Comme [l'a déclaré le gouverneur de droite de Floride, Ron DeSantis](#), « si je recrute quelqu'un de Hillsdale, je sais que cette personne possède les bases nécessaires pour être utile dans la poursuite d'une politique conservatrice ».

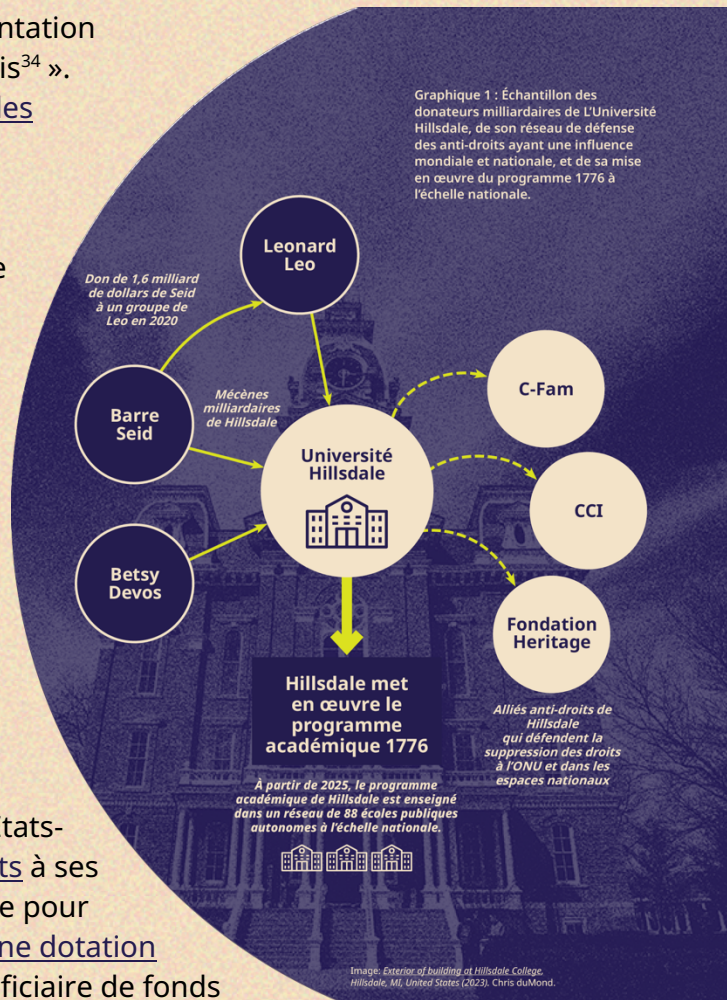
Bien que Hillsdale ait été fondée [en 1844](#) par [des baptistes abolitionnistes](#) et ait été ouverte aux femmes et aux étudiants noirs dès ses débuts, elle s'est clairement éloignée de ses racines progressistes. Hillsdale [diffuse le Curriculum 1776](#) aux élèves des écoles primaires et secondaires par le biais d'un réseau d'écoles sous contrat à l'échelle nationale. [Vanity Fair rapporte](#) que ce programme « a été critiqué pour son révisionnisme

32 L'Université Patrick Henry est un établissement chrétien privé connu pour ses valeurs évangéliques conservatrices. Malgré sa petite taille, cette université exerce une influence politique disproportionnée et, comme Hillsdale, place ses diplômés à des postes clés dans les milieux juridiques, politiques et médiatiques conservateurs.

33 Ginni Thomas, épouse du juge de la Cour suprême Clarence Thomas, a contribué à la création du campus de Washington.

historique, notamment pour sa présentation édulcorée de l'esclavage aux États-Unis³⁴ ». Hillsdale compte actuellement 23 écoles membres qui mettent en œuvre ce programme dans 14 États.

Outre le financement de Leo, Hillsdale bénéficie également du soutien d'autres milliardaires conservateurs et donateurs influents, comme l'ancienne secrétaire à l'Éducation de la première administration Trump, Betsy DeVos, issue de la famille milliardaire DeVos, qui est également liée à des fonds occultes³⁵. L'université compte moins de 1 700 étudiants, mais dispose d'une dotation de 900 millions de dollars. Comparé à l'Université Liberty l'une des plus grandes universités chrétiennes des États-Unis qui avec 140 000 étudiants inscrits à ses programmes en présentiels et en ligne pour l'année 2024-2025, disposait 2023 d'une dotation de 1,6 milliard de dollars et était bénéficiaire de fonds provenant du réseau Koch.



L'Université Liberty

Jerry Falwell senior, de la Moral Majority³⁶, a fondé l'Université Liberty (Liberty) en 1971 avec pour objectif de combiner l'éducation chrétienne et l'activisme politique, créant ainsi un terrain d'entraînement pour les leaders du mouvement conservateur. L'université s'oppose au mariage homosexuel et à l'avortement. À l'instar de la Federalist Society, la School of Government (École de gouvernance) et la School of Law (Faculté de droit) de Liberty mettent l'accent sur l'originalisme constitutionnel, un élément clé de la pensée juridique conservatrice. Les diplômés de la faculté de droit de Liberty s'alignent souvent sur les organisations juridiques de droite, notamment la Federalist Society³⁷.

³⁴ Le programme d'études affirme que « le progressisme était un rejet des principes de la Déclaration d'indépendance » et que le mouvement des droits civiques a créé « des programmes qui allaient à l'encontre des nobles idéaux des fondateurs ».

³⁵ DeVos a également fait des dons à la Heritage Foundation.

³⁶ La Moral Majority était une importante organisation politique américaine fondée en 1979 par Jerry Falwell senior, qui a mobilisé de nombreux chrétiens conservateurs en un puissant bloc électoral, contribuant à l'élection du président Reagan en 1980.

³⁷ Liberty Counsel est un groupe haineux désigné comme tel par le SPLC, il a été fondé par un avocat et ancien doyen de la faculté de droit de Liberty, en partenariat avec le Liberty Center for Law and Policy à Washington, D.C.

Liberty a accueilli de nombreux politiciens du Parti républicains et des leaders conservateurs de premier plan, dont le président [Donald Trump](#)³⁸. [Trump a pris la parole pour la première fois à Liberty](#) en 2016, alors que lui et d'autres républicains étaient candidats à la présidence. À l'époque, le président de l'université, Jerry Falwell junior, faisait don de millions de dollars provenant des fonds de Liberty à des causes républicaines et à des efforts visant à [faire élire Trump](#). L'université exerce une influence importante sur les médias conservateurs, car nombre de ses étudiants et anciens élèves travaillent pour [des organes de presse](#) de droite, en particulier dans [le domaine du journalisme chrétien](#). Liberty entretient également des liens avec des groupes anti-droits qui exercent une influence mondiale dans les domaines de l'éducation, de la santé et des affaires étrangères, notamment [l'Institut pour la Santé des femmes \(Women's Health Institute - WHI\)](#), qui s'emploie à la mise en œuvre [de la Déclaration de consensus de Genève\(DCG\)](#), un manifeste anti-droits qui a embauché des étudiants de Liberty comme stagiaires et membres de son personnel³⁹.

L'enseignement supérieur religieux aux États-Unis

Il existe plus de 4 300 établissements délivrant des diplômes aux États-Unis, dont plus de la moitié sont privés et plus de 1 000 sont affiliés à une religion, dont 140 collèges et universités qui font partie du [Council for Christian Higher Education \(Conseil pour l'enseignement supérieur chrétien\)](#). Le Conseil est fondé sur la croyance évangélique, adopte une orientation « pro-vie » et [décrit les relations sexuelles](#) comme étant « destinées aux personnes mariées entre un homme et une femme ». Le Conseil maintient un système de politiques cohérentes et alignées sur ses convictions et mène des actions de plaidoyer actives pour [défendre la liberté religieuse et l'autorité institutionnelle](#) afin de restreindre l'inclusion des personnes LGBTQI+. Certains de ses établissements membres appliquent des politiques anti-LGBTQI+ en matière de recrutement, de codes étudiants et de programmes, et sont impliqués dans [des procès pour discrimination et exemptions religieuses](#). En 2024, le Conseil comptait [des établissements affiliés dans 18 pays](#). Ni l'Université Hillsdale ni l'Université Liberty n'en sont membres.

L'Université Liberty et l'Université Hillsdale ont toutes deux été répertoriées comme [partenaires de la coalition Heritage Foundation](#) dans le cadre de son [projet](#) de transition présidentielle 2025, le [Projet 2025](#), qui [définit le programme](#) du second mandat de Trump visant à [consolider](#) le pouvoir exécutif, à imposer des politiques d'extrême droite et à

38 Ces personnalités ont pris la parole lors de la Convocation de Liberty, un événement hebdomadaire auquel la présence est obligatoire, diffusé en ligne.

39 L'Institute for Women's Health (ci-après : Institut pour la santé des femmes ou IWH) est dirigé par Valerie Huber, ancienne responsable de l'administration Trump. Le programme Protego de l'IWH est conçu pour mettre en œuvre la Déclaration de Consensus de Genève, un manifeste non contraignant d'opposition à l'avortement, créé en 2020 par Mme Huber sous la première administration Trump afin de supplanter les programmes éducatifs, sanitaires et de politique étrangère fondés sur la science et respectueux des droits.

remodeler la société et la culture américaines⁴⁰. Hillsdale et Liberty ne sont que deux exemples d'universités et facultés chrétiennes ayant une influence politique. Vous trouverez ci-dessous un résumé des six principales université et facultés chrétiennes aux États-Unis qui disposent de dotations de plus de 100 millions de dollars et qui sont extrêmement bien connectées en termes d'influence politique⁴¹.

Institution	Politique en matière d'avortement	Politique LGBTQ+	Affiliation avec des groupes anti-droits	Dotation
Université Liberty	Anti-avortement, la vie commence dès la conception; opposition théologique et militante	Anti-LGBTQ, interdit les relations amoureuses entre personnes de même sexe, soutient la thérapie de conversion	Oui — Liens étroits avec la Heritage Foundation, Liberty Counsel et ADF	<u>2,28 milliards de dollars (2023)</u>
Université Baylor	Anti-avortement, politiques conformes aux enseignements baptistes	Pas de reconnaissance officielle des relations homosexuelles, les groupes d'étudiants LGBTQI+ ne bénéficient d'aucun soutien officiel	Indirect — Affiliée à l'Église baptiste ; anciens élèves impliqués dans la politique conservatrice	<u>1,96 milliard de dollars (2024)</u>
Université Hillsdale	Anti-avortement, liens avec le mouvement national anti-avortement et les groupes d'étudiants militants	Mariage hétérosexuel uniquement ; pas de clubs LGBTQI+; aucune protection contre la discrimination	Oui — Liens étroits avec la Heritage Foundation, le Claremont Institute, C-Fam, le Christian Council International	<u>1 milliard de dollars (2023)</u>
Université Wheaton (Illinois)	Anti-avortement, la communauté défend le « caractère sacré de la vie »	Interdit les « comportements homosexuels » ; exige la signature d'une convention	Liens indirects via les affiliations du corps enseignant; moins actif sur le plan institutionnel qu'Hillsdale	<u>610 millions de dollars (2024)</u>
Université Samford	Anti-avortement, politiques conformes aux enseignements de la Convention baptiste du Sud (SBC)	Aucune reconnaissance officielle des relations homosexuelles, les groupes d'étudiants LGBTQI+ ne bénéficient d'aucun soutien officiel	Indirect — Affiliée à la SBC; anciens élèves impliqués dans la politique conservatrice	<u>443 millions de dollars (2023)</u>
Université Regent	Anti-avortement, fait partie de l'idéologie nationaliste chrétienne	Identités LGBTQ+ non reconnues ; codes de conduite interdisant les relations homosexuelles	Oui — Fondée par Pat Robertson, affiliée aux médias et groupes juridiques de la droite chrétienne	<u>111 millions de dollars (2023)</u>

Tableau 3 : Établissements d'enseignement chrétiens influents et leurs politiques anti-droits

40 L'Université Patrick Henry est la seule autre université répertoriée comme partenaire du Projet 2025, bien qu'il s'agisse d'une université bien plus petite que Hillsdale ou Liberty, avec une dotation inférieure à 3 millions de dollars en 2025 et qui ne comptait que 425 étudiants en 2024.

41 Aux États-Unis, contrairement au Royaume-Uni ou aux pays non anglophones, les collèges et les universités sont des institutions qui proposent des diplômes de premier cycle [Pour éviter la confusion en français, College a été traduit par Université, comme p. ex. dans : Hillsdale College / Université Hillsdale]

Les interconnexions de l'enseignement supérieur catholique connecté à l'échelle mondiale

Lorsque l'on examine l'enseignement public et privé, en particulier l'enseignement supérieur, il est important de tenir compte du rôle de l'Église catholique en tant que force dans certaines formes de défense de l'éducation anti-droits, en particulier celui de l'influente prélatrice personnelle [structure ecclésiastique spéciale] [Opus Dei](#)⁴². L'Opus Dei exerce une forte présence dans les institutions éducatives et sociales. Il existe 19 universités officiellement affiliées à l'Opus Dei dans le monde, qui, en juin 2024 comptaient plus de 110 000 étudiants. L'université de Navarre à Pampelune, mentionnée ci-dessous pour ses liens avec des institutions anti-droits, en est l'une des plus importantes.

L'Opus Dei est très influente dans les sphères de l'activisme anti-droits et de l'extrémisme religieux. La [Fondation pour l'excellence dans l'enseignement supérieur](#), affiliée à l'Opus Dei, met en relation les anciens élèves des universités de l'Opus Dei et a contribué à financer des actions juridiques aux États-Unis dans le but de promouvoir la « loi naturelle » ainsi que des campagnes anti-droits dans l'enseignement supérieur. Les programmes de la Fondation sont stratégiquement situés à proximité d'universités américaines prestigieuses et, grâce à son leadership, elle est liée à des groupes anti-LGBTQI+ tels que l'Organisation nationale pour le mariage de Brian Brown et le groupe de réflexion catholique conservateur Witherspoon Institute. L'Opus Dei lui-même est lié à des groupes anti-droits tels que la [Heritage Foundation](#) et le Center for Family and Human Rights (C-Fam). En Amérique latine, les groupes affiliés à l'Opus Dei sont devenus de plus en plus influents dans des pays comme le Guatemala.

[Leonard Leo](#) a des liens avec l'Opus Dei par l'intermédiaire de son [Catholic Information Center \(CIC\)](#) (Centre d'information catholique) basé à Washington, D.C.; Ce centre est un pôle influent pour les catholiques conservateurs dans les domaines de la politique, du droit et des affaires publiques, et à ce titre, il est fréquenté par les membres de la Federalist Society. Le CIC est lié aux [Young Catholic Professionals](#) (Jeunes professionnels catholiques), qui organisent des événements de réseautage, et mène ses propres actions de sensibilisation auprès des étudiants universitaires par le biais de la branche Jeunesse de l'Opus Dei. Comme dans le cas de ses universités et autres écoles privées, le centre n'est qu'un élément du projet de l'Opus Dei visant à « attirer et former des personnes influentes ».

⁴² L'Opus Dei a son propre évêque et fonctionne comme un entité spéciale au sein de l'Église catholique. Pour de plus amples informations sur le sujet, voir [l'enquête](#) de Nina Burleigh [du 19 septembre 2024 intitulée](#) « How Opus Dei Conquered D.C. [Comment l'Opus Dei a conquis Washington, D.C.] ».

Façonner le curriculum d'extrême droite en Europe

« Nos campagnes portent sur l'éducation, la lutte contre la promotion intrusive des droits des personnes LGBT dans les écoles, la protection des jeunes contre une éducation sexuelle vulgaire et la promotion des valeurs du mariage et de la parentalité. »

—Ordo Iuris, lors de [la commémoration du soulèvement de Varsovie](#), le 6 août 2024

Alors que les partis d'extrême droite ont gagné du terrain dans toute l'Europe, certains ont créé des sections jeunesse, qui constituent des passerelles entre l'enseignement supérieur et l'adhésion à un parti d'extrême droite, et la participation politique au niveau national et régional⁴³. Les partis d'extrême droite européens sur lesquels nous nous concentrons répondent à la définition donnée par *The Guardian* en 2024, à savoir qu'ils sont nativistes, discriminatoires envers les groupes extérieurs, et autoritaires. Certains sont en outre illibéraux, populistes et anti-LGBTQI+. Un numéro spécial du *Journal of Contemporary European Education* de 2025 note que ces partis « considèrent l'éducation principalement comme un moyen de diffuser une culture et des valeurs (conservatrices et nativistes) ». Il ajoute que « la refonte du contenu et des programmes éducatifs est donc un élément clé commun à l'approche éducative des partis d'extrême droite européens ».

Cela concerne des pays comme la Hongrie, la Pologne et la France, où les partis politiques et les gouvernements ont joué un rôle clé dans l'élaboration d'un enseignement supérieur conservateur. [Le Fidesz](#) (Hongrie), [Prawo i Sprawiedliwość](#) (Droit et Justice, PiS, Pologne) et le [Rassemblement National](#) (RN, France) ont joué un rôle déterminant dans le financement et la création d'universités et d'instituts au cours des deux dernières décennies. Par ailleurs, [Alternative für Deutschland](#) (Alternative pour l'Allemagne), Frères d'Italie, [Chega](#) au Portugal et [Vox](#) en Espagne ont tous des sections jeunesse afin de mobiliser les jeunes électeurs. Ces partis sont en relation avec de nombreux groupes anti-droits américains et d'autres réseaux anti-droits transnationaux⁴⁴.

Ci-dessous, nous examinons trois établissements d'enseignement liés à des partis d'extrême droite : le [Mathias Corvinus Collegium](#) (MCC, Hongrie), l'[Institut des sciences sociales, économiques et politiques](#) (ISSEP, France) et le Collegium Intermarium d'Ordo Iuris (Pologne), bien que [ce dernier ait cessé d'exister](#) en 2024)⁴⁵. Ces trois instituts partagent tous une orientation idéologique axée sur la formation d'une élite conservatrice.

43 Voir Annexe I pour plus de détails sur les partis d'extrême droite européens et leurs sections jeunesse.

44 Pour mieux comprendre le réseau transnational d'extrême droite, veuillez consulter le rapport du Global Project against Hate and Extremism (ci-après, Projet mondial contre la haine et l'extrémisme) qui cartographie la coordination de l'extrême droite entre 2000 et 2024.

45 L'Institut Ordo Iuris pour la Culture juridique, ou Ordo Iuris en abrégé, est un groupe polonais de réflexion juridique catholique ultra-conservateur étroitement lié au PiS et opposé à l'avortement, aux droits des personnes LGBTQI+ et à l'égalité des genres. Au cours des cinq dernières années, il a multiplié ses activités en dehors de l'Europe, notamment auprès de groupes anti-droits en Afrique de l'Est.

Le MCC se distingue institutionnellement de l'ISSEP et du Collegium Intermarium par son financement, sa structure en tant qu'établissement nationalement accrédité délivrant des diplômes reconnus, et sa portée plus importante en Europe⁴⁶. Créé en 1996, le MCC dispose d'un budget de plus de 1,7 milliard de dollars provenant du gouvernement hongrois, ce qui en fait essentiellement un établissement semi-public⁴⁷. En 2020, le montant total des financements reçus par le MCC de la part de l'État était supérieur au montant déboursé par la Hongrie pour l'ensemble de l'enseignement supérieur pendant toute l'année. Les détracteurs du Premier ministre Viktor Orbán et de son parti Fidesz ont qualifié le MCC d'institution destinée à former des intellectuels de droite. Les étudiants reçoivent des bourses, des subventions et ont accès au réseau de l'université formé de partenaires internationaux dans le domaine des affaires et des groupes de réflexion, comme la Heritage Foundation aux États-Unis, entre autres. Le New York Times a rapporté qu'Orbán cherche à « associer la politique conservatrice à la culture et à l'université ». En 2022, le MCC a fait la preuve de son influence au-delà de la Hongrie en lançant ce qu'il appelle un « campus à Bruxelles », un groupe de réflexion financé par le gouvernement pour soutenir les efforts d'Orbán visant à ébranler la confiance dans l'UE, à saper et à priver de financement les organisations de la société civile actives dans l'espace européen, et à promouvoir le programme d'extrême droite au Parlement européen, tout en offrant « un environnement stimulant et motivant aux jeunes étudiants en visite pour se familiariser avec la politique et les processus décisionnels de Bruxelles ».

L'ISSEP et le Collegium Intermarium, en revanche, font plutôt parties des jeunes entreprises innovantes (startups) dans les domaines éducatifs et idéologiques, liées à des partis politiques et non à des gouvernements. La première a été fondée en 2018 par Marion Maréchal, députée française d'extrême droite au Parlement européen, qui en a également été la directrice jusqu'en 2022⁴⁸. Le cofondateur de l'école, Thibaut Monnier, est membre du RN et ancien membre du parti Reconquête, encore plus extrême sur le plan idéologique. Bien que n'étant pas reconnu par la France comme une institution accréditée, l'ISSEP propose des diplômes non certifiés en sciences politiques et des certificats en campagne politique. L'institution se présente comme « l'autre école de sciences politiques » dans le but de se mettre au même niveau que la célèbre « grande école » fondée en 1872, l'Institut d'études politiques (Sciences Po). Un article paru dans *The Guardian* rapporte que l'ISSEP a attiré « des étudiants membres de groupes d'extrême droite en France, tels que le Rassemblement national ou le groupe activiste extrémiste Génération identitaire », un groupe anti-immigrés créé en 2012 et qui a été comparé à une milice privée.

46 Dans son analyse portant sur les acteurs d'extrême droite qui investissent dans les établissements d'enseignement, le Projet mondial contre la haine et l'extrémisme a ajouté le Centro de Estudios Universitarios (Centre d'études universitaires, CEU), créé en 1933, qui est lié, entre autres, à Vox et à la Fondation Disenso, bien qu'il ne soit pas explicitement financé par des partis d'extrême droite comme les trois institutions que nous avons mentionnées précédemment.

47 Sous Orbán, toutes les universités publiques sauf cinq sont sous le contrôle de fondations gérées par le secteur privé.

48 Marion Maréchal est une ex-députée du Rassemblement national, elle a aussi été porte-parole du politicien d'extrême droite Éric Zemmour, leader du parti Reconquête.

Selon ses [données d'inscription](#), l'ISSEP comptait 338 étudiants entre 2018 et 2021, et au cours de la dernière année universitaire (2023-2024), plus de 150 étudiants ont participé à des programmes à Lyon, en France, et à Madrid, en Espagne. Le campus madrilène de l'institut, créé en 2020, témoigne des liens de l'ISSEP avec [le parti espagnol Vox](#) et, par l'intermédiaire de son personnel, avec d'autres mouvements d'extrême droite. Le directeur du campus de Madrid est Santiago Muzio, un avocat franco-argentin qui entretient [des liens étroits](#) avec l'actuel président argentin Javier Milei. Muzio est également proche du jeune influenceur et auteur argentin ultra-conservateur Agustín Laje, connu comme le « [croisé de la nouvelle droite](#) », qui participe fréquemment aux activités de formation de l'ISSEP. L'ISSEP [entretient également des liens étroits](#) avec le corps enseignant et les anciens élèves de l'Université de Navarre en Espagne, une université [catholique influente affiliée à l'Opus Dei](#), qui a été « étroitement impliquée dans la promotion d'une série de services anti-genre, tels que la planification familiale naturelle et les initiatives de santé reproductive basées sur l'abstinence ».

Bien [qu'il ait aujourd'hui disparu](#), le Collegium Intermarium était une tentative d'Ordo Iuris de [former](#) officiellement [des juristes spécialisés en droit européen](#) par le biais d'un établissement d'enseignement ultra-catholique. Cela s'inscrivait dans le cadre de son [objectif plus large](#) de réforme de l'Union européenne. Le Collegium [a été créé en 2021](#) à Varsovie sous l'ancien gouvernement national-conservateur du PiS⁴⁹. Au cours de ses trois années d'activité, le Collegium [aurait accueilli 400 étudiants](#), mais seuls 13 d'entre eux ont suivi le programme [complet de licence en droit](#) entre 2021 et 2023 ; les autres étaient des étudiants de troisième cycle et des participants à des cours de courte durée sur la « psychologie du mariage et de la famille » et la « foi et la science⁵⁰ ». Et pourtant, entre 2022 et 2023, le Collegium Intermarium [a reçu plus de 4,6 millions de zlotys](#) (plus de 1,2 million de dollars) du ministère de l'Éducation. Avec le [changement de gouvernement en janvier 2024](#) et la perte du pouvoir par le PiS, Ordo Iuris a affirmé que [les résultats médiocres du Collegium](#) étaient dus au fait qu'il avait été [mis sur liste noire](#) aux côtés d'autres organisations de droite, conservatrices et chrétiennes. Changement de cap : en octobre 2024, Ordo Iuris a lancé un centre éducatif doté d'une [plateforme d'apprentissage en ligne](#) disponible en polonais et en anglais.

⁴⁹ Son inauguration a réuni des ministres de l'époque : Éducation, Przemysław Czarnek, Culture, Piotr Gliński et Justice, Judit Varga. [Czarnek](#) estimait que le Collegium Intermarium renforcerait la lutte contre les « idéologies absurdes » du « postmodernisme et du néo-marxisme ».

⁵⁰ *Business Insider* arrondit ce [chiffre à 15](#). Apparemment, seuls [11 étudiants](#) auraient atteint le troisième semestre.

Institution	Détails	Liens avec des partis politiques	Positions anti-droits	Liens avec l'extrême droite
<u>MCC</u>	~95 millions de dollars par an, 2022; ~1,2 milliard de dollars d'actifs, 2023 Établissement entièrement accrédité délivrant des diplômes reconnus par l'État, du niveau élémentaire au niveau postuniversitaire	Liée au Fidesz et à Orbán ; son conseil d'administration comprend des personnalités politiques de haut rang	Anti-LGBTQI+ et fortement anti-avortement ; s'aligne sur les politiques d'extrême droite de l'ère Orbán	Engagé auprès de réseaux conservateurs américains, notamment la <u>Conservative Political Action Conference (CPAC)</u> et la Heritage Foundation; des liens également avec l'Amérique latine
<u>Collegium Intermarium</u>	~1,2 million de dollars de financement public par an, de 2022 à 2023 Université légalement établie mais actuellement inactive ; proposait des cours de niveau universitaire, principalement en droit	Fondée par Ordo Iuris ; alignée sur l'ancien gouvernement PiS	Activement anti-LGBTQI+ - a joué un rôle déterminant dans l'interdiction quasi totale de l'avortement en Pologne	Ordo Iuris est allié à des groupes chrétiens de droite américains anti-LGBTQI+, a des liens avec ADF, la Federalist Society, le Family Research Council et des donateurs conservateurs opposés aux droits des personnes LGBTQI+ et à l'avortement
<u>ISSEP</u>	Financement privé, pas de divulgation du budget public Aucune accréditation officielle de l'État [français], délivre des diplômes non reconnus ; niveau universitaire et jeunes professionnels	Lié à Marion Maréchal, et au Parti Reconquête ; le campus espagnol est lié au parti Vox	Propose des programmes anti-LGBTQI+, anti-trans et anti-avortement	Lié avec le mouvement identitaire d'extrême droite français ; des liens également avec les réseaux catholiques conservateurs américains ; campus en France et en Espagne; des liens avec la droite américaine

Tableau 4 : Sélection d'établissements d'enseignement liés à l'extrême droite en Europe et leurs positions anti-droits.

Bien que moins puissants que le MCC, l'ISSEP et le Collegium Intermarium – et par extension son hôte, Ordo Iuris – méritent d'être mentionnés ici car ils tirent profit de leur collaboration mutuelle avec des cercles anti-droits pour influencer les pratiques éducatives destinées aux jeunes. Le 2 juin 2025, le MCC et Ordo Iuris [ont organisé une conférence éducative](#) à Varsovie sur le thème « Reclaiming Classical Education » (Réhabiliter l'éducation classique), qui a attiré des « experts » du monde entier. Parmi les organisations présentes figurait la Heritage Foundation. [Ordo Iuris et le MCC s'y sont également associés](#), avec le soutien de Vox et d'autres partis d'extrême droite européens, pour créer la « Grande Réinitialisation (Great Reset) », une feuille de route pour la reconfiguration de l'Union européenne⁵¹. Ce [document met l'accent sur la souveraineté nationale](#) et énumère les domaines de l'éducation, ainsi que d'autres questions socioculturelles et politiques, qui seraient exemptées de toute supervision de la part de la « nouvelle » Union européenne qui est proposée.

51 Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par l'extrême droite européenne pour « consolider un projet culturel, éducatif et stratégique transnational ».

Chapitre 3 : Des apprenants à vie

« À mon avis, il est très important de créer des filières de talents et des réseaux de personnes très motivées et stratégiques dans tous les secteurs de la vie américaine si l'on veut introduire la tradition culturelle occidentale et les valeurs traditionnelles. »

—Leonard Leo, coprésident de la *Federalist Society* et fondateur et président de *CRC Advisors*, dans une interview accordée à la [National Public Radio](#), le 25 novembre 2024

Investir dans l'éducation et l'organisation étudiante est l'une des premières étapes de l'endoctrinement des jeunes. Une fois que les étudiants sont pleinement imprégnés des valeurs conservatrices, le mouvement anti-droits est également là pour leur offrir des opportunités professionnelles, les accompagnant souvent tout au long de leur carrière.

Guider les chefs de file anti-droits du futur

Les groupes anti-droits ont créé des formations courtes et des académies afin d'offrir des opportunités de formation aux jeunes. Ils ont investi massivement dans une multitude d'initiatives de renforcement des capacités, notamment en offrant aux jeunes professionnels des opportunités de formation et de réseautage au-delà des universités sur des sujets allant du plaidoyer à la communication, en passant par la formation juridique⁵².

Ces formations et programmes sont disponibles dans le monde entier. Certains tirent parti de leurs affiliations religieuses pour asseoir leur légitimité et étendre leur réseau. En Amérique latine, les mouvements conservateurs et anti-droits ont une longue tradition de recrutement par l'intermédiaire de l'Église catholique et, plus récemment, des Églises évangéliques. Bon nombre de ces programmes commencent par une formation de base à la doctrine sociale de l'Église et aux valeurs familiales, avant de passer à une formation politique plus spécialisée.

Certaines organisations anti-droits clés, tels qu'Alliance Defending Freedom (ADF) et le [Leadership Institute](#) (LI) basés aux États-Unis, la World Youth Alliance (WYA) dirigée par des jeunes et CitizenGO, constituent le noyau central reliant ces mouvements mondiaux à la formation des jeunes. La Heritage Foundation, la SFLA et [Turning Point USA](#) (TPUSA) dominent les filières de formation de la jeunesse aux États-Unis. En Europe, la Hongrie, la Pologne et l'Espagne sont des pôles de coordination régionale, avec des liens vers l'Amérique latine, par le biais d'organisations telles qu'Ordo Iuris et d'un certain nombre

⁵² Sur les 275 organisations étudiées dans le cadre du Rapport 2025 du Forum parlementaire européen, 121 groupes anti-droits proposent une forme ou une autre de formation, allant de programmes universitaires à des programmes de développement du leadership.

d'initiatives espagnoles connexes, notamment le parti Vox, le Réseau politique pro-valeurs (PNfV), Hazte Oír et le [Centre catholique d'Études universitaires](#), entre autres⁵³.

Le [Leadership Institute\(LI\)](#) organise chaque année des centaines de formations sur l'art de s'exprimer en public, la communication politique et l'organisation communautaire. Il affirme [avoir formé](#) plus de 200 000 militants et dirigeants à travers le monde [grâce à 40 types de formations différentes](#), notamment ses séminaires d'été aux États-Unis. Fondé en 1979, le LI a pour mission de former les jeunes à promouvoir les « valeurs conservatrices » — parmi lesquelles les positions anti-avortement et anti-LGBTQI+ — et de préparer des candidats politiques au niveau national, bien qu'il opère également à l'échelle internationale. [Selon le SPLC](#), LI a toujours soutenu les groupes étudiants d'extrême droite aux États-Unis. Parmi [les anciens élèves](#) notables [de LI](#) figurent des politiciens américains⁵⁴, tel le [vice-président](#) de la première administration Trump, [Mike Pence](#), et des commentateurs influents de la mouvance conservatrice d'extrême droite.

Depuis 2000, l'ADF, une organisation basée aux États-Unis, [se concentre sur le renforcement des capacités juridiques](#) des étudiants américains et internationaux grâce à ses programmes [Blackstone Legal Fellowship](#). L'ADF a formé plus de 1 800 étudiants en première année de droit provenant de plus de 227 facultés de droit dans 21 pays. De plus, son homologue européen, l'ADF International, organise sa propre initiative visant à former les jeunes chrétiens à défendre leurs valeurs dans un « environnement hostile » par le biais de [l'Areté Academy](#). La formation Europe Class 2025 de l'académie s'est déroulée à Vienne, en Autriche, avec 50 participants provenant de 23 pays. L'académie a pour objectif « d'équiper et susciter l'engagement de la prochaine génération de chefs de file afin qu'ils puissent influencer le droit, le gouvernement, la politique, les médias, le monde universitaire et d'autres domaines qui façonnent la culture ». L'ADF indique [avoir formé plus de 650 jeunes](#) à ce jour, avec une présence non seulement en Europe, mais aussi en Amérique latine. De nombreux participants à l'Areté poursuivent ensuite leurs études à Blackstone. L'ADF est très présente en dehors des États-Unis et de l'Europe, et ses programmes s'étendent de l'Amérique latine à l'Afrique, en passant par l'Asie et l'Australie.

Pendant ce temps, le [Centro de estudios universitarios \(CEU\)](#) de la Fondation Universitaire San Pablo dispose de son propre centre de formation conservateur pour jeunes chefs de file, basé sur la doctrine catholique, le Centro de Estudio, Formación y Análisis Social (Centre d'études, de formation et d'analyse sociale). Ce Centre [collabore avec des organisations](#) et des espaces [latino-américains](#), tels que l'organisation mexicaine [Patria Unida \(Patrie Unie\)](#), dont la directrice et fondatrice a elle-même participé à l'un de ces programmes destinés aux jeunes chefs de file. Le CEU dispose également d'un Institut d'études sur la famille, par le biais duquel il a créé en 2015 le [Prix CEU pour la vie](#) afin de

53 Pour une ventilation des exemples de formation des jeunes par organisation, voir Annexe II.

54 Une liste publiée par LI en 2019 cite près de 30 sénateurs et membres du Congrès américains.

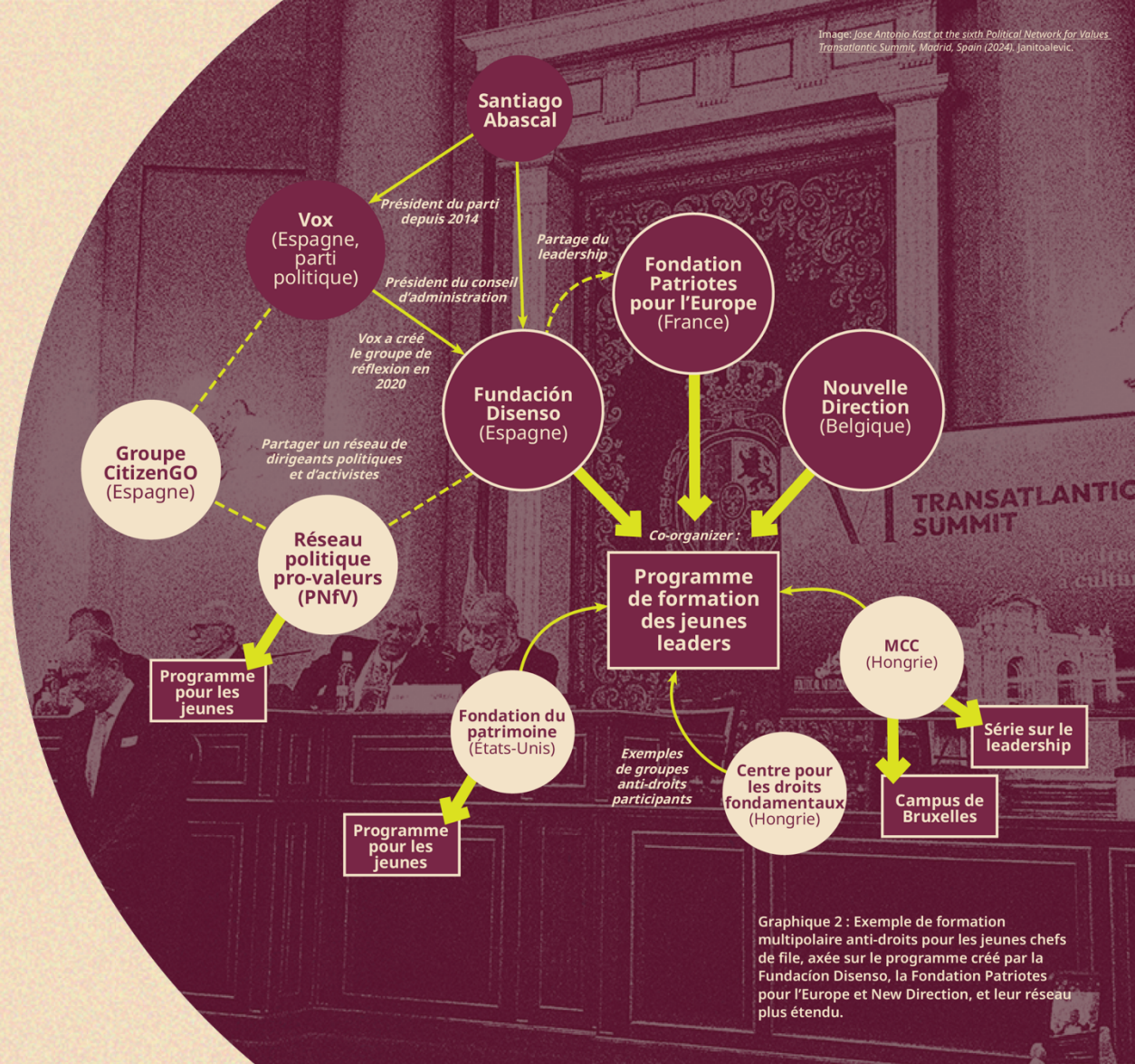
récompenser des étudiants de n'importe lequel parmi ses campus pour la « meilleure initiative de défense de la vie ».

Cet écosystème multipolaire de programmes de formation anti-droits n'est dominé par aucune organisation en particulier, ce qui les relie est une idéologie commune ainsi qu'un partage des mêmes flux de financement et de personnels.- beaucoup ont en commun des membres de leurs conseils d'administration, d'anciens directeurs exécutifs et d'autres employés. Un exemple frappant est celui de la Fundación Disenso (Fondation disenso), fondée par le parti d'extrême droite espagnol Vox en tant que fondation politique en 2020 et dirigée par le président de Vox, Santiago Abascal.

La Fundación disenso s'inspire de groupes de réflexion et d'influence tels que la Heritage Foundation et Ordo Iuris. Son académie pour jeunes chefs de file âgés de 25 à 35 ans se concentre sur l'Iberosphère et l'Europe. Elle est coorganisée avec la Fondation Patriotes pour l'Europe⁵⁵, basée en France, et New Direction, le groupe de réflexion des Conservateurs et Réformistes européens au Parlement européen, fondé en 2009 par Margaret Thatcher. Le programme pour les jeunes implique la participation d'autres groupes anti-droits tels que la Heritage Foundation, Ordo Iuris et le Center for Fundamental Rights, affilié à Orbán et au MCC, ainsi que d'autres groupes anti-droits pour les participants d'Europe, d'Amérique latine et des États-Unis. La Fundación Disenso, grâce à ses liens structurels avec Vox, est également liée à CitizenGO et Hazte Oír, ainsi qu'au PNFV⁵⁶, qui héberge à son tour son propre programme pour les jeunes, dans le cadre duquel les participants apprennent à faire pression sur les organisations internationales et les Nations Unies.

55 Cette fondation fait partie des Patriotes pour l'Europe d'Orbán, actuellement présidé par le député européen français Jordan Bardella.

56 Depuis 2016, CitizenGO et Hazte Oír font partie de la même entité juridique, et partagent les mêmes dirigeants et le même financement que Vox. Ces organisations ont également toutes des liens avec des acteurs anti-droits tels que Brian Brown du WCF et de l'IOF, Sharon Slater de FWI et le politicien espagnol Jaime Mayor Oreja. En 2021, WikiLeaks a révélé les liens entre Hazte Oír et El Yunque, une société secrète catholique mexicaine d'origine paramilitaire fondée dans les années 1950.



Ces organisations forment un réseau transnational très interconnecté, et leurs formations pour les jeunes ne sont qu'un parmi leurs outils à l'efficacité éprouvée. À cette fin, elles se concentrent sur des programmes spécifiques ciblant des domaines d'engagement, notamment :

- **De vastes programmes de développement du leadership, des universités d'été et des bourses**, par exemple : aux États-Unis, l'ADF, la Heritage Foundation et le Leadership Institute, parmi beaucoup d'autres ; en Europe et en Amérique latine, Vox et CEU-CEFAS ainsi que MCC ; et à l'échelle mondiale, PNfV et WYA.
- **Des cliniques juridiques, des formations en matière de contentieux et des programmes juridiques axés sur l'UE et l'ONU**, par exemple : l'ADF International, Ordo Iuris et le [Centre européen pour le droit et la justice](#).
- **Mobilisation numérique, campagnes et formation aux médias**, par exemple : CitizenGO, [l'Institut Libre de Journalisme \(ILDJ\)](#)⁵⁷, et la SFLA.

57 L'ILDJ a été créé en 2018 par le journaliste conservateur Alexandre Pesey. Ce dernier a également créé en 2004 l'Institut de formation politique, inspiré de l'Institut du Leadership (LI), qui à son tour a inspiré Marion Maréchal pour créer l'ISSEP.

En combinant ces programmes avec des opportunités sur le terrain, telles que la participation directe à des actions de plaidoyer auprès de l'UE et de l'ONU, ces efforts illustrent la professionnalisation croissante et la préparation organisée d'une nouvelle génération de dirigeants politiques et sociaux conservateurs aux niveaux mondial, régional et national. Ce programme est spécifique, comme l'illustre la série sur le leadership du MCC (distincte de ses programmes accrédités), qui se veut « [anti-woke](#) » et « [anti-idéologie du genre](#) », donnant la priorité à l'opposition à l'avortement ainsi qu'à la lutte contre les droits des personnes LGBTQI+ et l'éducation complète à la sexualité (ECS)⁵⁸. Les jeunes formés grâce à ces filières sont supposés être préparés à des carrières dans les domaines juridique, politique et médiatique, amplifiant ainsi l'impact à long terme de cet investissement.

En outre, certaines organisations américaines, telles que le [Clare Boothe Luce Center for Conservative Women](#) (Centre Clare Boothe Luce pour les femmes conservatrices) [Conservative Women for America](#) (Femmes conservatrices Amérique) et TPUSA, qui ont des liens avec, par exemple, la Heritage Foundation et LI, ont des programmes axés sur les jeunes femmes conservatrices. Ce type de formation s'appuie sur le travail initié dans les années 1970 et 1980 aux États-Unis par Phylis Schlafly. Schlafly a mobilisé les jeunes et les femmes contre l'amendement sur l'égalité des droits (Equal Rights Amendment), en mettant l'accent sur l'opposition à l'avortement, aux droits des personnes LGBTQI+ et à l'égalité des genres. Ces efforts combinent les discours moraux de la droite chrétienne avec des messages politiques antiféministes et pro-famille, s'opposant bien souvent aux cadres de référence relatifs au genre et aux personnes LGBTQI+, tant sur la scène nationale qu'internationale.

Il est également important de ne pas minimiser le travail de petits groupes anti-droits basés aux États-Unis mais qui opèrent à l'étranger, comme le [groupe MassResistance](#), désigné groupe haineux par le SPLC et qui est surtout connu pour son travail en tant que groupe extrémiste anti-LGBTQI+ qui travaille aussi sur l'éducation dans le cadre des efforts législatifs américains, notamment en [cherchant à remettre en cause le mariage homosexuel](#). MassResistance a organisé des cours de courte durée à l'étranger, les plus récents au Kenya. Du 17 au 19 décembre 2024, [l'organisation a formé](#) « environ 80 lycéens et étudiants » afin de les aider à « lutter contre l'invasion LGBT qui sévit dans leur pays et qui [selon MassResistance] cible les jeunes enfants et les adolescents ». Il ne faudrait pas ignorer l'influence et la portée que ces petites organisations peuvent avoir à l'étranger, souvent sans beaucoup de bruit, ou sous-estimer l'impact local de leurs stages de formation sur les jeunes.

⁵⁸ Le MCC a également ouvert un bureau à Bruxelles.

Mentorat des jeunes professionnels en début de carrière

Comme le montre ce rapport, les groupes anti-droits de toutes tendances se concentrent tout particulièrement sur la défense juridique. Les jeunes professionnels peuvent adhérer à des associations qui représentent leur domaine ou à des groupes religieux ou d'affinité plus larges. En dehors des États-Unis, de nombreux groupes sont affiliés ou inspirés par des associations professionnelles basées aux États-Unis ou par les réseaux internationaux de l'Église catholique. Il existe toutefois également des associations axées sur l'éthique médicale qui défendent des cadres idéologiques conservateurs ou clairement anti-avortement, homophobes et/ou transphobes.

Ces organisations mobilisent des jeunes professionnels par le biais de sections spécifiques aux étudiants et aux jeunes professionnels, leur proposent des stages et des formations continues, et organisent des conférences, entre autres initiatives. Les groupes mentionnés ci-dessous mettent l'accent sur la formation d'une nouvelle génération de professionnels déterminés à lutter contre « l'idéologie du genre » et l'avortement. Par l'intermédiaire de leurs membres, de telles organisations façonnent l'éthique et les codes professionnels, soutiennent les protections juridiques ou professionnelles destinées aux objecteurs de conscience qui refusent de pratiquer et/ou de prescrire des avortements ou des soins affirmant l'identité transgenre, et s'associent souvent à des réseaux mondiaux plus importants.

États-Unis

Aux États-Unis, les Young Catholic Professionals (Jeunes professionnels catholiques) et la Federalist Society (Société fédéraliste) travaillent avec des étudiants en droit et de jeunes professionnels. Parmi les autres groupes qui ciblent les jeunes en début de carrière on trouve des groupes juridiques spécifiques à une confession, comme la Société juridique chrétienne [Christian Legal Society](#), ainsi que des associations médicales comme le Collège national des pédiatres américains ([American College of Pediatricians](#)), les Associations médicales et dentaires ([Christian Medical and Dental Associations](#)), l'Association américaine des Gynécologues obstétriciens pro-vie ([American Association of Pro-Life Obstetricians and Gynecologists](#) - AAPLOG) et l'Association américaine des conseillers chrétiens ([Association of Christian Counselors](#))⁵⁹.

Ces quatre associations mobilisent de jeunes professionnels par le biais de sections spécifiquement dédiées au étudiants et aux jeunes actifs ; de programmes de mentorat et de mise en réseau ; d'actions délibérées de sensibilisation auprès des professionnels en

⁵⁹ The Christian Medical and Dental Associations comptent 13 000 membres, l'AAPLOG 7 000, Association of Christian Counselors 50 000 et le Collège national des pédiatres américains 700.

début de carrière ; de voyages missionnaires ; et de programmes de certification⁶⁰. [L'AAPLOG affirme](#) que son programme visant à mettre en relation des étudiants et des résidents en médecine avec des médecins leur offre « une occasion unique d'entendre le point de vue pro-vie d'un professionnel de la santé, ce qui renforce et éclaire leurs convictions et leurs perspectives personnelles ». Parallèlement, [l'AAPLOG continue de promouvoir](#) le recours à un « médicament supposé inverser les effets d'un avortement », [ce qui n'a aucun fondement médical](#) et peut s'avérer mortel, ainsi que d'autres informations erronées sur l'avortement.

Ces associations ont également été directement impliquées dans des initiatives anti-transgenres dans les domaines de la politique de santé, de la défense des droits et de l'éducation. Elles encouragent la restriction ou l'interdiction des soins d'affirmation du genre, s'opposent aux droits des personnes transgenres dans les écoles et le sport, et plaident en faveur d'exemptions à titre religieux aux lois anti-discrimination envers les personnes LGBTQI+. [Le Collège national des pédiatres américains](#), qualifié de [groupe haineux](#) par le SPLC, est l'une des voix médicales les plus actives contre les droits des personnes transgenres aux États-Unis⁶¹. Le Collège a [publié des prises de position](#) s'opposant aux soins d'affirmation du genre pour les jeunes, milite contre les bloqueurs de puberté, l'hormonothérapie et la transition sociale, et son personnel a témoigné en faveur [d'une législation anti-trans dans au moins quatre États](#). Parallèlement, l'Association des conseillers chrétiens forme des conseillers à promouvoir « l'identité biblique » en réponse à la dysphorie de genre et à la pratique largement discréditée et néfaste de la thérapie de conversion. Ces organisations témoignent souvent lors d'auditions législatives, soumettent des déclarations d'experts dans des affaires judiciaires et collaborent avec des groupes tels que l'ADF ou la Heritage Foundation dans le but d'amplifier la portée de leur message⁶².

Europe

En Europe, les associations qui jouent un rôle dans les domaines de la médecine et du droit alimentent des mouvements politiques religieux et conservateurs plus larges, là encore avec des composantes jeunesse. Si leur visibilité est peut-être moindre que celle de grandes ONG comme l'ADF International, elles sont très influentes dans certains secteurs professionnels spécifiques, d'autant plus qu'elles sont liées à la doctrine chrétienne ou catholique. À Bruxelles, par exemple, la [Fédération européenne des associations médicales catholiques](#) (FEAMC.eu) cible les étudiants en médecine et les jeunes médecins

60 Ces organisations ont des niveaux de revenus variables qui ne correspondent pas à leur influence : Young Catholic Professionals, 1,88 million de dollars en 2023 ; Christian Legal Society, 3,4 millions de dollars, en 2023 ; American College of Pediatricians, 275 000 dollars en 2023 ; AAPLOG, 69,9 millions de dollars en 2023 ; American Association of Christian Counselors, 1,01 million de dollars en 2023 ; et Christian Medical and Dental Society, 12,5 millions de dollars en 2024.

61 L'American College of Pediatricians ressemble beaucoup mais seulement par son nom, à l'American Academy of Pediatrics, une grande organisation à large base qui se consacre à la santé et au bien-être des enfants.

62 L'AAPLOG compte l'ADF parmi ses partenaires et la Heritage Foundation lui a décerné en 2024 un prix de l'innovation d'une valeur de 100 000 dollars pour son travail sur la « pilule anti-avortement », un produit nocif et dont l'inefficacité a été prouvée. Le Collège national des pédiatres américains a remporté le prix de la Heritage Foundation en 2025.

catholiques par le biais d'un plaidoyer anti-avortement au niveau de l'UE et dans toute l'Europe.

L'organisation mère de la fédération, la Fédération mondiale des associations médicales catholiques, qui est représentée dans [six régions du monde](#), a lancé une initiative à l'intention [des jeunes médecins catholiques](#). Celle-ci comprend la mobilisation pour les « Journées mondiales de la jeunesse », des « stages intensifs de formation » et des réunions internationales. Les jeunes médecins sont représentés par l'intermédiaire des sections jeunesse des associations médicales catholiques nationales de leurs pays respectifs.

Afrique de l'Est

Certaines associations professionnelles en Afrique, comme le [Forum des professionnels chrétiens du Kenya \(Kenya Christian Professionals Forum - KCPF\)](#), sont [directement liées à des organisations internationales anti-droits](#), notamment l'ADF, CitizenGO, Ordo Iuris et la Heritage Foundation⁶³. Basé à Nairobi, le KCPF compte parmi ses membres des professionnels du droit, de la médecine et d'autres domaines, ainsi que des étudiants, et propose des forums et des formations civiques aux étudiants et professionnels chrétiens⁶⁴. Depuis longtemps déjà, le KCPF est soutenu par des organismes religieux kenyans influents et des fédérations de diverses confessions. Au cours de la dernière décennie, le KCPF a mené des initiatives anti-DSSR et anti-LGBTQI+ au Kenya, [œuvrant à la promotion](#) des « valeurs bibliques dans la société » par le biais de lois et de politiques discriminatoires et anti-droits.

Témoignant des liens entre ces groupes et d'autres associations juridiques, en août 2025, des représentants de la branche régionale du KCPF, du [Forum des professionnels chrétiens d'Afrique \(Africa Christian Professionals Forum ACPF\)](#), et de l'ADF International ont participé à la 16^e conférence Advocates for Africa (Avocats/Défenseurs pour l'Afrique) à Kigali, au Rwanda. ADF figurait également parmi [les sponsors de l'événement](#), aux côtés du groupe juridique chrétien américain [Advocates International](#) (Avocats/Défenseurs internationaux), qui entretient [des liens institutionnels](#) avec l'ADF et certaines des universités américaines mentionnées plus haut⁶⁵. Alors que la conférence, organisée par l'organisation Avocats/Défenseurs pour l'Afrique, une émanation de l'organisation Avocats/Défenseurs internationaux, et par un autre groupe juridique chrétien, [Lawyers of Hope](#) (Avocats/Défenseurs pour l'espoir), était plus généralement axée sur les valeurs chrétiennes dans la pratique juridique, le KCPF a profité de sa session pour dénoncer les

63 Une enquête du SPLC met en évidence les liens organisationnels entre le KCPF et l'African Christian Professionals Forum, qui a organisé en mai 2025 une conférence parrainée par et avec la participation de membres d'organisations comme Family Research Council, C-Fam, PNIV et Foundation for African Cultural Heritage, une organisation affiliée de longue date au WCF, à FWI et à la World Youth Alliance.

64 L'objectif du KCPF est d'augmenter le nombre de ses membres à 5 000 d'ici 2026. Rapport annuel 2023-2024 du KCPF, document conservé dans les archives d'Ipas.

65 Advocates International a des liens avec les universités Regent et Liberty. L'organisation est principalement un réseau d'associations d'avocats chrétiens, tandis que l'ADF est un groupe spécialisé dans les actions de litiges et de lobbying. Cependant, Advocates International opère dans le même écosystème juridique chrétien et dispose de réseaux qui se recoupent, notamment dans le milieu universitaire par le biais des facultés de droit chrétiennes.

droits sexuels et reproductifs et l'éducation complète à la sexualité et promouvoir la Déclaration de consensus de Genève (DCG). Outre d'autres intervenants, notamment des représentants du gouvernement et des associations nationales du barreau, environ 30 % des 240 participants étaient des étudiants en droit soutenus par Avocats pour l'espoir⁶⁶.

Incuber des groupes de portée mondiale

« Un petit nombre de personnes dévouées et intrépides peuvent changer le monde. Elles peuvent même changer l'ONU. Après avoir observé ces jeunes courageux travailler pendant seulement deux jours au siège de l'ONU, je crois désormais que même cette institution peut être transformée. Certains disent que la jeunesse est gaspillée par les jeunes. Pas moi. »

—Austin Ruse, président de C-Fam, dans The Catholic Thing, 29 juillet 2011

Les événements marquants qui se sont déroulés aux Nations Unies autour des droits des femmes, de l'inclusion des droits sexuels et reproductifs et de l'inclusion et la protection des personnes LGBTQI+ ont constitué un point de départ pour l'organisation politique interconfessionnelle et ont contribué à catalyser les efforts de lobbying et de plaider des groupes internationaux anti-droits. Cette mobilisation contre l'ONU s'est formée à la suite de la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en septembre 1994, et de la Quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995.

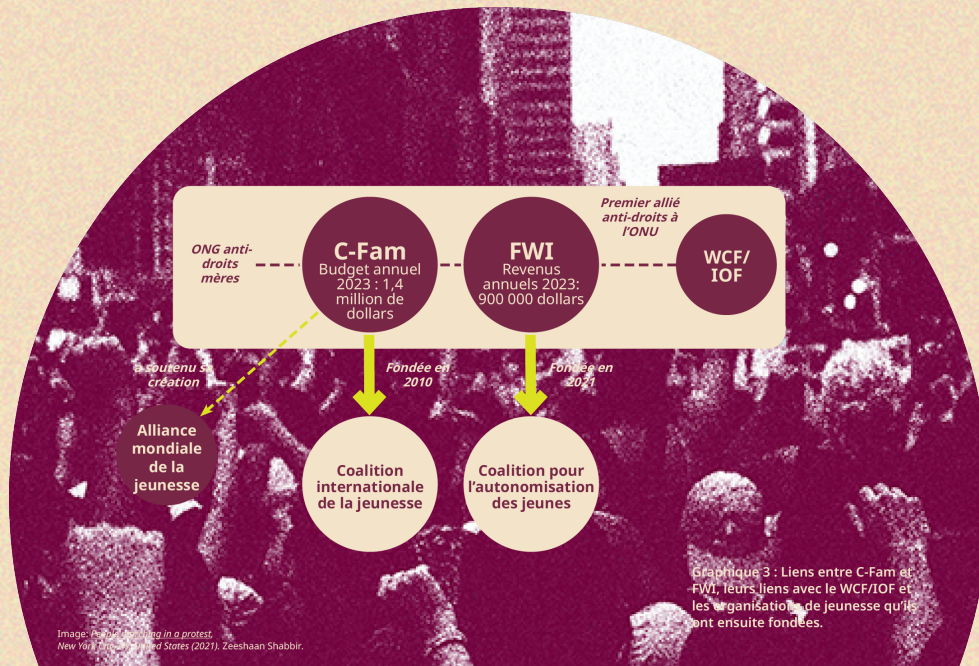
James Dobson, de Focus on the Family, et les alliés de la Moral Majority de Jerry Falwell senior, ainsi que des évangéliques et des catholiques (y compris des membres de l'Opus Dei), ont commencé à opposer une résistance aux avancées de l'ONU en matière de DSSR au moment où étaient jetées les bases d'un plaidoyer en faveur de la diversité des sexualités et des identités. Le Catholic Family and Human Rights Institute, aujourd'hui appelé Center for Family and Human Rights (C-Fam) ; le Howard Center for Family, Religion and Society ; et le World Congress of Families (WCF - un projet du Howard Center) ont tous été fondés en 1997. Le WCF, qui a commencé à fonctionner sous le nom Family Watch International (FWI) [Organisation internationale pour la famille – OIF] en 2016, allait devenir le centre mondial d'une coalition anti-droits composée principalement de catholiques, de protestants et de mormons. Cette coalition a donné un coup de pouce au travail de Family Watch International, qui est aujourd'hui l'un des groupes anti-droits les plus influents au niveau mondial.

Aujourd'hui, l'OIF est dirigée par Brian Brown, président et directeur exécutif de l'un des groupes haineux les plus influents en termes d'opposition aux droits des personnes LGBTQI+ et au mariage homosexuel aux États-Unis, à savoir, la National Organisation of

⁶⁶ Information conservée dans les archives d'Ipas.

Marriage⁶⁷. L'IOF de Brown, le C-Fam d'Austin Ruse et le FWI de Sharon Slater sont tous des groupes haineux et extrémistes désignés comme tels par le SPLC. C-Fam, par l'intermédiaire de Ruse, et FWI, par l'intermédiaire de Slater, restent les principaux acteurs de mobilisation à l'ONU à New York, et Sharon Slater est extrêmement active dans l'organisation de campagnes anti-LGBTQI+ et anti-ECS, en particulier en Afrique de l'Est.

Si ces groupes n'intégraient pas initialement de jeunes militants, cela a changé au cours des deux dernières décennies, lorsque la représentation des jeunes est devenue une caractéristique de leur travail de plaidoyer auprès des Nations Unies. Ils ont formé des branches jeunesse ou des organisations dérivées afin de cultiver et de mobiliser les jeunes sur la scène internationale et dans d'autres pays. En 2010, C-Fam a créé International Youth Coalition (IYC) et en 2021, FWI a développé Empowered Youth Coalition (EYC). Ces deux groupes anti-droits ont donné à leurs branches jeunesse des noms qui reflètent ceux d'organisations de défense des droits humains établies et dirigées par des jeunes, qui se sont engagées dans des efforts de plaidoyer auprès des Nations Unies pour faire progresser les droits humains et les droits et santé sexuels et reproductifs depuis la fin des années 1990. C'est le cas, par exemple de la Youth Coalition (1999) face au Council on Youth and Population (1997), qui est devenu CHOICE for youth and sexuality. Contrairement à leurs homologues progressistes, les groupes IYC et EYC engagent les jeunes à promouvoir des causes anti-avortement et « pro-famille », y compris à s'opposer à l'éducation complète à la sexualité (ECS) dans les espaces des Nations Unies et au niveau international. L'EYC est une entité totalement indépendante de FWI, qui a déclaré un chiffre d'affaires de 295 000 dollars en 2021.



67 Cette organisation dispose d'une division jeunesse, qui organise des rassemblements et des campagnes de lobbying axés sur les jeunes.

IYc opère sous l'égide de C-Fam et n'a pas d'entité juridique distincte. Alors que les revenus annuels de C-Fam pour 2023 n'étaient que de 1,4 million de dollars, IYc bénéficie des relations de son organisation mère et de son accès aux États membres de l'ONU, y compris de ses liens étroits avec le Saint-Siège. IYc mène des activités sous son propre nom, formant des jeunes à défendre auprès de l'ONU des opinions anti-avortement et « pro-famille » ; organisant des événements ; et publiant des déclarations rédigées par des jeunes, comme par exemple lors de la Commission annuelle de la condition de la femme (CSW) des Nations Unies. Cette organisation a fait ses débuts publics au Mexique en 2011 et a organisé cette année-là une formation à New York avec des chefs de file jeunesse anti-droits tels que Kristan Hawkins de SFLA et Lila Rose de Live Action, parmi d'autres jeunes influenceurs de cette époque. (Plus d'informations sur Lila Rose et son organisation ci-dessous.)

Dix ans plus tard, FWI a lancé EYC, également au Mexique, en compagnie de Maviela León, de la branche jeunesse du Frente Nacional la Familia (FNF) (Front national pour la famille). Sharon Slater a présenté Maviela León comme la coordinatrice du réseau pour l'Amérique latine⁶⁸. Le FNF organise des réseaux d'étudiants catholiques, des marches de jeunes et des actions de plaidoyer juridique. Il est dirigé par Rodrigo Iván Cortés Jiménez. Témoignant de la cohésion de la communauté anti-droits, Cortés est actuellement représenté par l'ADF International devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour une condamnation qu'il a reçue au Mexique pour violence politique fondée sur le genre contre une députée fédérale transgenre. Outre ses liens avec l'ADF, le FNF est étroitement lié à CitizenGO, Hazte Oír et Ordo Iuris, et Cortés siège au conseil consultatif du PNfV.

Alors que l'IYc se concentre davantage sur l'ONU, l'EYC est un réseau mondial qui s'adressent aux adolescents et jeunes adultes âgés de 15 à 35 ans pour mener des campagnes contre l'éducation complète à la sexualité (ECS), l'avortement, « l'idéologie du genre » et les droits des personnes LGBTQI+. Dans sa présentation de l'EYC en 2021, FWI a écrit : « Le monde est arrivé à un point de basculement, car partout dans le monde, les adolescents et les jeunes adultes sont endoctrinés, sexualisés et enrôlés dans le mouvement radical des droits sexuels. Découvrez la nouvelle et passionnante Coalition de la jeunesse autonome (Empowered Youth Coalition - EYC), qui a déjà commencé à rassembler les adolescents et les jeunes adultes du monde entier pour défendre la vie et la famille ».

Les membres de l'EYC comprennent des organisations dirigées par des jeunes ou axées sur les jeunes dans des dizaines de pays à travers le monde. La coalition affirme compter plus de 100 membres actifs qui sont tenus de signer la « Déclaration relative aux droits des enfants, des jeunes et de leurs familles » lors de leur adhésion. L'EYC fournit

⁶⁸ Maviela León est une activiste anti-droits qui était auparavant porte-parole de la coalition anti-droits Freedom of Conscience and Expression (Liberté de conscience et d'expression) à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains.

également une [liste d'organisations proposant des programmes de mentorat](#) pour les groupes de jeunes qui font partie du réseau mondial anti-droits. Parmi celles-ci figurent de nombreux groupes mentionnés dans le présent rapport, tels que CitizenGO, l'organisation américano-hollandaise [Christian Council International -CCI](#) (Conseil chrétien international) et le KCPF, ainsi que d'autres groupes anti-LGBTQI+ et anti-avortement, qui vont de [Red Familia](#) (Réseau de la famille) au Mexique à [AILA](#) en Indonésie.

Engagement de la jeunesse à l'ONU

[Les attaques anti-droits contre l'ONU ne sont pas nouvelles](#), et la Commission de la condition de la femme est devenue un champ de bataille majeur pour le mouvement anti-droits au cours de la dernière décennie. Les contingents de jeunes des organisations mentionnées ci-dessus sont particulièrement visibles, tout comme certaines universités et autres groupes anti-droits. Cortés, du Front national pour la famille, illustre bien cette activité, ayant passé ces dernières années à la CSW avec un contingent de jeunes militants anti-droits venus du Mexique⁶⁹. Cependant, la plupart des branches jeunesse des groupes anti-droits coordonnent leurs propres activités à l'ONU.

L'Alliance mondiale de la jeunesse (World Youth Alliance - WYA) est l'un des principaux groupes de jeunes anti-droits intervenant sur les circuits internationaux et régionaux des droits humains. Comme de nombreuses ONG qui rassemblent de jeunes professionnels autour du plaidoyer anti-droits et d'autres groupes anti-droits, la WYA est accréditée auprès des Nations Unies, ce qui lui permet de prendre la parole lors des sessions et de faire directement pression sur les délégations des États membres de l'ONU. Elle collabore également avec l'UE et d'autres organismes européens et bénéficie d'un statut officiel auprès de l'Organisation des États américains (OEA), participant à son assemblée générale et à ses conférences régionales. Vous trouverez ci-dessous plus d'informations sur les méthodes de ces ONG.

[Les représentants de l'IYc](#) de C-Fam se joignent à la délégation de jeunes de la WYA pour défendre la cause des jeunes à l'ONU. L'IYc produit une série intitulée « [UN Weekly](#) » dans laquelle elle défend les positions anti-droits de C-Fam au sein de différents mécanismes de l'ONU, en particulier lors des procédures à New York et à Genève. Le travail de l'IYc se caractérise par l'importance qu'elle accorde à la CSW. Lors de la 69^e session de la CSW en mars 2025, par exemple, des jeunes militants anti-droits, notamment ceux de l'IYc et de l'EYC, ont participé à l'événement officiel de l'ONU ainsi qu'à une conférence parallèle anti-droits parrainée par C-Fam, [la Conférence sur la condition des femmes et de la famille](#).

Aux côtés de la délégation de jeunes américains à la CSW69 et à la conférence de C-Fam se trouvait la division jeunesse de la Coalition campagne pour la vie – CLC Jeunesse (Campaign Life Coalition - CLC Youth) du Canada. À l'instar de la WYA et de l'IYc, la CLC

⁶⁹ Sources conservées par Ipas, 2023-2025.

Jeunesse se consacre au travail des Nations Unies et, depuis plusieurs années, soumet des déclarations écrites à la CSW tout en intervenant à la tribune de la CSW et de la Commission des Nations Unies sur la population et le développement. Lors de la CSW69, la CLC Jeunesse a fait le récit de ses expériences et a noté que « les acteurs pro-avortement tiraient la sonnette d'alarme sur la montée en puissance et l'influence des mouvements pro-vie et pro-famille ». Les représentants de la CLC Jeunesse ont été mis en avant lors de l'événement parallèle organisé par C-Fam, où ils se sont élevés contre les efforts déployés au Canada pour mettre en place des zones tampons autour des cliniques d'avortement et des zones de sécurité afin de protéger l'accès des patientes.

Afin d'encourager encore davantage l'engagement des jeunes contre l'ONU, C-Fam et FWI, alliés au sein du Conseil chrétien international (Christian Council International – CCI), ont créé en 2025 des bourses de l'ONU à Genève et à New York, où « des jeunes sont initiés au travail du CCI à l'ONU. Dans le cadre de ces programmes de bourses, les jeunes participants visitent les bâtiments de l'ONU, assistent à des conférences parallèles et il leur est clairement montré comment le CCI s'y prend pour tenter d'influencer les politiques élaborées sur les thèmes de la vie, de la famille, de la liberté et de la souveraineté ». Il est remarquable que cette petite ONG néerlandaise [fondée en 2013 dans le sud des Pays Bas] soit capable de puiser aux plus hauts échelons des universités américaines de droite ; la promotion 2025 des boursiers du CCI provenait de l'Université Hillsdale, et huit d'entre eux ont également pu participer à la CSW69. En plus de leur endoctrinement aux méthodes de travail anti-droits de l'ONU, les étudiants boursiers ont participé à des sessions officielles de la CSW où des défenseurs des droits sexuels et reproductifs et des droits des personnes LGBTQI+ ont rapporté qu'ils avaient tenté d'intimider des orateurs progressistes et d'interrompre les débats.

Au-delà de New York et du siège de l'ONU à Genève, les acteurs anti-droits ont mobilisé des jeunes dans le cadre d'autres forums mondiaux de l'ONU. En prévision du Sommet de l'avenir de l'ONU de septembre 2024, les 9 et 10 mai de cette année-là, l'ONU avait organisé une conférence multipartite de la société civile « pour discuter de questions d'intérêt mondial » à Nairobi, au Kenya. Plus de 2100 membres d'organisations de la société civile y ont participé, y compris ceux du mouvement anti-droits. CitizenGO a organisé une petite manifestation devant les bureaux de l'ONU et, pendant la conférence, le KCPF a organisé un forum parallèle, « Événements pro-vie et pro-famille à la conférence des OSC de l'ONU à Nairobi », copiant la tactique de C-Fam. Parmi les intervenants figuraient, entre autres, le directeur régional de la World Youth Alliance (Alliance mondiale de la jeunesse).

Devant un public composé principalement de jeunes, les intervenants du KCPF ont opposé la « sexualité authentique » à ce qu'ils ont appelé la « vague DSSR ». Ils ont invité les jeunes à rejoindre leur plateforme car, comme l'a affirmé Richard Kakeeto, membre du personnel du KCPF, « les jeunes qui défendent des valeurs pro-vie et pro-famille ont tendance à être mis à l'écart » dans les espaces de l'ONU. Les ONG internationales anti-droits ne sont pas

les seules à faire activement pression contre l'ONU. Ainsi des groupes nationaux, de concert avec des groupes américains ou internationaux et également avec certaines délégations d'États membres de l'ONU, travaillent activement à contrecarrer des progrès en matière de droits humains ou, plus largement, à battre en brèche le système multilatéral. Dans le cadre de la campagne anti-ONU du KCPF, le 9 mai 2024, [de jeunes défenseurs anti-droits](#) ont publié la « Déclaration de Nairobi sur les voix des jeunes pour l'avenir qui ne sont pas entendues », qui a ensuite été mentionnée et reprise par FWI lors d'un événement commémoratif de l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de la famille. Cette déclaration est un manifeste à peine voilé contre l'avortement et les droits des personnes LGBTQI+, déguisé en discours de défense des jeunes. Elle affirme « la dignité humaine et le caractère sacré de la vie, de la conception à la mort naturelle » et définit la « structure familiale traditionnelle » comme « l'union par le mariage d'un homme biologique et d'une femme biologique ».

[La mobilisation de la société civile](#) anti-droits à et en périphérie de l'ONU s'inscrit dans le cadre d'une augmentation documentée des attaques contre le genre dans les espaces de l'ONU au cours des dernières années. Parallèlement, on observe également une participation considérablement accrue des jeunes militants anti-droits dans ces instances. Cette tendance s'accompagne malheureusement d'une réalité mondiale de changements vers des politiques d'extrême droite qui ont des ramifications à l'ONU, ce qui a conduit à encore davantage de coordination entre les acteurs anti-droits et certains États membres de l'ONU, notamment le Saint-Siège qui y détient un statut d'observateur. Les jeunes militants anti-droits hautement professionnels deviennent la nouvelle norme pour projeter une image de jeunesse et donner de la légitimité aux politiques régressives, tout en leur donnant l'occasion de se forger une expérience d'engagement au niveau des Nations Unies et d'établir de solides relations avec certains de ses États membres. Le sommet transatlantique du Réseau politique pro-valeurs (PNfV) qui s'est tenu en décembre 2023 au siège des Nations Unies à New York (voir ci-dessous) en a été une parfaite illustration.

Chapitre 4 : Tous devenus adultes

« Vous êtes les leaders émergents d'une génération qui rend à l'Amérique sa grandeur ».

—Mike Pence, ancien vice-président des États-Unis, dans un discours prononcé lors de la Conférence nationale annuelle des étudiants conservateurs de la Young America's Foundation, le 31 juillet 2019

Bien qu'ils soient toujours étroitement liés à leurs « groupes-parents » ou à la génération plus âgée des groupes anti-droits, la jeune génération d'individus et d'organisations anti-droits examinée ci-dessous montre une nouvelle tendance. Non seulement ils disposent d'un réseau extrêmement développé, mais ils ont également leur propre présence solide et manifeste sur la scène mondiale et numérique, démonstration d'une nouvelle façon d'atteindre un public jeune avec une idéologie conservatrice et d'exploiter son potentiel pour diffuser des valeurs régressives. Nous nous concentrons sur des groupes et des individus spécifiques, notamment des organisations établies, des politiciens et des influenceurs, afin de mettre en évidence leurs tactiques et leurs rhétoriques et de montrer comment le mouvement a évolué et quels sont les risques pour les droits humains.

Élaborer une politique et un plaidoyer anti-droits

Le nouveau front anti-droits situé dans le domaine politique, évoluant en particulier autour des sphères de défense des droits humains aux niveaux mondial et régional, a connu un essor fulgurant depuis le début des années 2000. Des personnalités et des groupes clés sont présents dans tous les mécanismes de défense des droits humains, et pas uniquement à l'ONU à New York ou à Genève. Les jeunes prêtent de plus en plus leurs visages aux actions de plaidoyer, d'élaboration de politiques et d'action en justice anti-droits. Dans un monde de plus en plus connecté numériquement, leurs stratégies et leurs programmes sont également de plus en plus interconnectés.

Coup de projecteur sur la World Youth Alliance

L'Alliance mondiale de la jeunesse (World Youth Alliance – WYA) est un groupe indépendant anti-droits dirigé par des jeunes, qui ne fait partie d'aucune organisation mère telle que l'EYC, l'IYc ou la CLC Jeunesse. Elle entretient toutefois des liens avec C-Fam, le Saint-Siège et les hauts responsables du financement et de la philanthropie catholiques. L'organisation a été fondée en 1999 par Anna Halpine, alors étudiante de 21 ans, après avoir assisté à l'Examen quinquennal du Programme d'action du Caire de 1994, une conférence historique des Nations Unies sur le développement de la population. Selon Mme Halpine, « trente-deux jeunes ont été invités à participer aux négociations et ont pris

la parole. Ils ont déclaré représenter les trois milliards de jeunes dans le monde et ont formulé les revendications suivantes : l'avortement en tant que droit humain, les droits sexuels pour les enfants et la suppression des droits parentaux ».

La WYA est présente dans six régions du monde où elle mène des programmes de formation et de sensibilisation adaptés à chaque région. Elle compte [des sections nationales et municipales dans plus de 40 localités](#), notamment des clubs dans les écoles primaires, des sections dans les campus universitaires et des comités nationaux. Ses membres sont exclusivement des adolescents et des jeunes âgés de 10 à 30 ans. En tant qu'organisation hautement professionnalisée et accréditée auprès de différentes instances mondiales, elle dispose d'une approche unique pour toucher un public mondial de jeunes et continuer à alimenter la filière de professionnalisation anti-droits. [Les principales activités](#) de la WYA [sont les suivantes](#) :

1. [Plaidoyer international](#) contre l'avortement et les « droits sexuels », la promotion de la « famille binaire » naturelle, et le développement des jeunes par le biais du « développement humain intégral ».
2. Éducation et formation, notamment son [programme de formation certifiée](#) sur la dignité humaine, la liberté et la culture ; son [programme d'études sur la dignité humaine](#) enseigné dans les écoles primaires et secondaires du monde entier ; et en 2021, [la WYA a lancé une Académie de plaidoyer de sept semaines](#).
3. [Des stages](#), après avoir suivi le programme de formation et l'académie de plaidoyer.
4. Des sommets régionaux et mondiaux, tels que l'université d'été sur le droit international à Bruxelles, le [Forum international de solidarité](#) et [la Conférence des chefs de file émergents](#), sur des thèmes tels que le droit international, la politique familiale, la population et le développement. Le [Forum international de solidarité 2025 a été organisé à New York pendant la CSW](#) afin que des « jeunes chefs de file du monde entier » puissent « se réunir pour discuter des questions urgentes liées à l'idéologie du genre ».
5. Engagement culturel avec [des programmes artistiques](#), [des projections de films](#) et les concours mentionnés ci-dessus ouverts aux étudiants du monde entier.
6. L'application numérique d'Éducation à la fécondité et de Gestion médicale ([Fertility Education and Medical Management - FEMM](#)), dédiée à la « planification familiale naturelle » et au suivi de la fécondité, [présente un taux d'échec élevé](#) en matière de grossesses non désirées. L'application FEMM figure régulièrement lors de la CSW, et ses représentants y diffusent des informations erronées sur les méthodes contraceptives modernes.

Le Forum parlementaire européen a décrit dans [un rapport de 2025](#) que, bien que la WYA prétende avoir été fondée par des jeunes pour leur donner une voix, « sa direction compte parmi ses membres certains des dignitaires catholiques les plus haut placés et les plus influents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église, des dignitaires qui ont souvent mené

de nombreuses campagnes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction ». Selon la même étude, la WYA a des liens avec les Chevaliers de Colomb, des donateurs privés affiliés à l'Opus Dei et Sean Fieler, milliardaire et membre du conseil d'administration de la WYA et de la Fondation Chiaroscuro⁷⁰. [Une enquête menée par The Guardian en 2019](#) a révélé que cette fondation avait versé 1,79 million de dollars aux développeurs de l'application FEMM et que M. Fieler siégeait également au conseil d'administration de la Fondation FEMM, qui gère l'application. En outre, l'organisation affiche fièrement [sur son site web que l'UE est l'un de ses sponsors financiers](#), ayant reçu [1,26 million de dollars de la Commission](#) au cours des dix dernières années. Le programme Erasmus de l'UE a versé plus de 630 000 dollars à la WYA entre 2010 et 2022 et, selon une enquête *d'OpenDemocracy*, ce montant comprenait [420 000 dollars pour « Women's Health Goes Digital » \(La santé des femmes à l'ère numérique\)](#), une formation sur les droits sexuels et reproductifs qui affirmait que « l'avortement ne fait pas partie de la santé reproductive ».

La WYA a également renforcé sa présence en dehors de l'espace multilatéral des Nations Unies. Bien qu'elle ne dispose pas encore d'un statut consultatif officiel auprès de l'Union africaine (UA), elle s'est implantée en Afrique grâce à son bureau régional au Kenya, World Youth Alliance Africa, et grâce à sa participation à d'autres initiatives dans la région. En 2019, à Lagos, au Nigeria, [la fondatrice de la WYA, Anna Halpine, a participé](#) à la Conférence internationale de la jeunesse sur le thème « [Responding to the Challenges of Youth, Family and Society – The Millennial's Response](#) [Répondre aux défis de la jeunesse, de la famille et de la société – la réponse de la génération Y] ». L'un [des objectifs de la conférence](#) était « d'informer et de protéger les jeunes contre les influences extérieures de certaines organisations internationales, en particulier celles qui promeuvent l'agenda LGBT en contradiction avec les croyances culturelles et religieuses africaines, contribuant ainsi à l'effondrement des valeurs familiales ». L'événement était organisé par [le partenaire de la WYA, la Fondation pour le patrimoine culturel africain \(Foundation for African Cultural Heritage\)](#), alliée de FWI et du WCF et mentionnée précédemment. Des jeunes de tout le pays se sont réunis à l'université de Lagos pour y participer. En [novembre 2024](#), la WYA s'est retrouvée à l'autre bout du continent, au Kenya, pour organiser une conférence sur le thème « Foreign Aid and Coercive Practices: African Youth Perspective on Donor Funding and Ideology [Aide étrangère et pratiques coercitives : le point de vue des jeunes Africains sur le financement et l'idéologie des donateurs] », avec la participation de [Richard Kakeeto](#), conseiller politique de FWI Africa et « coordinateur à vie » de KCPF. Parmi les événements précédents de WYA, on peut citer une [Conférence sur la chasteté des jeunes en Ouganda](#).

La WYA collabore fréquemment avec d'autres groupes anti-droits, notamment [en Afrique de l'Est dans le cadre d'une campagne anti-avortement menée](#) avec le KCPF, Human Life

70 Pour plus d'informations sur le conseil d'administration et le financement de la WYA, consultez le rapport 2025 du Forum parlementaire européen.

International Kenya et le East Africa Center for Law and Justice [Centre pour le droit et la justice d'Afrique de l'Est], toutes des organisations ayant des liens internationaux avec d'autres groupes anti-droits. En outre, la [World Youth Alliance Asia Pacific](#) [Alliance Mondiale Asie Pacific] a organisé en juillet 2023 aux Philippines son « tout premier camp d'été international » sur le thème « Building Solutions by Bridging Cultures [Construire des solutions en rapprochant les cultures] », démontrant ainsi son objectif d'étendre sa portée géographique et son influence.

- **Stratégie pour mobiliser les jeunes** : plaidoyer international et régional professionnalisé ciblant [pour les attaquer] les systèmes de défense des droits humains, avec recrutement utilisant le langage des droits humains ainsi que des formations et stages afin de continuer à alimenter la filière de plaidoyer anti-droits au sein de ces espaces.
- **Portée** : présence dans six régions géographiques, la WYA affirme compter plus d'un million de membres et de signataires de sa charte à travers le monde. En 2023, lors de la Journée mondiale de la jeunesse à Lisbonne, la WYA a déclaré avoir recruté plus de 1 000 nouveaux membres provenant de 60 pays différents.
- **Revenus annuels** : 749 000 dollars en 2024.
- **Influence politique** : grâce à son accréditation officielle en tant qu'ONG auprès de plusieurs organes de défense des droits humains et à son réseau de partenaires influents dans la lutte contre les droits humains, la WYA est considérée comme l'un des groupes de jeunes anti-droits les plus performants.

Coup de projecteur sur le Frente Joven

L'ascension des chefs de file de la jeunesse anti-droits en Argentine montre une autre voie d'accès à la professionnalisation menée par les jeunes vers des postes au sein des gouvernements et sur la scène mondiale du plaidoyer. À l'instar de la WYA, [le Frente Joven](#) (Front de la Jeunesse - FJ) est un excellent exemple de l'évolution, au cours de la dernière décennie, de la participation des jeunes dans les espaces multilatéraux, en l'occurrence au niveau régional avec l'OEA et son système interaméricain des droits de l'homme.

Le Frente Joven, comme d'autres groupes de jeunes anti-droits, dont la WYA, reprend à son compte le langage des droits et se définit comme « un mouvement de jeunesse qui cherche à construire une société meilleure par la promotion et le soutien des droits de l'homme ». [Groupe ultra-catholique](#) principalement présent en [Argentine et en Équateur](#), [le FJ](#) a vu le jour en 2010 lors de la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine. Il entretient des liens étroits avec [les secteurs ultra-catholiques et conservateurs](#), ainsi qu'avec des organisations patronales conservatrices et des fondations liées à la doctrine sociale chrétienne.

L'organisation a été [cofondée par Sebastián Schuff](#), un avocat qui s'est fait connaître dans la région, à la fois comme avocat plaquant et comme président de l'ONG anti-OEA très connectée basée à Washington.D.C., le [Global Center for Human Rights \(GCHR\)](#) (Centre mondial des droits de l'homme). Au sein de FJ, Schuff a occupé le poste de directeur des relations institutionnelles, supervisant le travail de plaidoyer de l'organisation auprès des instances gouvernementales et législatives. Schuff est également l'un des partenaires fondateurs du groupe argentin [Prodeci](#), une organisation juridique catholique qui, parmi ses stratégies, utilise l'objection de conscience et la liberté religieuse pour s'opposer à l'avortement et à l'éducation complète à la sexualité (ECS) en Argentine.

Par l'intermédiaire du GCHR, Schuff et son épouse Neydy Casillas mènent des actions de plaidoyer et organisent la lutte anti-droits dans le système interaméricain des droits de l'homme, notamment par le biais de litiges stratégiques devant la Cour interaméricaine. Casillas est une avocate mexicaine qui a commencé sa carrière dans les rangs d'un groupe de jeunes catholiques les [Légionnaires du Christ](#), qui forme les jeunes pendant leurs études⁷¹. Elle a ensuite travaillé pendant plus de dix ans comme [conseillère juridique principale chez ADF](#) et pendant trois ans comme vice-présidente des affaires internationales chez Concerned Women for America avant de rejoindre son mari pour diriger le GCHR.

⁷¹ Les groupes de jeunes liés aux Légionnaires du Christ, une congrégation catholique romaine, font partie du Mouvement ecclésial international, Regnum Christi. Les Légionnaires du Christ ont été fondés dans les années 1940 au Mexique et gèrent des écoles et des universités, des activités pastorales auprès des jeunes, des missions d'évangélisation et d'autres activités.

Le GCHR a été créé en 2021 aux États-Unis et a été officiellement lancé lors d'un événement privé en ligne le 20 septembre 2022⁷². L'année 2022 a été une année faste pour le GCHR avec une chronologie des étapes importantes qui démontre l'ascension de l'organisation en tant qu'acteur anti-droits important bénéficiant du soutien politique et financier de leaders clés de l'écosystème conservateur international, par exemple à travers le PNFV. Le GCHR, après avoir dirigé l'organisation du WCF 2022 au Mexique, fait sa première apparition cette année-là à l'Assemblée générale de l'OEA à Lima, puis après avoir participé à la première Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) au Mexique, organisée par l'activiste ultra-catholique Eduardo Verástegui⁷³, s'est depuis impliqué dans l'affaire très médiatisée du droit à l'avortement devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, Beatriz c. El Salvador⁷⁴. Dans le cadre de cette affaire, Schuff et Casillas ont travaillé avec un vaste réseau d'organisations anti-droits, notamment l'ADF et d'autres groupes anti-avortement américains tels que le Population Research Institute et Heartbeat International, ainsi que des organisations de jeunesse et des influenceurs anti-droits qui utilisent le slogan « No Next Roe » (Pas de prochain Roe).

Santiago Santurio⁷⁵, un enseignant argentin, est un autre ex-membre du personnel de FJ dont il a été le directeur pour la collecte de fonds. En 2023, Santurio est devenu membre de la Chambre nationale des députés en Argentine et a rejoint la coalition d'extrême droite du président Javier Milei, La Libertad Avanza (La liberté avance)⁷⁶. Casillas et Santurio ont tous deux participé au sommet transatlantique du Réseau politique pro-valeurs (PNfV) à l'ONU à New York en décembre 2023, mentionné précédemment, aux côtés de jeunes politiciens anti-droits, d'influenceurs et de certains des principaux groupes que nous avons décrits tout au long de ce rapport. L'activisme anti-avortement de Santurio est antérieur à son entrée au gouvernement. Pendant son séjour au FJ, il a participé à des événements au niveau régional interaméricain et à des actions de plaidoyer auprès de l'ONU. Outre ses liens avec FJ, Santurio est l'un des fondateurs et militants de Ciudadanos, une organisation politique qui œuvre pour l'abolition de la loi sur l'interruption légale de grossesse en Argentine. De fait, l'actuel député national a déclaré avoir décidé de rejoindre La Libertad Avanza de Milei afin de pouvoir légiférer contre l'avortement. En août 2024, alors que l'affaire *Beatriz* était en cours d'examen par la Cour

72 Enregistrement conservé dans les archives d'Ipas. Si Schuff et Casillas sont les figures publiques du GCHR, le Mexicain Vicente Segú en est aussi un directeur, un acteur clé discret, bien qu'il soit le président fondateur de l'influente organisation ultra-conservatrice Incluyendo México et membre du conseil d'administration du WCF.

73 La WCF 2022 au Mexique a réuni d'éminents leaders du mouvement conservateur tels que Brown et ses alliés, notamment le fondateur et président de CitizenGO et Hazte Oír, Ignacio Arsuaga, la personnalité mondaine allemande et militante catholique Gloria von Thurn und Taxis, et Patrick Slim, le fils millionnaire et anti-avortement de l'homme d'affaires mexicain Carlos Slim.

74 *Beatriz c. El Salvador* est un arrêt historique rendu en 2024 par la Cour interaméricaine des droits de l'homme, qui a conclu que le Salvador avait violé les droits d'une femme connue sous le nom de Beatriz en lui refusant un avortement reconnu comme médicalement nécessaire. La Cour a estimé que l'interdiction totale de l'avortement dans le pays violait plusieurs droits garantis par la Convention américaine relative aux droits de l'homme, notamment les droits à la vie, à la santé et à la vie privée.

75 Casillas siège au conseil d'administration de PNFV aux côtés de Brown de l'IOF et du WCF, Slater de FWI, Jaime Mayor Oreja et Rodrigo Iván Cortés. Elle a également été conseillère auprès du Saint-Siège à Washington, D.C. Lorsque Casillas travaillait avec l'ADF et Santurio avec le FJ, ils ont tous deux assisté aux assemblées générales de l'OEA.

76 La Libertad Avanza est alignée sur les réseaux internationaux libertariens de droite et populistes d'extrême droite, vaguement liés à des groupes tels que la CPAC, Heritage Foundation et d'autres, ainsi qu'à des mouvements conservateurs axés sur la jeunesse aux États-Unis et en Europe.

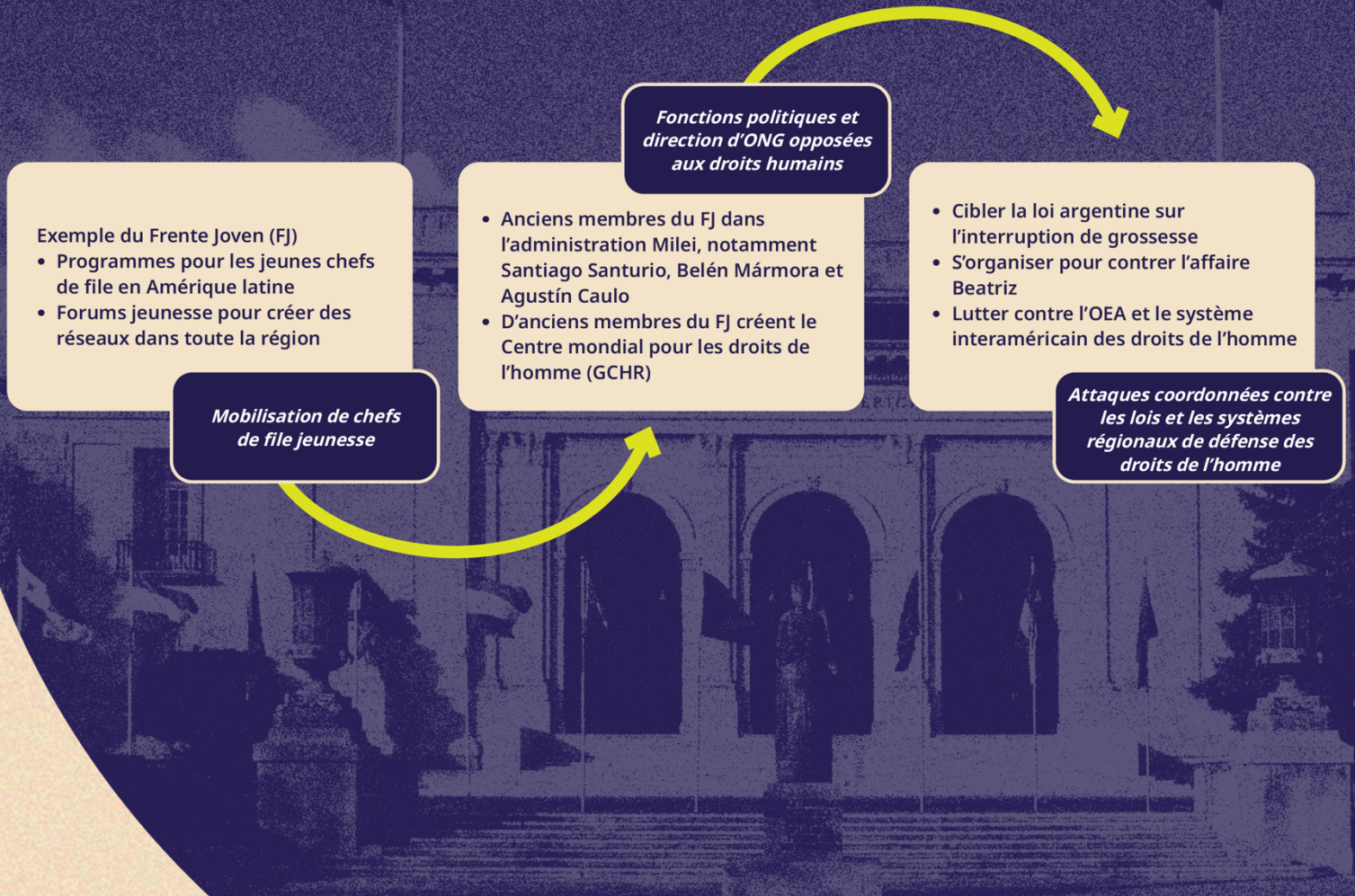
interaméricaine, Santurio a publié, grâce à Ciudadanos et en collaboration avec le GCHR, un [court métrage](#) anti-avortement [dénonçant cette affaire](#).

Le programme phare de FJ, « Programme de formation de jeunes dirigeants (Programa de formación de jóvenes dirigentes) », combine formation universitaire, séminaires et rencontres avec des leaders politiques et sociaux afin d'offrir aux jeunes une expérience leur permettant [d'influencer les sphères publique et privée](#). [Le programme](#) comprend également des conférences régionales pour les jeunes, comme le [Forum panaméricain de la jeunesse](#) organisé en 2017 à Lima, au Pérou. Les jeunes s'y sont réunis pour [élaborer un programme](#) mettant fortement l'accent sur l'influence de l'OEA. Santurio a présenté le programme de FJ destiné soi-disant à former des jeunes dirigeants à la défense des droits de l'homme, et en particulier au droit à la vie.

D'autres [membres du FJ](#) ont obtenu des postes dans l'administration Milei, notamment Ana Belén Mármora et son mari Agustín Caulo. En juin 2025, Mármora a [été nommée directrice](#) du Centre international pour la promotion des droits de l'homme, une nouvelle institution [créée par le gouvernement Milei](#) pour faire avancer sa politique internationale réactionnaire contre les droits des femmes et des personnes LGBTQI+⁷⁷. Pour sa part, Agustín Caulo a pris [la présidence du FJ](#) et occupe le poste de [directeur du culte catholique](#) au sein du ministère des Affaires étrangères de l'administration Milei. La formation dispensée par le FJ et le parcours qu'il offre vers des postes politiques ont démontré la valeur de ce modèle en tant [qu'investissement fructueux](#).

⁷⁷ Mármora, qui ne possède aucune expérience ou compétence notables relatives aux droits humains, est également la représentante de l'Argentine au Comité d'experts du Mécanisme de suivi de la Convention interaméricaine pour l'élimination de la violence envers les femmes.

Graphique 4 : exemple des liens entre le Frente Joven, la mobilisation des jeunes, le pouvoir politique et la coordination de la lutte contre le système régional des droits humains.



Des politiciens d'extrême droite en pleine ascension

« Je crois que le Rassemblement national arrivera au pouvoir et que tous les sacrifices en vaudront la peine. Je suis convaincu que j'appartiens à une génération qui finira par gouverner ».

—Jordan Bardella, 29 ans, président du Rassemblement national, dans une interview accordée à [The Times](#), le 11 janvier 2025

En Europe, les partis d'extrême droite que nous avons mentionnés précédemment investissent massivement dans le recrutement de jeunes afin qu'ils deviennent les futurs dirigeants et qu'ils touchent les électeurs plus jeunes. Leurs stratégies sont clairement couronnées de succès. Tout au long des années 2010, l'extrême droite a gagné du terrain auprès de l'électorat en général. Pendant la pandémie de COVID-19, [des chercheurs ont argumenté](#) que les jeunes avaient été poussés davantage vers la droite. Comme [l'a rapporté l'Associated Press en 2019](#), « les jeunes électeurs européens réagissent par un glissement vers la droite parfois plus rapide et plus marqué que leurs aînés, comme l'illustrent les résultats des élections ou les listes de membres des partis en Italie, en France, en Espagne et en Autriche ». Aux États-Unis, lors de l'élection présidentielle de 2024, Trump [a remporté près de la moitié des voix des électeurs de moins de 30 ans](#). Huit ans plus tôt, en 2016, il n'avait obtenu [que 37 % des voix de cette même tranche d'âge](#). Au cours de cette période et depuis la pandémie de 2019, l'extrême droite mondiale a excellé dans [la conquête de l'écosystème des médias numériques](#) et, par conséquent, des jeunes électeurs.

La génération actuelle de jeunes réagit aux candidats qui les atteignent via les réseaux sociaux, même si alors qu'ils leur sont relativement inconnus. En juin 2024, Luis « Alvisé » Pérez Fernández, un influenceur d'extrême droite espagnol, a recueilli plus de 800 000 voix pour un parti qu'il avait fondé seulement 40 jours avant les élections européennes. Sa campagne s'est principalement appuyée sur TikTok, Instagram et des podcasts. Un journaliste a rapporté que [Pérez Fernández avait organisé](#) des « manifestations anti-avortement, traité les journalistes de « putes », déclaré qu'il « devait détruire le système et le reconstruire à partir de zéro » et qu'il se plaignait que les immigrants aient besoin de moins de paperasse pour entrer en Espagne qu'une tomate pour quitter un champ⁷⁸ ». Bien qu'il n'appartienne pas au même parti d'extrême droite, il se fait l'écho d'opinions similaires à celles des dirigeants de Vox, qui [séduisent également de plus en plus les jeunes électeurs](#) espagnols [frustrés sur le plan économique](#), en utilisant une rhétorique anti-immigration.

Les partis d'extrême droite présentent également des candidats plus jeunes afin de séduire un électorat jeune et désabusé. À l'annexe III, nous donnons des exemples d'élus en Europe, en Amérique latine et aux États-Unis qui sont entrés en fonction au cours des cinq dernières années alors qu'ils avaient moins de 35 ans ; plusieurs d'entre eux avaient même moins de 25 ans. Ils reflètent un échantillon représentatif de jeunes politiciens anti-droits qui sont soit membres de partis d'extrême droite, soit, dans le cas des États-Unis, affiliés à la branche « Make America Great Again » (MAGA) du Parti républicain.

La plupart des élus cités sont opposés à l'avortement, aux droits des personnes LGBTQI+ et à « l'idéologie du genre ». La majorité d'entre eux sont également favorables à des contrôles stricts de l'immigration et tiennent des discours populistes et nationalistes,

⁷⁸ Pérez Fernández fait également l'objet de poursuites pour diffamation pour avoir diffusé des informations erronées.

s'alignant sur les mouvements critiques ou hostiles au multilatéralisme et aux systèmes de défense des droits humains, et avancent des théories du complot, à l'instar de [Nikolas Ferreira](#), membre transphobe et homophobe de la Chambre des députés au Brésil. En outre, beaucoup sont connectés les uns aux autres à travers l'écosystème transnational anti-droits rendu possible par des rassemblements régionaux tels que ceux de la [CPAC, fondée aux États-Unis](#)⁷⁹. Au cours de la dernière décennie, la CPAC a renforcé sa présence régionale en Europe et en Amérique latine en y organisant ses conférences, comme par exemple au Mexique en 2022, tel que nous l'avons déjà mentionné plus haut. La CPAC met également en avant de jeunes politiciens et influenceurs dont nous brosons le portrait dans les annexes en y ajoutant également des informations sur les relations qu'ils entretiennent et sur l'importance dont ils jouissent en termes d'audience sur les réseaux sociaux.

Outre le fait d'être élus à des fonctions officielles, les jeunes chefs de file anti-droits trouvent d'autres moyens d'accéder aux gouvernements. Les États-Unis en sont un excellent exemple. Si le Parti républicain ne dispose pas d'une branche jeunesse officielle, il compte néanmoins une constellation d'organisations auxiliaires reconnues qui lui sont étroitement liées ou affiliées et jouissent de son soutien, sans être directement régies par le [Comité national républicain](#). Il s'agit notamment de la [Young Republican National Federation](#), [des College Republicans](#) et [des Teen Age Republicans](#) aux niveaux local et des États. Ces [groupes de jeunes alignés sur la même idéologie que le Parti républicains](#), recrutent, forment et mobilisent de jeunes conservateurs. Ils [alimentent également des opérations politiques de plus grande envergure](#), comme le [Projet 2025 de la Heritage Foundation](#) initié en 2023⁸⁰.

La [très influente Heritage Foundation](#) a montré comment recruter un vivier de talents prêts à rejoindre le pouvoir politique républicain grâce à ses initiatives liées au Projet 2025. Elle a mobilisé des groupes dirigés par des jeunes tels que la SFLA et [Turning Point USA](#). En plus de façonner l'idéologie politique des jeunes grâce à ses nombreux programmes de formation politique, de stages, de sommets sur le leadership étudiant et de partenariats, à l'instar d'autres groupes anti-droits dont nous avons déjà parlé, elle a délibérément mis en place un mécanisme visant à injecter de jeunes conservateurs dans la deuxième administration Trump. La « base de données pour le personnel de la présidence » de la Heritage Foundation, considérée comme un « LinkedIn conservateur », [ciblait explicitement des jeunes conservateurs](#), pour la plupart des jeunes diplômés et des professionnels en début de carrière intéressés par des postes au sein du gouvernement

79 La CPAC (Conférence d'action politique conservatrice) est un mouvement majeur qui rassemble des activistes, des politiciens, des personnalités des médias et des leaders d'opinion qui adhèrent à l'idéologie conservatrice. Elle a été créée aux États-Unis en 1974 et s'exporte à l'international depuis 2019. La CPAC est connue depuis l'ère Reagan pour son rôle déterminant dans la désignation des candidats à la présidence et affiche un programme de plus en plus fortement ancré dans le nationalisme chrétien.

80 Officiellement appelé « Mandate for Leadership: The Conservative Promise 2025 » (Mandat pour le leadership : la promesse conservatrice 2025), le Projet 2025 consistait en une série de recommandations politiques visant à mettre en œuvre des valeurs conservatrices au sein du gouvernement fédéral et comprenait une « Académie de l'administration présidentielle » destinée à ceux qui s'enregistraient et téléchargeaient leurs informations.

fédéral⁸¹. Le groupe de réflexion a également fait la promotion du Projet 2025 et des opportunités qu'il offrait aux jeunes au sein de l'administration par le biais de conférences TPUSA, de formations du Leadership Institute et d'autres événements axés sur la jeunesse⁸².

Chefs de file à l'ère des réseaux sociaux

« L'extrême droite a fait un effort très explicite pour séduire le jeune public. Elle s'est en quelque sorte réinventée [...]. Les partis politiques d'extrême droite ont été les plus actifs dans leur engagement auprès des utilisateurs des réseaux sociaux ».

—[Julia Ebner](#), de l'[Institute for Strategic Dialogue](#), citée dans un article de l'AP en 2019

Aux États-Unis, Lila Rose et [Ben Shapiro](#) font partie d'une jeune génération d'influenceurs américains conservateurs et anti-droits. Ces jeunes influenceurs, qui sont souvent proches, voire directement liés, à des partis politiques ou à l'administration gouvernementale, ont adopté des stratégies et des arguments mieux adaptés aux médias, axés sur le numérique et adaptés au public des réseaux sociaux, par rapport aux approches plus traditionnelles adoptées par des chefs de file para-ecclésiastiques et politiciens du passé tels que James Dobson, Jerry Falwell senior, et Phyllis Schlafly. Malgré les différences générationnelles de leur approche, ils partagent de nombreuses valeurs fondamentales, notamment en matière d'avortement, de droits des personnes LGBTQI+ et de « famille ». La portée mondiale de cette nouvelle cohorte les a propulsés sur la scène conservatrice internationale, où ils interagissent avec d'autres jeunes dirigeants politiques d'extrême droite influents dans leurs propres écosystèmes nationaux et régionaux.

Coup de projecteur sur Live Action

« N'oubliez pas que la science est de notre côté. La loi naturelle est de notre côté. La vérité est de notre côté. [...] Il est important que nous exhortions nos élus à abolir l'avortement. L'abolition de l'avortement est la cause la plus importante de notre époque en matière de droits humains. »

—[Lila Rose](#), fondatrice de Live Action, dans son [allocution lors de la Marche pour la vie 2025](#)

[Live Action](#) est une organisation anti-droits majeure très présente dans les médias, incarnée par sa dirigeante Lila Rose. Avec le slogan « Pro-Life Advocacy for Dignity and Human Rights » (Défense de la vie pour la dignité et les droits humains), elle utilise un

81 La base de données a recueilli les candidatures de milliers de conservateurs, les a évaluées en fonction de leur alignement idéologique et a fourni un vivier de candidats préapprouvés pour former le personnel de la nouvelle administration Trump et tout à la fois, démanteler et remodeler les effectifs du gouvernement.

82 Les initiatives du Projet 2025 ont depuis lors rejoint celles que menait auparavant le département de l'efficacité gouvernementale du milliardaire Elon Musk et les très jeunes recrues liées à ses entreprises qui ont travaillé pour la deuxième administration Trump.

langage axé sur la justice sociale et les droits, similaire à celui de Students for Life of America, afin d'attirer et d'influencer un public plus large de jeunes. Les deux groupes évoluent souvent dans les mêmes cercles, comme par exemple lors de la Marche pour la vie annuelle, qui bénéficie de l'immense visibilité en ligne de Rose et de ses 7 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux.

L'utilisation des médias par Live Action remonte à ses premières productions de vidéos montées de manière trompeuse et à ses opérations d'infiltration, utilisées pour attaquer Planned Parenthood. Aujourd'hui, Live Action continue de produire des vidéos pour des campagnes sur les réseaux sociaux, diffusant de la désinformation à ses nombreux abonnés. Selon les données de janvier 2025, les vidéos ont accumulé plus de 2,5 milliards de vues au fil des ans, et l'organisation touche 40 millions de personnes chaque mois. Créée en 2008 en tant qu'ONG enregistrée, Live Action a été fondée par Rose à l'âge de 15 ans. Elle a mené sa première « enquête sous couverture » dans un centre de santé pratiquant l'avortement alors qu'elle était à l'université. En 2023, les revenus de l'organisation s'élevaient à plus de 14 millions de dollars. Bien que l'organisation soit enregistrée comme organisme à but non lucratif et se déclare, comme la SFLA, laïque, le discours de Rose est imprégné de doctrine chrétienne.

Même si novatrice dans ses pratiques médiatiques et de diffusion, la cible principale de Live Action est un sujet traditionnel pour les conservateurs aux États-Unis : l'avortement. Live Action utilise des tactiques qui trouvent leurs racines dans des décennies de militantisme anti-avortement sous la forme d'actions directes et de l'utilisation d'images fœtales, qui remontent au développement, après la Seconde Guerre mondiale, de l'échographie, une technologie médicale qui permettait aux médecins de voir les fœtus. Les militants anti-avortement ont utilisé ce nouvel outil pour personnifier et individualiser le fœtus en tant que bébé, ce qui a donné lieu non seulement à des images largement utilisées dans les manifestations anti-avortement, mais aussi à des modèles fœtaux et autres représentations. Ces images ont été largement utilisées dans des films pro-vie des années 1980 et 1990 ainsi que des documentaires « éducatifs » utilisés pour sensibiliser les jeunes à la cause anti-avortement dans les écoles, les églises et les groupes communautaires. Ce phénomène à également propulsé « le corps du fœtus au cœur de la culture politique américaine » et il est désormais utilisé par les militants anti-avortement du monde entier.

Action directe et cliniques d'avortement

Les militants anti-avortement raffinés et professionnalisés qui gèrent leurs réseaux sociaux, mènent des campagnes numériques de masse et participent aux réunions de l'ONU, ont cherché à se distancier de [l'extrémisme de l'action directe](#) contre les prestataires de soins d'avortement et les personnes en quête de soins de santé. Dans les années 1980 et 1990, les tactiques d'action directe, notamment les « missions de sauvetage », impliquaient des jeunes et des étudiants appartenant à des groupes tels que [Operation Rescue](#) et [Collegians Activated to Liberate Life](#). Certaines actions ont entraîné le meurtre, des agressions, des menaces de mort et des enlèvements de prestataires de services d'avortement⁸³. En réponse à ces violences, certains États américains et certains pays ont adopté des lois visant à restreindre les manifestations à proximité ou autour des cliniques pratiquant l'avortement. Les actions directes visant à entraver l'accès aux soins de santé reproductive sont encore largement utilisées par les acteurs anti-droits, en particulier en conjonction avec des poursuites judiciaires. L'ADF a défendu devant les tribunaux [des manifestants anti-avortement](#) aux [États-Unis](#) et [au Royaume-Uni](#). La grâce accordée par Trump en 2025 aux militants anti-avortement [a fait craindre](#) un retour à l'ère de la violence, [et des groupes](#) tels que l'ADF et la [SFLA plaident en faveur de l'abrogation de la loi de 1994 sur la liberté d'accès aux entrées des cliniques](#), qui érigeait en infraction pénale le fait d'empêcher des patientes d'accéder aux cliniques.

Live Action diffuse d'autres [informations numériques trompeuses](#), notamment [en déformant les faits sur l'avortement](#), en promouvant [des informations scientifiquement inexactes \(comme sur l'inversion de l'avortement\)](#) et d'autres [affirmations scientifiques non vérifiées](#). En 2023, l'organisation a créé la vidéo d'animation 3D « [Baby Olivia](#) », qui décrit le développement d'un fœtus humain et qui est largement utilisée dans le cadre d'initiatives [d'éducation](#) et de lobbying [anti-avortement](#). Live Action décrit cette vidéo comme un outil pédagogique sur le « développement humain » ou « l'embryologie humaine », par opposition à tout ce qui touche à la sexualité, comme l'éducation complète à la sexualité (ECS), et affirme qu'elle est « médicalement exacte ». Cependant, ses détracteurs, notamment [des professionnels de santé](#) et des défenseurs des droits sexuels et reproductifs, soutiennent que si certains faits individuels sont fondés sur la science, la présentation est [motivée par des considérations idéologiques trompeuses et manipulatrice sur le plan émotionnel](#).

Néanmoins, Live Action a réussi à faire diffuser « Baby Olivia » dans [des écoles publiques](#) grâce à l'adoption d'une législation dans deux États, [le Tennessee](#) et [la Virginie-Occidentale](#). D'autres [États emboîtent le pas](#) et ont légiféré ou envisagé d'imposer des

⁸³ La National Organization for Women -NOW (Organisation nationale pour les femmes) a qualifié les tactiques d'Operation Rescue de terrorisme intérieur.

exigences en matière « [d'éducation prénatale](#) », comme Live Action qualifie ce type de matériel, qui citent la vidéo par son nom ou utilisent des vidéos comparables destinées à des élèves du primaire et du secondaire.

De jeunes influenceurs et leurs réseaux anti-droits

D'autres figures influentes de la jeunesse anti-droits gravitent autour de leurs homologues politiques d'extrême droite. Ces personnes sont très présentes sur les réseaux sociaux, notamment sur Instagram, TikTok, YouTube et X, et disposent de leurs propres blogs et podcasts pour diffuser leur contenu. Cependant, leur activisme dépasse souvent le cadre des médias numériques, puisqu'ils s'organisent sur les campus et circulent dans des réseaux transnationaux anti-droits ou religieux conservateurs tels que, notamment CitizenGO, Ordo Iuris, Vox et la CPAC. Nous incluons à l'annexe IV une sélection de jeunes militants anti-droits des États-Unis et d'Amérique latine en raison de l'augmentation récente de leurs interactions, de leur présence significative sur les réseaux sociaux et de leurs connexions, comme c'est le cas par exemple de [Ben Shapiro du Daily Wire](#) et d'[Agustín Laje en Argentine de Fundación Libre](#)⁸⁴.

La croissance de TPUSA — et la portée considérable des influenceurs qui lui sont affiliés, en particulier des femmes, voir annexe IV — démontre [la transformation](#) de l'organisation, qui d'un groupe de défense du libre marché est devenue un acteur majeur du [mouvement anti-droits auprès des jeunes](#)⁸⁵. TPUSA entretient [des liens étroits](#) avec des organisations para-ecclésiastiques qui défendent des positions anti-avortement et anti-LGBTQI+, ainsi qu'avec des personnalités politiques, comme son ancienne présidente et membre du Congrès américain Anna Paulina Luna, voir annexe III. Opérant dans le même écosystème que des groupes tels que [SFLA](#), FOTF et d'autres, TPUSA a réussi à [mobiliser les jeunes conservateurs](#) autour des questions de l'avortement, de la liberté religieuse et des valeurs familiales. De plus, grâce à [un partenariat avec](#) la Heritage Foundation, [au soutien juridique](#) occasionnel de l'ADF et à sa présence désormais régulière aux événements de la CPAC, l'organisation est devenue une [plaque tournante du militantisme politique anti-droits des jeunes, influençant](#) considérablement [la politique républicaine](#) et [contribuant à des victoires législatives clés](#) sur des questions sociales conservatrices.

D'autres jeunes influenceurs anti-droits, comme Calum Miller, utilisent un vernis universitaire et médical pour promouvoir leur vision du monde. Médecin britannique [diplômé d'Oxford en médecine](#) et en études bibliques, Miller a commencé à militer contre l'avortement pendant ses études de médecine au milieu des années 2010⁸⁶. Il a donné

84 Ce rapport se concentre sur la mobilisation des jeunes anti-droits qui croise les groupes internationaux d'extrême droite et les mouvements transnationaux. Cependant, il est important de noter que nous ne négligeons pas l'impact sur la politique, la société et la culture d'autres influenceurs des médias sociaux en dehors de cet écosystème, y compris les « micro-influenceurs ». Ces influenceurs, qui ont un public plus restreint, ont réussi à influencer leurs abonnés les plus proches et contribuent au succès du mouvement anti-droits au sens large.

85 TPUSA a été créé alors que son fondateur n'avait que 18 ans.

86 Miller est marié à Lois McLatchie-Miller, porte-parole de l'ADF UK.

plus de 40 présentations universitaires internationales, dont un discours intitulé « [L'avortement n'est pas un soin de santé mentale](#) » lors du Sommet Santé de la Marche pour la vie du Royaume-Uni (March for Life UK Health Summit) en 2024. En tant que consultant international pour le [groupe américain anti-avortement Canopy Global](#), il intervient en Asie et en Afrique et s'adressent à des professionnels de la santé et à des instances décisionnaires pour dénoncer l'avortement. Ces dernières années, Miller s'est [rendu en Indonésie](#) pour rencontrer des représentants du gouvernement et s'adresser à des lycéens, des étudiants des universités et [des chefs religieux](#). En plus d'être un [blogueur prolifique](#), il est souvent invité dans des podcasts anti-avortement, notamment ceux de l'[AAPLOG](#) et de [Jonathon Van Maren](#), influenceur anti-avortement canadien et [membre du conseil d'administration](#) du groupe américain Pro-Life Global. [Miller a participé au](#) « Sommet pour la liberté et la culture de la vie » organisé par le PNFV à Madrid en 2024.

L'influence d'Eduardo Verástegui sur la jeunesse latino-américaine et au-delà

Bien qu'il ne soit pas un chef de file de la jeunesse à proprement parler, Eduardo Verástegui, [acteur mexicain devenu activiste](#) et candidat à la présidence, est devenu [une figure de proue de la mobilisation des jeunes](#) dans le cadre du militantisme anti-avortement et anti-LGBTQI+ en Amérique latine et au-delà. Il a mis à profit sa célébrité, en mêlant rhétorique nationaliste, enseignement moral catholique et thèmes anti-mondialistes, pour séduire les jeunes militants conservateurs⁸⁷. En tant que [président de la CPAC Mexique](#) et conférencier vedette lors de la CPAC [2024 en Argentine](#) et [2025 à Washington, D.C.](#), son influence s'est également étendue internationalement ; de plus, il est lié à de nombreux leaders d'extrême droite dont nous avons parlé dans le présent rapport. Ses liens étroits avec des personnalités et des organisations de la droite religieuse américaine soulignent son rôle de connecteur dans un réseau transnational [de promotion d'un programme socialement conservateur](#). Il compte près d'un million d'abonnés sur [Instagram](#), plus de 2,5 millions sur X et [Facebook](#) combinés, une forte présence sur [TikTok](#) (avec plus de 478 000 abonnés et 2,2 millions de « likes ») et gère une [chaîne YouTube](#) avec près de 400 000 abonnés.

⁸⁷ En 2024, il a annoncé son intention de former un parti politique au Mexique fondé sur les principes « pro-vie » et anti-LGBTQI+, de manière à institutionnaliser encore davantage son influence. Lors de sa candidature présidentielle infructueuse en 2024, il s'est engagé à éliminer « l'idéologie du genre » des écoles et s'est fermement opposé à l'inclusion des personnes LGBTQI+ et à l'adoption par des couples de même sexe.

Quand les récits anti-droits se réinventent pour séduire une nouvelle génération

« L'idéologie du genre érode les libertés politiques... ; la liberté d'opinion, par la criminalisation croissante des discours politiquement incorrects ; la liberté de conscience... ; l'expression de certaines croyances religieuses... ».

—Agustín Laje, *interview dans Actual*, 13 février 2018, avant sa participation au premier congrès international sur le genre, le sexe et l'éducation organisé par CitizenGO et Hazte Oír

Les jeunes influenceurs adoptent une approche différente de leurs prédécesseurs, tels que James Dobson de FOTF ou Phyllis Schlafly, pour communiquer sur les questions anti-droits. Au cours des années 1970 et 1980, dans le cadre de leurs communications, les militants anti-avortement aux États-Unis – majoritairement des chrétiens blancs – ont eu recours à des comparaisons historiques assimilant l'avortement à la Shoah et à l'esclavage aux États-Unis, en plus de s'appuyer sur des arguments religieux et autres cadres d'opposition à la DSSR et aux droits des personnes LGBTQI+ et notamment leur opposition à la DSSR et aux droits des personnes LGBTQI+⁸⁸.

Aujourd'hui, les influenceurs et les groupes de jeunes anti-droits s'inspirent d'un éventail plus large de cadres idéologiques⁸⁹. Tout comme Dobson et Schlafly, ces influenceurs exploitent toujours les sentiments d'indignation morale, mais ils ont transformé cette indignation en slogans et en phrases chocs efficaces afin de susciter un plus grand engagement en ligne de la part de leur public. Cela inclut l'utilisation de ce qu'on appelle des « appâts à la rage » sur les réseaux sociaux afin d'inciter les jeunes à adhérer à leurs opinions et à leurs causes. En ce qui concerne plus particulièrement la DSSR et le genre, Agustín Laje, Calum Miller, Lila Rose et d'autres utilisent de nouveaux registres argumentaires, s'appropriant ainsi les récits et le vocabulaire des « droits humains », de la « justice sociale » et même de la non-violence.

88 L'Organisation des historiens américains rapporte dans son analyse du mouvement « pro-vie » que les enfants conservateurs sont invités à « se considérer comme des « survivants de l'holocauste de l'avortement ». Et ils ont aidé les nouveaux électeurs attachés aux « valeurs familiales » à considérer le fœtus comme un membre de la famille et l'avortement légal comme le plus grand défi auquel est confrontée la famille moderne ».

89 Pour plus d'informations, veuillez consulter l'article de 2024 intitulé « Embodied Political Influencers: How U.S. Anti-Abortion Actors Co-Opt Narratives of Marginalization » [Influenceurs politiques incarnés : comment les acteurs anti-avortement américains s'approprient les discours sur la marginalisation].

Anti-droits et masculinité toxique

L'utilisation de concepts traditionnels de la masculinité pour soutenir [les arguments anti-avortement](#) fait partie intégrante de l'écosystème numérique anti-droits, qui vise à séduire certains jeunes hommes. [Cette masculinité toxique](#) est célébrée par les influenceurs dans le cadre d'une mobilisation antiféministe et anti-« woke » de la jeunesse. YouTube, TikTok, Discord, Reddit et Telegram hébergent des communautés où les jeunes hommes mélangent développement personnel, misogynie et théories du complot, rejetant l'égalité des genres, les droits des personnes LGBTQI+ et même l'ECS. Ces plateformes de réseaux sociaux ont permis la création d'une « manosphère » [utilisée par les extrémistes anti-droits](#) pour [radicaliser les adolescents](#), en particulier les garçons, et font partie du [système qui perpétue](#) la culture incel (célibataires involontaires), le sexisme, le harcèlement sexuel et [les actes violents](#). Ces plateformes sont souvent également [racistes et xénophobes](#), antisémites et islamophobes.

D'autres proposent [un langage](#) « d'autonomisation » à [l'intention des jeunes femmes](#) et une terminologie axée sur la « santé » et le « bien-être », en particulier contre l'avortement et la contraception moderne. Il existe un écosystème médiatique conservateur et anti-droits de plus en plus important, la « womanosphère », qui [cible délibérément les jeunes femmes](#) afin de les exploiter dans le cadre de sa guerre culturelle. Aux États-Unis, des jeunes femmes influentes étroitement liées à TPUSA et aux réseaux anti-droits sont à la tête de ce phénomène, notamment la commentatrice [Candace Owens](#), l'activiste [anti-trans Riley Gaines](#), le rédacteur *du Daily Wire* [Brett Cooper](#) et la personnalité du « bien-être » [Alex Clark](#). Dans un article publié en avril 2025, *The Guardian* [s'est penché sur ces quatre influenceuses et a souligné](#) que « les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables à ce type d'incitations. Comme leurs homologues de la manosphère, ces commentatrices capitalisent sur la crise bien réelle de solitude et de précarité économique à laquelle est confrontée la génération Z ». La womanosphère est étroitement liée à l'extrême droite politique et religieuse au sens large. En juin 2025, TPUSA a organisé son « [Young Women's Leadership Summit](#) » (Sommet sur le [leadership des jeunes femmes](#)), qui comprenait des stands faisant la promotion des bourses de la Heritage Foundation et des intervenantes telles qu'Alex Clark, qui a fait la promotion de ses théories du complot sur le bien-être. Cette autre facette de la « manosphère » cherche à radicaliser les jeunes femmes à travers différentes tactiques et différents styles, mais elle est [idéologiquement alignée sur](#) des visions régressives du monde, sur la « famille traditionnelle », les rôles binaires des genres et le sentiment « anti-woke ».

save the children
defend the family
abortion is not healthcare
men can't get pregnant
stop gender theory men are not women
protect women's sports
protect girls' sports biological reality
gender ideology
child mutilation pro-life generation
life begins at conception
abortion is murder parental rights
ban puberty blockers
truth over pronouns
protect the unborn
fairness in women's sports
stop indoctrination

Graphique 5 : Chaque expression identifiée dans le nuage de mots s'est vu attribuer un poids relatif reflétant son importance dans les publications virales, les discours, les hashtags et les campagnes, relevés entre la fin de l'affaire Roe (juin 2022) et août 2025.

Le nuage de mots ci-dessus a été synthétisé à partir de déclarations publiques, de discours et de contenus publiés sur les réseaux sociaux (Instagram, X/Twitter, Facebook, YouTube) par les influenceurs mentionnés ci-dessus et d'autres personnes figurant dans les annexes III et IV du présent rapport, qui regroupent à la fois de jeunes politiciens ayant un nombre important d'abonnés sur les réseaux sociaux et d'autres jeunes influenceurs. Les expressions mettent notamment en évidence :

- L'utilisation, par des influenceuses tels que Lila Rose d'un cadre anti-avortement assimilant l'avortement à un « meurtre » assorti de formulations telles que « l'avortement est un meurtre », tandis que Kristan Hawkins popularise le slogan inversé « Pro-Life Generation (Génération pro-vie) » pour créer un sentiment d'appartenance et de communauté chez les jeunes anti-avortement.
- Des discours anti-LGBTQI+ et en particulier anti-trans qui plus récemment mettent les « sports féminins » en exergue, ce que fait l'influenceuse Riley Gaines, tandis que Ben Shapiro et Matt Walsh mettent l'accent sur une rhétorique anti-trans plus vaste. De manière opportuniste, lorsque leurs positions suscitent des réactions négatives, ces jeunes figures conservatrices présentent leur opposition aux droits des personnes LGBTQI+ en termes de liberté religieuse et de liberté d'expression, en invoquant la liberté religieuse et la liberté d'expression, tout en s'appuyant sur des récits de censure et de victimisation.
- Une panique culturelle plus large perpétuée par des influenceurs, de Candace Owens, Walsh et Shapiro aux États-Unis à l'Argentin Agustín Laje en passant par des personnalités françaises comme Jordan Bardella et Marion Maréchal. Ils utilisent des thèmes tels que « stop à l'idéologie du genre » qui s'alignent sur une défense de la panique morale et la « guerre contre les enfants » - des argument éculés , mais toujours utilisés à l'encontre du mouvement LGBTQI+ et de l'ECS.

Les discours et les approches des influenceurs anti-droits qui tentent de toucher un public plus large avec une rhétorique un peu moins violente – ou qui n'est pas purement homophobe et anti-avortement – ont évolué. Citons par exemple l'influenceuse anti-avortement équatorienne Mamela Fiallo, qui s'est exprimée dans le cadre d'un panel de

jeunes conservateurs en Argentine, et qui centre son discours sur l'éducation. Certains des changements dans la formulation du discours anti-droits s'adressent à un public plus large et plus jeune autour des thèmes de l'avortement, des droits des personnes LGBTQI+ et de l'éducation. D'autres ont même adapté le langage « pro-vie » [séculaire](#) et féministe, comme le « [queering](#) » des messages anti-avortement et la récupération de l'arc-en-ciel et d'autres images LGBTQI+ au profit de l'extrémisme anti-droits. Et, comme la science est devenue une cible courante du mouvement anti-droits, les influenceurs invoquent également [des arguments « scientifiques »](#), parallèlement à des thèmes liés au « bien-être ». Ils associent l'avortement et l'utilisation de contraceptifs à des données scientifiques erronées, telles que les lois sur le rythme cardiaque fœtal, allant même jusqu'à les présenter sous l'angle de [la justice environnementale](#), en affirmant que le recours aux médicaments abortifs est toxique et nocif pour l'environnement.

Ces discours ne sont pas propres à la culture des jeunes et sont repris par d'autres groupes anti-droits mentionnés tout au long de ce rapport. De [la présentation par FWI de l'ECS](#) comme [une « tentative de sexualisation des enfants »](#) aux positions [extrêmement violentes de C-Fam](#) à l'égard des personnes trans qu'ils présentent comme étant opposées aux droits des femmes, en passant par les opinions de Viktor Orbán sur les idées conservatrices et les « zones [anti-woke](#) », les jeunes influenceurs reprennent à leur compte toute une accumulation d'arguments éculés qui deviennent des slogans et des hashtags efficaces et séduisent leur public captif, fort de plusieurs millions de personnes, en utilisant des arguments progressistes pour déguiser leurs propos en déformant le langage des droits humains à leurs propres fins.

Pour déchiffrer ces jeunes influenceurs, il est essentiel de comprendre comment ils [interagissent et s'alignent](#) avec des partis politiques et des politiciens d'extrême droite qui de plus en plus souvent [sont au pouvoir](#) et auxquels ils offrent leurs plateformes pour diffuser leurs messages. Bien souvent ces jeunes influenceurs ont été intégrés dans les sphères d'influence de ces partis et politiciens (comme lors de la [Convention nationale républicaine](#) de 2024) et ont même obtenu une place à la table des négociations. Dans le cas des États-Unis, comme [l'a rapporté Vanity Fair](#) au début de l'année 2025, « les jeunes influenceurs [...] admirent Trump parce qu'il valorise leur voix, le contrastant avec d'autres politiciens qui, selon eux, méprisent leur génération ». S'inspirant des organisations para-ecclésiastiques qui se sont adaptées à la culture de la jeunesse, le Parti républicain, avec des alliés comme TPUSA, a [délibérément constitué un groupe d'influenceurs](#) afin d'atteindre les nouvelles générations.

Briller sur la scène mondiale

« Et méfiez-vous de ceux qui osent s'opposer aux merveilleuses perspectives de ce nouveau monde ! Nous voulons des jeunes qui croient au travail acharné, qui croient que le drapeau a un sens. Nous voulons défendre la liberté individuelle [...] pour protéger les enfants de l'eugénisme et du délire de la théorie du genre. »

—Marion Maréchal, actuelle députée européenne avec Identité-Libertés, à la [CPAC 2018](#) à [Washington, D.C.](#)

L'inclusion et la mise en avant des jeunes en général, et des influenceurs anti-droits en particulier, sont des phénomènes particulièrement visibles dans les conférences internationales. La participation des jeunes aux événements mondiaux anti-droits a explosé au cours de la dernière décennie. Ces jeunes conservateurs ont l'occasion de se rencontrer, de nouer des contacts et d'être mis en avant dans des forums de haut niveau à travers le monde. Surtout, ils n'en sont plus uniquement le public, mais bien les protagonistes.

Il y a près de dix ans, en 2016, lors du VIIe Congrès mondial pro-vie « Génération Vie », plus de 1 200 participants internationaux venus de près de 20 pays se sont rendus à Guatemala City, un événement qui s'est distingué par la participation des jeunes. Le président guatémaltèque de l'époque, Jimmy Morales, a prononcé le discours d'ouverture, affirmant son [opposition à l'avortement](#). Le jour de l'ouverture du congrès, l'hashtag #SoyGeneracionVida (#JeSuisGénérationVie) était en tête des tendances sur Twitter (aujourd'hui X) avec plus de 6 000 publications et environ 1,4 million de vues, de l'Amérique latine aux États-Unis en passant par l'Europe. Les vétérans du mouvement anti-avortement y ont participé en grand nombre, et parmi les jeunes intervenants figuraient Neydy Casillas et Sofia Martínez de l'ADF et Manuel Soto de [la World Youth Alliance](#), signe de l'émergence d'un de nouveaux chefs de file parmi les jeunes.

Alors que les congrès mondiaux pro-vie visent à rassembler une masse critique de participants, d'autres événements anti-droits offrent aux leaders émergents un accès plus direct aux décideurs politiques. Le [Political Network for Values \(PNfV\)](#), fondé en 2014, organise régulièrement des « sommets transatlantiques », qui constituent un [important centre névralgique pour l'extrême droite politique mondiale](#). En tant que plateforme axée sur les réunions internationales et le réseautage de haut niveau, les événements du PNfV rassemblent des législateurs, députés et parlementaires, des responsables gouvernementaux et des dirigeants d'ONG anti-droits. À l'occasion de son dixième anniversaire à New York, au siège des Nations Unies, en décembre 2023, le PNfV [a invité plusieurs jeunes orateurs](#), dont Lila Rose de Live Action et [Nikolas Ferreira](#)⁹⁰. Rose a profité de la tribune offerte par l'ONU pour montrer la vidéo « Baby Olivia » à un public composé

90 En avril 2023, Ferreira a été condamné à une amende pour une affaire datant de 2020 dans laquelle il avait harcelé et mégenré un député fédéral transgenre. En août 2025, plusieurs autres enquêtes pénales et administratives étaient en cours à son encontre pour des propos anti-trans.

de politiciens, de délégués auprès de l'ONU et de dirigeants d'ONG anti-droits. Cette interaction de haut niveau dans les couloirs de l'ONU a ensuite été relayée auprès de la masse des abonnés de Rose et Ferreira sur les réseaux sociaux (voir annexes III et IV). L'événement organisé ensuite par PNfV à Madrid en décembre 2024 a réuni de nombreux jeunes politiciens et influenceurs anti-droits déjà mentionnés dans le présent rapport, notamment des intellectuels extrémistes comme le britannique Calum Miller et l'argentin Agustín Laje, ainsi que des politiciens d'extrême droite comme les portugais Ferreira et [Rita Matias](#) de Chega.

De Guatemala City à l'ONU à New York et au-delà, la présence des jeunes défenseurs, influenceurs et politiciens anti-droits est devenue une caractéristique des rassemblements d'extrême droite, ce qui est particulièrement vrai pour le rassemblement politique conservateur qui a vu le jour aux États-Unis en 1974, la CPAC. Cette conférence s'est multipliée à travers le monde, attirant plusieurs milliers de participants à chaque événement. Alors que [la CPAC, qui par le passé](#) était considérée comme représentative du conservatisme traditionnel aux États-Unis, est devenue un rassemblement mondial de l'extrême droite radicale, cela a coïncidé avec l'inclusion sur sa scène de jeunes influenceurs anti-droits et une augmentation du nombre de jeunes et d'étudiants dans la foule qui assistent à l'événement⁹¹. Matt Walsh, Ben Shapiro et la française Marion Maréchal ont participé à la [CPAC USA en 2018](#). Depuis lors, Marion Maréchal a également participé aux CPAC en [Hongrie](#) et [en Pologne](#), appelant à « rendre à la France sa grandeur ». Nikolas Ferreira était présent à la CPAC Mexique en 2022 et à la [CPAC Brésil en 2024](#), qui ont rassemblé plus de [3 500 participants](#), et il [a publié des messages sur Instagram à propos de la conférence](#). Par ailleurs, [Shapiro](#) et Santiago Santurio ont assisté à la première [CPAC en Argentine](#) la même année, qui a réuni [2 000 participants](#) supplémentaires.

Ce ne sont là que quelques exemples de ce qui est devenu une tendance régulière dans les rassemblements anti-droits internationaux : mettre en avant et amplifier les voix des jeunes anti-droits. Cela renvoie une fois de plus à la reconnaissance par les mouvements conservateurs que les jeunes sont essentiels en vue de verrouiller les gains politiques de l'extrême droite pour l'avenir. Comme [l'a déclaré](#) le vice-président américain JD Vance [à la foule](#) de jeunes anti-droits lors de la CPAC Washington en février 2025, « nous avons besoin de vous ». Et comme les voix des jeunes sont accompagnée d'organisations influentes qui leur sont propres et d'une audience massive en ligne, la prochaine génération de chefs de file anti-droits est déjà mobilisée, avec des tactiques de communication en constante évolution et un nouveau public captif qui lui est propre.

⁹¹ En 2009, la CPAC a été parrainée par Youth for Western Civilization (YWC), une organisation liée à un site web haineux nationaliste blanc.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

La mobilisation et la professionnalisation des jeunes anti-droits selon les modèles décrits dans ce rapport continuent d'évoluer. Au cours des vingt dernières années, grâce aux réseaux sociaux et à l'interaction entre les influenceurs anti-droits et la politique d'extrême droite et le réseau de financement provenant de milliardaires et de sources liées au gouvernement, les méthodes les plus efficaces pour atteindre les jeunes continuent sans cesse d'être expérimentées. Cela est particulièrement vrai pour les régions situées en dehors de l'Europe, de l'Amérique latine et des États-Unis. Avec la montée des partis d'extrême droite et de l'autoritarisme à l'échelle mondiale, certaines sphères particulièrement vulnérables doivent être protégées, notamment l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que les libertés de réunion et d'expression.

Implications pour l'éducation et la démocratie

« Le but de l'éducation totalitaire n'a jamais été d'inculquer des convictions, mais de détruire la capacité d'en former. »

—Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, 1951

L'année 2025 marque le 100^e anniversaire du [procès Scopes](#) et des controverses sur l'éducation, mais sans doute aussi, la montée en puissance du ciblage des jeunes à des fins politiques anti-droits aux États-Unis. Aujourd'hui, le débat sur [l'éducation publique](#), sur ce qui peut et ne peut pas être enseigné, fait rage dans le monde entier et porte sur des sujets qui vont au-delà de l'enseignement de la théorie de l'évolution, de l'histoire et du racisme, pour toucher le genre et la sexualité. Des mouvements tels que *Con Mis Hijos No Te Metas* ([Ne touchez pas à mes enfants](#)), lancé au Pérou en 2016 contre l'ECS et « l'idéologie du genre », et des groupes anti-droits tels que [Moms for Liberty](#), basé aux États-Unis, défendent également les « droits parentaux », qui ne sont pas absolus et doivent être exercés dans le respect de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant. Ces mouvements visent non seulement l'éducation au genre et à la sexualité, mais encouragent également l'interdiction de livres et ciblent certains enseignants.

L'investissement dans l'éducation, dont nous avons parlé au début de ce rapport, va au-delà de la formation des étudiants en droit et des étudiants universitaires de troisième cycle pour cibler des enfants plus jeunes dans les écoles secondaires et primaires. Du [programme d'études 1776](#) de l'Université Hillsdale aux [programmes scolaires](#) du MCC Hungary, on observe un effort accru pour atteindre les jeunes dès leur plus jeune âge et leur inculquer une histoire conservatrice et révisionniste du monde, tout en effaçant les groupes les plus marginalisés historiquement. Parmi les autres initiatives visant à

façonner l'enseignement primaire et secondaire autour des sciences sociales et de l'histoire, citons le [Bill of Rights Institute](#) (Institut des droits fondamentaux) fondé par [Charles Koch en 1999](#) et dirigé par un ancien professeur de Hillsdale, ainsi que les efforts de la [Civics Alliance](#) et du [Fordham Institute](#), qui se concentrent sur la réforme de l'éducation et militent pour [l'affaiblissement de l'enseignement public](#) et de certaines disciplines. [Le réseau Koch](#) fait pression en faveur de politiques de libre choix scolaire et soutient des alternatives à l'enseignement public traditionnel au détriment des groupes socio-économiques les plus défavorisés aux États-Unis. En outre, des milliardaires comme [Koch](#) et la [famille DeVos](#), ainsi que le [DonorsTrust](#), affilié à Leonard Leo, ont financé TPUSA, qui a lancé en 2022 un projet pilote intitulé « [Turning Point Academy](#) » qui propose un « programme classique et pro-américain ainsi qu'une éducation chrétienne » pour des élèves du primaire et du secondaire⁹². Et [Prager University](#), qui en réalité n'est pas une université, diffuse de la désinformation et alimente le racisme et les théories du complot dans les écoles grâce à des millions de dollars de financement initial provenant d'activistes conservateurs, notamment ceux du réseau de Leonard Leo.

Les chefs d'État d'extrême droite, de Milei à Trump en passant par Orbán, s'attaquent à l'éducation, menaçant les écoles et les universités publiques. Le gouvernement d'Orbán, en plus de financer et de privatiser l'éducation avec le MCC, a contraint l'Université d'Europe centrale, fondée par le milliardaire philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, [à se délocaliser en Autriche](#). Aux États-Unis, avant même le deuxième mandat de Trump, plus de [150 projets de loi ont été présentés](#) entre 2021 et 2025 pour porter atteinte à la liberté académique, ciblant l'enseignement supérieur dans le cadre d'une attaque coordonnée menée par les élites conservatrices, les politiciens du Parti républicain au niveau des États et les groupes de réflexion de droite. Huit des onze groupes de réflexion identifiés étaient affiliés au Projet 2025, qui a fourni un [plan directeur pour démanteler l'enseignement public](#), et d'autres étaient liés au DonorsTrust.

Au cours des six premiers mois du second mandat de Trump, [les attaques contre les universités](#) ont augmenté de manière exponentielle, tout comme les attaques généralisées contre le ministère américain de l'Éducation en faveur de l'enseignement privé⁹³. En outre, l'administration s'en est prise à l'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'à « l'idéologie du genre et à l'idéologie discriminatoire de l'équité » dans le but de retirer des fonds aux écoles publiques et [d'imposer une surveillance fédérale](#) sur les programmes scolaires [de manière à restreindre les sujets](#) liés au genre, à l'orientation sexuelle, à l'histoire, et à l'injustice raciale. Dans le cadre du décret présidentiel, Trump a appelé à la réinstauration de la [Commission consultative présidentielle 1776](#) créée en

⁹² TPUSA déclare qu'elle « installe des écoles » dans plusieurs endroits et qu'elle dispose d'une école physique en collaboration avec Dream City Christian dans l'État de l'Arizona.

⁹³ Les projets à cet égard comprennent la suppression des programmes de financement destinés aux ménages à faibles revenus ; la promotion, à l'instar du réseau Koch, de la privatisation des écoles ; l'interdiction de traiter le racisme systémique et l'identité de genre et même de les enseigner ; la définition du « sexe » et l'interdiction d'utiliser des pronoms genrés ; la mise en avant d'une « charte des droits des parents » et la protection accrue des établissements d'enseignement confessionnels.

2020 « dans le but de promouvoir l'éducation patriotique ». L'Association historique américaine (American Historical Association) a qualifié à l'époque cette commission [de tentative de rejeter](#) « les multiples façons dont l'institution de l'esclavage a façonné l'histoire de notre nation » et « de s'appuyer sur des mensonges, des inexactitudes, des omissions ainsi que des déclarations trompeuses ».

Les thèmes récurrents à travers le monde chez [les dirigeants autoritaires et leurs partisans](#) et bailleurs de fonds sont que [les universités](#) et l'enseignement public sont biaisés, « woke », libéraux et/ou socialistes et/ou marxistes, et hostiles à la liberté d'expression et aux valeurs conservatrices. Pendant son mandat, l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro [a mené l'offensive contre l'enseignement public](#) à coup de désinformation et [a affirmé que les universités](#) transformaient les étudiants en « gauchistes, homosexuels, toxicomanes et pervers ». En Argentine, [Milei](#) a qualifié l'enseignement public de « mécanisme de lavage de cerveau » et de « centre d'endoctrinement marxiste » biaisé et opposé aux valeurs familiales. Le gouvernement de Milei a mis en œuvre une politique agressive de [réduction des financements](#) destinés aux secteurs de la santé et de l'éducation. Son administration a supprimé l'ECS au motif qu'elle promouvait l'idéologie du genre et l'endoctrinement. En outre, elle a supprimé des institutions telles que le ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité sexuelle, tout en démantelant les politiques publiques dans ce domaine. En matière de santé, le gouvernement libertaire a suspendu l'achat et la distribution de produits essentiels à la santé reproductive, notamment les médicaments abortifs, déléguant cette charge aux gouvernements provinciaux locaux, et a considérablement réduit la mise à disposition de produits contraceptifs.

Comme [l'ont écrit en 2024](#) Anja Giudici, maîtresse de conférences en éducation à l'université de Cardiff, et ses coauteurs, l'idéologie d'extrême droite « remet fondamentalement en cause bon nombre des principes qui ont sous-tendu la réforme de l'éducation après la Seconde Guerre mondiale, notamment l'engagement à promouvoir l'équité et à renforcer les valeurs libérales et la tolérance ». En Europe, [la montée de l'extrême droite](#) et son entrée dans les parlements et les gouvernements aux niveaux national et régional signifient qu'elle sera en mesure de continuer à légiférer sur l'éducation. Cela pourrait, entre autres conséquences, restreindre l'inscription d'étudiants étrangers dans les universités, entraver la collaboration internationale en matière de recherche et affecter l'autonomie scientifique. Un rapport [de 2022 rédigé par le Global Observatory on Academic Freedom](#) (Observatoire international de la liberté académique) a également mis en évidence une crise généralisée de répression et d'ingérence administrative qui a « un coût humain néfaste particulièrement élevé » en termes d'éducation. De l'interdiction des études sur le genre par Orbán en Hongrie à l'accent mis par Marion Maréchal et son ISSEP sur les valeurs conservatrices, on assiste déjà à une

redéfinition des domaines universitaires au-delà du genre et de la sexualité pour inclure des sujets tels que le changement climatique et, sans surprise aussi, [l'évolution](#)⁹⁴.

Outre la disparition généralisée des programmes sur le genre et la révision de l'histoire, on assiste à des attaques contre l'enseignement médical, notamment en relation aux connaissances et compétences en matière d'avortement ; les États-Unis en sont à nouveau un exemple malheureux, compte tenu de leur descente vers l'autoritarisme et de l'impact qu'a eu l'extrême droite depuis des décennies sur le droit et l'éducation. Comme [l'écrit le Collège national des gynécologues et obstétriciens américains \(American College of Obstetricians and Gynecologists - ACOG\)](#), « le nombre de cliniciens formés à la pratique de l'avortement dépend de leur exposition à une formation en matière d'avortement » et la faculté de médecine est essentielle à cette formation. Toutefois, selon les estimations, depuis la décision d'annuler *l'arrêt Roe* aux États-Unis, 48 % des étudiants recevront leur formation médicale dans des États où l'accès à l'avortement est restreint. Par exemple, [dans l'État de l'Oklahoma](#), où la grande majorité des avortements sont illégaux, [aucune formation sur l'avortement n'est dispensée](#) dans les deux facultés de médecine que compte cet État⁹⁵.

Toutefois, outre la disponibilité limitée de la formation à l'avortement dans les États hostiles, le Collège national des gynécologues et obstétriciens américains [explique que](#) « les disparités existantes en matière de formation et de pratique de l'avortement continueront de s'aggraver, car les restrictions et limitations spécifiques à chaque État en matière de formation à l'avortement entraînent des changements dans le choix des individus quant à l'école de médecine, la résidence et la bourse d'études qu'ils choisissent, et quant au choix de l'endroit où ils exerceront finalement la médecine ». Il y aura globalement [moins de professionnels de santé formés](#) dans toutes les spécialités dans les États où l'avortement est presque totalement interdit, et pas seulement en ce qui concerne les obstétriciens-gynécologues, ce que l'Association of American Medical Colleges (Association des facultés de médecine américaines) a qualifié de « déséquilibre géographique entre les besoins » et les endroits où les étudiants sont prêts à effectuer leur internat. Non seulement une génération manquera de formation et de compétences pour fournir toute la gamme des soins de santé sexuelle et reproductive, mais les patientes qui recherchent des soins auront aussi moins de choix.

Ces restrictions en matière d'éducation et de formation dispersées au niveau mondial auront pour effet :

⁹⁴ Plusieurs États américains ont des lois qui définissent la liberté académique comme incluant l'enseignement des controverses scientifiques, y compris le dessein intelligent contre la théorie de l'évolution.

⁹⁵ Aux États-Unis, la formation médicale exige que les étudiants effectuent un stage en obstétrique et gynécologie, mais sans aucune obligation d'y inclure l'enseignement de l'avortement.

- **De nuire à l'esprit critique et à la culture scientifique**, laissant les étudiants mal préparés pour relever des défis sociaux, médicaux et environnementaux complexes.
- **D'effacer les histoires et les identités marginalisées**, favorisant l'intolérance et l'ignorance, et privant les étudiants d'une compréhension globale de leurs sociétés.
- **De créer des disparités en matière de soins de santé**, notamment en limitant la formation médicale dans des domaines tels que les soins de santé reproductive, la médecine d'affirmation du genre ou la santé mentale, ce qui conduira à une détérioration des résultats en matière de santé.
- **De retarder l'action climatique**, car les étudiants risquent d'être privés d'informations précises sur les sciences de l'environnement et l'interdépendance mondiale, ce qui affaiblira le leadership politique futur.
- **D'alimenter les inégalités**, en ciblant l'enseignement public et les communautés vulnérables, tandis que les familles plus aisées continueront d'avoir accès à des alternatives non censurées ou privées.

À long terme, ces politiques qui privilégient la conformité au détriment de la liberté de pensée risquent de produire une génération moins préparée à participer à la démocratie, à résoudre les problèmes sociétaux ou à comprendre le pluralisme qui sous-tend des sociétés saines et diversifiées.

Conclusion

Les organisations et mouvements anti-droits ont développé des stratégies sophistiquées et multifacettes pour recruter et former des jeunes, dans le cadre de leur arsenal visant à pérenniser leurs programmes sociaux et politiques contre les avancées et les victoires en matière d'égalité des genres, de diversité sexuelle et de justice reproductive. Ces stratégies vont au-delà du simple endoctrinement des jeunes, cherchant à constituer un groupe de chefs de file anti-droits du futur préparés et bénéficiant de soutien. Pour ce faire, elles donnent aux jeunes, dès le début de leurs études et de leur carrière, les moyens d'acquérir des compétences en matière de leadership, établissent des réseaux d'influence et de connexion, et les mobilisent à la fois dans la sphère publique, dans la rue et en ligne.

L'éducation et la formation idéologique sont les piliers fondamentaux de cette stratégie. Les jeunes intégrés au mouvement anti-droits se voient offrir un cadre idéologique cohérent qui leur permet d'interpréter le monde selon des perspectives conservatrices et religieuses et leur fournit des arguments pour réfuter les idées progressistes. Pour ce faire, on leur enseigne des compétences pratiques, filtrées par une grille anti-droits dans les domaines du leadership, du droit, de la communication et de l'activisme tout en les préparant à devenir des agents efficaces du changement dans tous les secteurs, et ce, avec des répercussions générationnelles. En parallèle, les agents anti-droits ont dans leur

ligne de mire la destruction de l'éducation publique et de la pensée critique de manière à consolider leur vision du monde.

Par ailleurs, la mobilisation et l'activisme direct, tels que les marches et les manifestations anti-avortement, y compris à l'ONU et au sein d'espaces régionaux comme l'UE et l'OEA, démontrent la capacité de ces organisations à traduire leurs succès en termes de formation idéologique en actions concrètes. L'objectif est de construire un mouvement solide et coordonné capable d'influencer et de façonner l'opinion publique, les politiques gouvernementales et l'orientation culturelle, créant ainsi une défense à long terme des valeurs conservatrices et traditionnelles contre les menaces progressistes perçues.

La création de réseaux sociaux et politiques et de communautés d'appartenance, notamment par le biais d'associations professionnelles, est un élément crucial de la professionnalisation des jeunes anti-droits. Grâce à des conférences, des sommets et des programmes de formation, les jeunes, y compris des politiciens et influenceurs, établissent des liens avec des pairs et des chefs de file partageant les mêmes idées, tant au niveau national qu'international. Ces réseaux renforcent non seulement l'engagement des jeunes envers la cause, mais leur ouvrent également les portes pour pénétrer les sphères d'influence, entre autres de la politique, des médias, du monde universitaire et des affaires. Cela permet également de renforcer leur vision du monde, leur sentiment d'une expérience partagée et la légitimité morale de la cause plus large.

Les réseaux de jeunes conservateurs, et les pouvoirs qui les soutiennent, représentent une force sophistiquée et coordonnée qui vise à pérenniser le mouvement anti-droits et à façonner les paysages sociaux et politiques futurs, avec des conséquences néfastes pour les droits humains à l'échelle mondiale. Comprendre cet écosystème, son histoire, ses récits et sa diffusion à l'échelle mondiale permet d'identifier de multiples leviers pour celles et ceux qui cherchent à contrer le ciblage, le recrutement, l'investissement soutenu et la mobilisation des jeunes au sein des mouvements anti-droits.

Recommandations

« Refuser de participer à la construction de notre avenir, c'est y renoncer. Ne vous laissez pas induire en erreur par une fausse sécurité (ça ne me concerne pas) ou par le désespoir (nous ne pouvons rien y faire). Chacun d'entre nous doit trouver sa mission et la mener à bien ».

— Audre Lorde, « [Learning from the 60s](#) », 1982

Le mouvement anti-droits a excellé dans le recrutement et la fidélisation de la prochaine génération de leaders et de disciples, cultivant délibérément une continuité intergénérationnelle. En revanche, de nombreux mouvements progressistes se livrent à des actions à court terme, réagissant aux crises politiques et financières actuelles. De plus,

certaines mouvements progressistes et axés sur les droits considèrent le leadership des jeunes comme une réflexion à posteriori. Les jeunes sont invités à participer de manière symbolique, plutôt que de se voir offrir des ressources, de la protection et de l'influence nécessaires pour diriger. Un tel déséquilibre crée un espace propice à l'enracinement des discours anti-droits parmi les jeunes générations, menaçant d'éroder les acquis durement obtenus en matière de justice de genre et de DSSR.

Cette urgence est bien la preuve que la pérennisation des droits humains nécessite davantage que de simples victoires politiques dans le présent. Les alliés progressistes qui promeuvent les droits humains doivent se demander ce qu'ils font pour pérenniser les acquis en matière de droits humains, de justice de genre et de DSSR, et où le mouvement manque à ses obligations envers les jeunes. Alors que les engagements de la jeunesse anti-droits s'adaptent et gagnent en influence auprès des gouvernements d'extrême droite, notre mouvement doit faire preuve de diligence. Les acteurs progressistes, y compris les gouvernements, doivent offrir des alternatives à une génération mécontente du statu quo actuel en termes d'opportunités, notamment en matière d'éducation. Cela nécessite un investissement délibéré dans le leadership des jeunes, les infrastructures de soins et la solidarité intergénérationnelle afin de garantir que le mouvement pour la défense des droits humains reste résilient, inclusif et visionnaire face à une opposition organisée et de plus en plus jeune.

Cela ne peut se faire dans un vide, car l'expansion des mouvements de jeunesse anti-droits s'accompagne d'un rétrécissement généralisé de l'espace civique, y compris des médias indépendants, et d'un abandon du soutien au développement international au profit de la défense et de la sécurité. Des stratégies proactives et multisectorielles sont essentielles pour promouvoir des valeurs et des sociétés inclusives et fondées sur les droits. En outre, des recherches supplémentaires, la remise en cause des méthodes de travail traditionnelles et une réflexion critique sont nécessaires pour que le mouvement des droits humains réussisse à renforcer l'inclusion, l'engagement et le leadership significatifs des jeunes.

1. Renforcer l'engagement des jeunes et construire un mouvement :

- Soutenir et financer des programmes destinés aux jeunes qui promeuvent des valeurs inclusives, l'éducation critique aux médias et l'engagement civique afin d'offrir des voies d'accès au leadership alternatives.
- Financer des organisations civiques pluralistes pour les jeunes et des programmes de leadership qui développent les compétences et les réseaux de la jeunesse à l'extérieur des filières idéologiques extrêmes.
- Soutenir les initiatives de mentorat entre pairs qui privilégient les approches fondées sur les droits en matière d'identité, de santé et de démocratie.
- Veiller à ce que les jeunes conçoivent et dirigent conjointement ces programmes et qu'ils s'accompagnent d'une rémunération/de compensations.

- Investir dans la prévention de l'épuisement et dans le soutien à la santé mentale des jeunes militants.
- Renforcer le recrutement de jeunes dans les organisations qui ne sont pas dirigées par des jeunes, et ce, au-delà des rôles consultatifs.
- Donner la priorité à un financement de base pluriannuel et sans restriction, à des formules de compte-rendu multilingues et flexibles et au soutien des infrastructures opérationnelles, telles que les salaires, les loyers et les outils numériques sécurisés.
- Intégrer, au sein des organisation pour garantir leur pérennité, des politiques de rotation des dirigeants ainsi qu'un système d'exclusion pour raison d'âge et favoriser des tandems intergénérationnels (jeunes codirigeant avec des dirigeants expérimentés).

2. Surveiller les réseaux de défense juridique :

- Surveiller les activités des cliniques juridiques et les actions en justice des groupes anti-droits, en particulier celles qui ciblent les droits sexuels et reproductifs et les droits des personnes LGBTQ+, mais aussi le changement climatique et d'autres questions connexes, afin d'anticiper et de réagir aux changements de politique.
- Financer la formation juridique sur les questions progressistes afin de soutenir en permanence les défenseurs progressistes des droits, notamment par le biais d'associations d'avocats progressistes, de bourses et d'autres programmes.
- Mettre en place des systèmes d'alerte rapide interrégionaux entre les groupes dirigés par des jeunes et les défenseurs juridiques afin de partager des informations sur les tendances en matière de contentieux anti-droits et permettre l'élaboration conjointe de stratégies juridiques progressistes.
- Associer ces mesures à une charte numérique relative à la DSSR et à des clauses anti-représailles qui protègent explicitement les jeunes militants contre le harcèlement, les poursuites judiciaires et la surveillance.

3. Promouvoir des récits et des espaces culturels alternatifs :

- Financer des projets artistiques, narratifs et numériques qui permettent aux jeunes de se réapproprier leur histoire, leur identité et leur avenir.
- Soutenir les créateurs de contenu et les plateformes qui remettent en question les idéologies extrémistes et offrent un espace pour un leadership des jeunes investi dans des valeurs [progressistes].
- Investir dans les médias publics et le journalisme jeunesse qui amplifient la diversité des perspectives et le débat démocratique, ainsi que dans les infrastructures fondées sur l'art, la musique et les archives.
- Veiller à ce que les plateformes numériques protègent les contenus créés par les jeunes contre la censure et les interdictions tacites sur les réseaux sociaux, préserver les enseignements collectifs liés à la création de mouvements et à l'organisation féministe, et associer les stratégies culturelles à des campagnes

inter-mouvements dans les domaines des droits sexuels et reproductifs, du climat, des droits des personnes LGBTQI+ et de la lutte contre le racisme, afin d'en élargir la portée et la résilience.

4. Renforcer la contre-communication numérique :

- Développer des campagnes de communication stratégiques pour contrer de manière cohérente la désinformation et la désinformation et recadrer les débats publics sur les droits sexuels et reproductifs.
- Veiller à ce que les bons messagers, à savoir les jeunes défenseurs des droits, soient en mesure de mener ces efforts pour toucher de nouveaux publics, par exemple pour contrer les discours de la « womanosphère » et de la « manosphère ».
- Fournir une infrastructure numérique sécurisée et des stratégies linguistiques localisées pour que les contre-messages puissent atteindre efficacement des publics diversifié au-delà des espaces où l'anglais est dominant et trouver un écho auprès de communautés de jeunes diverses.
- Financer une infrastructure de sécurité numérique, y compris des plateformes et des serveurs cryptés, et soutenir les coalitions grâce à des boîtes à outils communes et à une capacité d'alerte rapide dans toutes les régions.

5. Favoriser le dialogue interconfessionnel et œcuménique :

- Construire des alliances avec des groupes religieux modérés et progressistes pour contester les discours extrémistes et soutenir des valeurs sociales pluralistes, en s'appuyant sur le leadership des jeunes en matière de religion.
- Organiser des dialogues interconfessionnels au niveau communautaire et national, investir dans des programmes intergénérationnels destinés aux leaders religieux qui soutiennent les droits sexuels et reproductifs.
- Collaborer avec la communauté religieuse pro-choix qui peut apporter la légitimité morale, culturelle et politique nécessaire pour opposer la désinformation et les discours préjudiciables sur l'avortement.
- Veiller à ce que les jeunes leaders religieux bénéficient d'un financement et d'un soutien grâce à des réseaux de mentorat et les mettre en relation avec des coalitions et des mouvements plus larges de défense des droits humains.

6. Soutenir les normes démocratiques internationales et régionales et coordonner les réponses politiques internationales :

- Collaborer avec l'ONU, l'UE, l'UA, l'OEA et d'autres organismes régionaux avec davantage de diligence afin de s'assurer que les réseaux de jeunes conservateurs n'influencent pas de manière disproportionnée les programmes internationaux en matière de droits humains et que les financements ne parviennent pas à des entités qui sont à l'origine de discours haineux, de désinformation et de désinformation.

- Investir dans des réseaux transfrontaliers qui soutiennent les mouvements démocratiques de jeunes ainsi que les journalistes et éducateurs qui résistent aux idéologies autoritaires.
- Tirer parti des outils diplomatiques et de développement pour promouvoir l'accès aux droits sexuels et reproductifs, à l'éducation complète à la sexualité, à l'éducation antiraciste et à l'éducation climatique à l'échelle mondiale.
- Dénoncer les réseaux transnationaux d'éducation anti-droits et former des coalitions pour contester leur influence au sein des espaces politiques mondiaux.
- Faire en sorte de garantir de manière contraignante la participation des jeunes à ces processus mondiaux (sièges statutaires, allocations de participation et coparrainage des résolutions) plutôt que de leur attribuer des consultations symboliques.
- Institutionnaliser le suivi et l'évaluation des processus mondiaux par les jeunes, en garantissant une responsabilité en temps réel en matière de participation, de résultats et de transparence du financement.

•

7. Investir dans l'éducation et la pensée critique :

- En s'inspirant des centres d'éducation conservateurs soutenus par des milliardaires et des gouvernements, les donateurs progressistes, y compris les organisations philanthropiques privées, doivent investir dans le soutien à l'éducation publique et lutter contre les réseaux d'investissements qui visent à modifier les programmes scolaires publics.
- En ce qui concerne l'enseignement médical en particulier, les organisations philanthropiques et à but non lucratif axées sur l'éducation et la santé doivent donner la priorité aux programmes qui soutiennent la formation à l'avortement pour les médecins résidents des États et des pays restrictifs où les connaissances et les expériences en matière de soins complets [d'avortement] sont en train de se perdre.
- Mettre en place des programmes d'études transversaux qui intègrent les droits sexuels et reproductifs, la justice climatique, l'éducation antiraciste et la culture numérique, en reconnaissant l'interdépendance de ces luttes à travers une perspective intersectionnelle.
- Soutenir les programmes de congés sabbatiques pour les jeunes chefs de file dans les domaines de l'éducation et de la santé afin de lutter contre l'épuisement professionnel et conserver l'expertise.

8. Veiller à ce que le soutien public ne soit pas détourné vers des groupes de jeunes opposés aux droits :

- Développer la maîtrise du langage anti-droits afin de comprendre quels groupes promeuvent des idéologies exclusionnistes ou autoritaires sous couvert d'éducation aux « valeurs ».

- Empêcher les subventions publiques, y compris celles accordées par les organismes régionaux, de financer des organisations qui encouragent la haine et la désinformation.
- Cartographier de manière transparente les sources de financement anti-droits et mettre en place des initiatives de surveillance pour suivre l'utilisation abusive des subventions publiques.

9. Rester vigilants et ne pas céder :

- Au minimum, les acteurs progressistes doivent surveiller les domaines dans lesquels les États-Unis et d'autres donateurs réduisent leurs financements en matière d'éducation, de santé et de développement, et identifier les domaines dans lesquels les mouvements [de défense des droits] sont absents et où les groupes anti-droits mènent activement des attaques.
- Institutionnaliser des systèmes de surveillance et d'évaluation qui fournissent des données en temps réel sur la santé, les menaces et les lacunes des mouvements [de défense des droits], afin de garantir que les bailleurs de fonds et les décideurs politiques agissent dès les premiers signes avant-coureurs plutôt que de réagir après coup.
- Mettre en place des coalitions transfrontalières qui incluent des entités dirigées par des jeunes, des ONG, des prestataires de soins de santé et des défenseurs progressistes des droits afin de coordonner des réponses rapides lorsque des menaces apparaissent.

10. Protéger les jeunes militants contre les réactions négatives et la répression :

- Les mouvements anti-droits recourent de plus en plus au harcèlement, à la surveillance et à la criminalisation pour faire taire les voix pro-choix.
- Les donateurs progressistes, les gouvernements et la société civile doivent financer des mécanismes complets de protection à l'intention des jeunes militants, notamment en ce qui concerne la sécurité numérique, l'aide juridique, le soutien psychosocial et la mise à disposition d'espaces de réunion sécurisés.
- Intégrer des clauses antirépressives dans les engagements nationaux et internationaux afin de garantir que les jeunes militants ne soient pas pénalisés pour avoir fait progresser les droits sexuels et reproductifs, le droit à l'avortement ou tout autre programme liés aux droits humains.

Annexe I : Sélection de partis d'extrême droite européens avec une section jeunesse

Parti	Branche jeunesse	Fondée	Aperçu	Portée géographique
Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la liberté d'Autriche - FPÖ)	Freiheitliche Jugend	Années 1950	Parti nationaliste, eurosceptique, anti-immigration et populiste.	Liens avec le mouvement identitaire et des fraternités extrémistes.
Rassemblement National (France)	Génération Nation	1973, rebaptisé en 2018	Nationaliste, anti-immigration, socialement conservateur, moins centré sur le catholicisme que Vox mais tout aussi actif et structuré.	Réseaux de jeunesse d'extrême droite français et européens.
Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et Justice, Pologne - PiS)	Forum des jeunes de Droit et Justice ; Jeunes conservateurs	Forum des jeunes du PiS (1989, refondé en 1993) ; Jeunes conservateurs (2002)	Fortement nationaliste, socialement conservateur, ancré dans la tradition catholique. Les sections jeunesse sont bien structurées et influentes, favorisant l'engagement politique et le leadership.	Pologne et Europe centrale/orientale.
Fidesz (Hongrie)	Fidelitas	1996	Conservateur, démocrate-chrétien, branche jeunesse très organisée formant les futurs dirigeants politiques. Actif au niveau international dans les forums de jeunesse de droite.	Hongrie et pays d'Europe centrale.
Vlaams Belang (Intérêt flamand, Belgique)	Vlaams Belang Jongeren	2004	Nationaliste, eurosceptique, cherche à obtenir l'indépendance de la Flandre flamande.	Influence important dans la formation de nouveaux présidents de parti (voir les vice-présidents actuels à l'annexe III).
Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne)	Junge Alternative	2013	Nationaliste, conservateur, mais plus laïc et populiste que l'identité catholique de Vox. Actif politiquement, très lié à l'extrême droite internationale.	Allemagne et connexions internationales d'extrême droite plus larges.
Fratelli d'Italia (Frères d'Italie)	Gioventù Nazionale	2014	Parti nationaliste, socialement conservateur et populiste, ayant des liens avec le néofascisme. Sa	Réseaux d'extrême droite européens.

			branche jeunesse est connue pour ses chants et slogans fascistes.	
Sverigedemokraterna (Démocrates suédois)	Ungsvenskarna (Jeunes Suédois)	2015	Parti nationaliste, socialement conservateur, anti-immigration et populiste.	Réseaux d'extrême droite européens.
Vox (Espagne)	Vox Jóvenes et Revuelta	2018 ; 2023	Nationaliste, socialement conservateur, fortement influencé par le catholicisme. La branche jeunesse de Vox mobilise les jeunes électeurs, promeut des valeurs traditionnelles, la famille, la foi et la souveraineté. Revuelta est la branche jeunesse très active mais plus discrète.	Réseaux catholiques de droite espagnols et européens.
Chega (Assez, Portugal)	Juventude Chega	2019	Nationaliste, conservateur, souverainiste. Mène des actions d'éducation politique et d'activisme et a réussi à rendre Chega plus attractif auprès des jeunes électeurs.	Portugal et réseaux d'extrême droite européens.

Annexe II : Groupes anti-droits proposant des programmes de formation pour les jeunes

Organisation	Nom	Formation des jeunes	Influence et portée
ADF (1994)	Areté Academy (2013)	Formation juridique en bioéthique, droits de l'homme et droit international. S'oppose à l'avortement, à l'éducation complète à la sexualité (ECS) et aux droits des personnes LGBTQI+.	Élevée – Évangélique ; liens avec Heritage, LI, Witherspoon, WYA ; présence importante à l'ONU et à l'UE. Portée : mondiale
Heritage Foundation (1973)	Programme des jeunes leaders (années 1990)	Stages aux États-Unis dans les domaines de la communication, du droit et de la politique. Se concentre sur la législation anti-avortement, anti-ECS et anti-droits des personnes LGBTQ+.	Élevée – Conservateur au sens large ; liens avec l'ADF, LI, WYA ; principale producteur de directives politiques aux États-Unis Portée : principalement aux États-Unis
Institut Libre de Journalisme (ILDJ, 2020)	Académie de journalisme pour les jeunes (2020)	Jeunes formés à la construction de récits sur l'avortement, le genre et l'éthique sexuelle. Messages médiatiques directs, en particulier dans le monde catholique/francophone.	Moyenne – Catholique traditionaliste ; liens avec Vox, Hazte Oír, CitizenGo Portée : France, Espagne, UE
Leadership Institute (LI, 1979)	Campus Leadership Program (années 1980)	Forme les jeunes à la politique conservatrice, à la communication et à l'organisation sur les campus. S'oppose à l'avortement, aux droits des personnes LGBTQ+ et à l'ECS.	Élevée – Évangélique/catholique ; lié à l'ADF, Vox, WYA, Heritage Portée : mondiale (dirigée par les États-Unis)
World Youth Alliance (1990)	Piste A, stages en plaidoyer (2000)	Formation au langage des droits humains fondé sur la dignité pour le plaidoyer auprès des Nations Unies et au niveau des instances régionales. S'oppose à l'avortement, aux droits des personnes LGBTQ+ et à l'ECS.	Élevée – Enraciné dans la religion catholique/œcuménique ; lié à l'ADF, C-Fam, LI, PNFV Portée : mondiale
Witherspoon Institute (2003)	Séminaires d'été (2005)	Propose une théorie du droit naturel et des critiques de la redéfinition du mariage, de l'identité de genre et des normes en matière de sexualité.	Moyenne – Catholique conservateur ; source d'inspiration intellectuelle pour l'ADF, WYA et Heritage Portée : mondiale
Hazte Oír (2001)	Forums pour les jeunes,	Organise des événements pour former les jeunes à l'activisme et à la communication conservatrice.	Élevée – Catholique conservateur ; a lancé CitizenGo ; lié à Vox, PNFV, ILDJ

	événements estivaux (2005)	Notoire pour ses campagnes anti-trans (par exemple, le bus de la haine).	Portée : Espagne, Amérique latine
Fundación Valores y Sociedad (2010)	Forums pour les jeunes, formation au leadership (2015)	Se concentre sur la promotion des valeurs familiales traditionnelles, de l'éthique chrétienne et des politiques sociales conservatrices. Gère des programmes de leadership pour les jeunes.	Moyenne à Élevée – Catholique conservateur ; allié à Vox, Hazte Oír Portée : Espagne
Vox (2013)	Programme de leadership pour les jeunes (2018)	Formation politique axée sur le nationalisme, les droits de la famille et la liberté religieuse. S'oppose à l'avortement, aux droits LGBTQ+ et à l'ECS.	Élevée – Catholique-nationaliste ; allié à Hazte Oír, CitizenGo, PNFV, ILDJ Portée : Espagne, Amérique latine, UE
CitizenGO (2013)	Formation à la mobilisation numérique (2014)	Forme les jeunes aux campagnes mondiales de pétitions, à la communication médiatique et aux outils numériques pour lutter contre l'ECS, les droits LGBTQ+ et l'avortement.	Élevée – Catholique conservateur ; issu de Hazte Oír ; allié à PNFV, Vox, ILDJ, EYC Portée : mondiale
Réseau politique pro-valeurs - PNFV (2014)	Programmes de leadership pour les jeunes, bourses (2018)	Formation formelle à la gouvernance axée sur les valeurs [conservatrices], de plaidoyer auprès des Nations Unies et des législatures, et la promotion de la famille naturelle. S'oppose à l'avortement, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (SOGI) et à l'ECS.	Élevée – Chrétien conservateur (évangélique/catholique) ; lié à Vox, ADF, WYA, CitizenGo, Hazte Oír Portée : mondiale (en particulier en Europe et en Amérique latine)
Centro de Bioética, Persona y Familia (2010)	Séminaires éducatifs, ateliers pour les jeunes (2015)	Propose des formations sur la bioéthique, la famille et les questions liées à la vie d'un point de vue catholique. Travaille principalement dans les pays hispanophones.	Moyenne – Catholique ; lié à l'Église et à des groupes conservateurs latino-américains Portée : Amérique latine et Espagne
Mathias Corvinus Collegium – MCC (1996)	Programmes pour les jeunes du MCC (2010)	Programmes de leadership sans diplôme pour les jeunes dans les domaines de la politique, des médias et de l'éducation. Met l'accent sur le nationalisme, l'idéologie anti-genre, l'identité chrétienne et l'« anti-woke ».	Élevée – Nationaliste-conservateur hongrois ; lié au Fidesz, aux valeurs catholiques et traditionnelles Portée : régionale (Europe centrale et orientale)
Ordo Iuris (2013)	Cliniques juridiques, ateliers pour les jeunes (2015)	Forme les jeunes à la pensée juridique conservatrice, à la bioéthique et au droit de la famille. Envoie des jeunes à l'ONU et l'UE et dans des arènes politiques nationales.	Élevée – Catholique conservateur ; proche des cercles politiques de droite polonais Portée : Pologne et UE

Family Policy.RU
(2014)

Formation des
jeunes et plaidoyer
(2016)

Recrute les jeunes et les forme à la promotion de politiques familiales traditionnelles et natalistes, met en avant une rhétorique anti-LGBTQI+ et s'oppose à l'« idéologie du genre soi-disant occidentale ».

Élevée – Conservateur chrétien orthodoxe ; aligné sur les politiques de l'État russe
Portée : Russie

Annexe III : Sélection de jeunes politiciens d'extrême droite élus depuis 2019

Pays	Nom	Parti ou bloc	Âge au moment de l'élection	Position politique	Liens avec l'extrême droite
Belgique	Dries Van Langenhove	Vlaams Belang	26 ans	Député, 2019-2023	Fondateur du mouvement de jeunesse d'extrême droite Schild en Vrienden (Bouclier et amis) ; exclu du Vlaams Belang, le parti nationaliste flamand , eurosceptique et d'extrême droite, en 2023, et condamné en mars 2024 pour incitation à la violence .
Belgique	Filip Brusselmans	Vlaams Belang	22	Député, depuis 2019	Coprésident du Vlaams Belang ; vice-président du Parlement flamand ; opposé à l'avortement, aux personnes transgenres et à l'euthanasie ; membre du groupe catholique ultra-conservateur, Pius X.
Belgique	Britt Huybrechts	Vlaams Belang	25	Députée, depuis 2024	Coprésidente du Vlaams Belang.
France	Jordan Bardella	RN	26	Député européen, depuis mai 2019	Président du RN depuis 2022 et ancien président de sa section jeunesse de 2018 à 2021. Président des Patriotes pour l'Europe au Parlement européen. Présence importante sur les réseaux sociaux : Instagram ~1 million ; TikTok ~ 2,2 millions ; YouTube ~184 000 ; X ~ 576 000.
France	Marion Maréchal	Identité-Libertés (anciennement Reconquête et RN)	22	Députée européenne, depuis 2024	Élue députée du RN en 2012 à l'âge de 22 ans avant de rejoindre Reconquête, elle dirige aujourd'hui Identité-Libertés, un parti plus explicitement opposé au mariage homosexuel, aux personnes transgenres et à l'avortement. Elle a fondé l'ISSEP en 2018 et entretient de bonnes relations avec l'extrême droite européenne. Présence notable sur les réseaux sociaux : Instagram ~230 000 abonnés ; TikTok ~ 250 000 ; YouTube ~104 000 ; X ~ 674 000.
Portugal	Rita Matias	Chega	23	Députée, depuis mars 2022	Membre de Patriots for Europe et vice-présidente de Juventude Chega. Elle a participé au PNfV Madrid en 2024.

					Présence modérée sur les réseaux sociaux : Instagram ~197 K ; TikTok ~90,4 K ; X ~55 K.
	Madalena Cordeiro	Chega	20	Députée, depuis mars 2024	Membre de Patriots for Europe ; active au sein de la commission des affaires européennes.
Slovénie	Zala Tomašič	Slovenska demokratska stranka	28	Députée européenne, juillet 2024 à aujourd'hui	Le Parti démocratique slovène fait partie des Patriotes pour l'Europe. Elle a effectué un stage au Centre Martens du Parti populaire européen et au Sénat américain, au sein du bureau du républicain Chuck Grassley .
Espagne	Luis « Alvisé » Pérez Fernández	Se Acabó La Fiesta (« La fête est finie »)	34	Député européen, juillet 2024 à aujourd'hui	Fernández est une figure nouvelle et controversée qui n'a pour l'instant aucun lien avéré avec l'infrastructure d'extrême droite européenne.
Argentine	Florencia Klipauka Lewtak	La Libertad Avanza	27	Députées nationales respectivement 2021, 2023, et 2023 à aujourd'hui	La Libertad Avanza est alignée sur les réseaux internationaux libertariens de droite et populistes d'extrême droite, ainsi que sur les mouvements conservateurs orientés vers la jeunesse aux États-Unis et en Europe. Aucune de ces trois députées nationales n'a de présence significative sur les réseaux sociaux.
	Lourdes Arrieta		31		
	Rocío Bonacci		28		
Brésil	Nikolas Ferreira	Partido Liberal (Parti libéral)	26	Député fédéral, depuis 2023	A participé à la CPAC Floride en 2023 et au PNfV en décembre de la même année, puis au PNfV Madrid en 2024. Le Parti libéral est aligné sur les réseaux de jeunes « pro-Trump ». Présence significative sur les réseaux sociaux : Instagram ~18,3 millions ; TikTok ~8,1 millions d'abonnés ; YouTube ~2,4 millions ; X ~5,1 millions.
	Ícaro de Valmir		21	Député fédéral, depuis 2023	Plus jeune membre de la Chambre des députés. De Valmir est présent sur les réseaux sociaux avec environ 41 000 abonnés sur Instagram .
États-Unis	Anna Paulina Luna	Parti républicain	33	Membre de la chambre des représentants des États-Unis, depuis 2023	Ancienne directrice de Turning Point USA, alignée sur le programme de la Heritage Foundation et du Projet 2025, elle a fait plusieurs apparitions à la CPAC. Présence notable sur les réseaux sociaux : Instagram ~727 K ; X ~844 K.

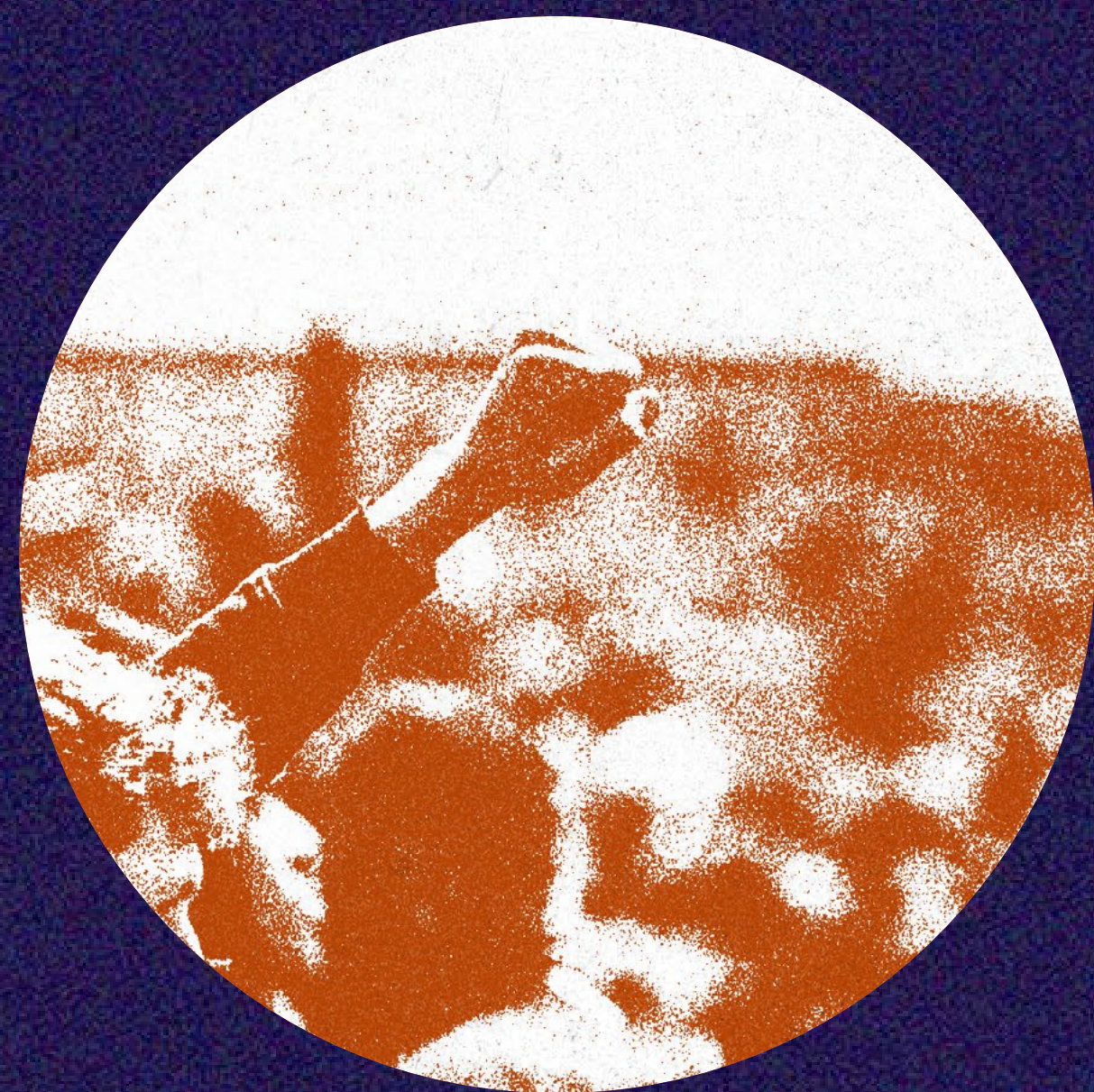
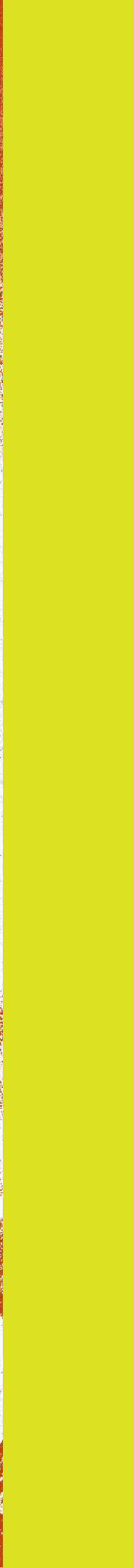
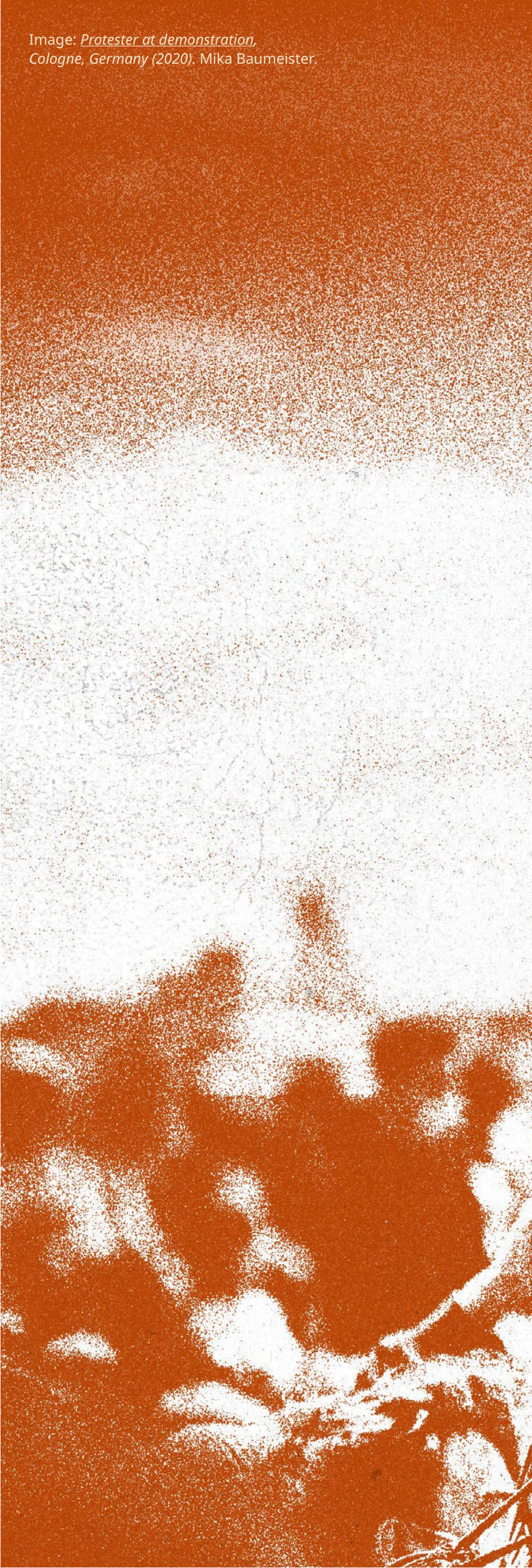
	Brandon Gill		30	Membre de la chambre des représentants des États-Unis depuis 2025	Nouveau participant à la CPAC et membre de l'écosystème médiatique MAGA. Présence modérée sur les réseaux sociaux : Instagram ~81 K ; X ~194 K
--	------------------------------	--	----	---	--

Annexe IV : Sélection de jeunes influenceurs et leurs liens avec l'écosystème anti-droits

Nom	Âge à l'entrée	Activités principales, organisations et portée	Présence sur les réseaux sociaux	Liens avec le réseau anti-droite
Amérique du Nord				
Candace Owens (États-Unis)	28	Commentatrice conservatrice ; ancienne directrice de l'engagement urbain chez TPUSA ; a travaillé pour <i>The Daily Wire</i> ; s'est fait connaître en 2017 avec « Red Pill Black » sur YouTube	Instagram ~5,6 M ; TikTok ~4,8 M ; YouTube ~4,58 M ; X ~6,9 M	TPUSA
Ben Shapiro (États-Unis)	17	A commencé à écrire sur la politique vers 2004 ; a cofondé de <i>The Daily Wire</i> en 2015 ; s'oppose ouvertement à l'avortement et aux droits des personnes LGBTQI+, en particulier ceux des personnes transgenres.	Instagram ~3,3 M ; TikTok ~2,8 M ; YouTube ~7,2 M ; X ~7,8 M	CPAC, Heritage, cercles conservateurs religieux
Matt Walsh (États-Unis)	Début de la vingtaine	S'est fait connaître grâce à <i>The Daily Wire</i> à partir de 2015 ; a réalisé le documentaire transphobe <i>What is a Woman?</i> Militant anti-avortement virulent, il met l'accent sur les rôles traditionnels des hommes et des femmes au sein de la famille.	Instagram ~1,8 M ; TikTok ~1,1 M ; YouTube ~3,3 M ; X ~3,7M	<i>Daily Wire</i> , CPAC, C-Fam, cercles catholiques conservateurs américains
Brett Cooper	Début de la vingtaine	A lancé la section <i>Commentaires</i> de <i>The Daily Wire</i> en 2022 et est très actif dans le milieu des influenceurs anti-droits	Instagram ~1,3 M ; TikTok ~1,2 M ; YouTube ~1,6 M ; X ~ 506,7 K	TPUSA ; Prager University
Riley Gaines	22	Militante conservatrice engagée dans la lutte contre la participation des personnes transgenres aux sports féminins ; anime le podcast « Gaines for Girls ». Trump a fait l'éloge de Gaines avant de signer un décret contre les athlètes transgenres.	Instagram ~859 K ; TikTok ~1,1 M ; X ~1,5 M	TPUSA ; l'ADF ; Heritage ; Jordan Peterson
Lila Rose (États-Unis)	15	A fondé Live Action en 2003 ; a produit des vidéos anti-avortement virales à partir du milieu des années 2000 ; s'oppose à l'avortement et au mariage homosexuel ; promeut une position catholique pro-vie.	Instagram ~525 K ; YouTube ~346 K ; X ~394 K	L'ADF, CPAC, Heritage, médias catholiques de droite
Kristan Hawkins (États-Unis)	21	Devenue présidente de la SFLA en 2006 ; mène des actions militantes anti-avortement sur les campus ; s'oppose à l'inclusion des	Instagram ~244 K ; TikTok ~147 K ; YouTube ~ 71K ;	L'ADF, CPAC, Heritage

		personnes LGBTQI+ et à « l'idéologie du genre ».	X ~92 K ;	
Jonathon Van Maren (Canada)	Début de la vingtaine	Actif depuis le milieu des années 2010 en tant que conférencier et auteur ciblant le mouvement pro-vie chez les jeunes ; s'oppose aux droits des personnes LGBTQI+ et à l'idéologie du genre ; mobilise les jeunes grâce à des podcasts et des réseaux sociaux alignés sur les groupes catholiques. Il siège au conseil d'administration du groupe américain Pro-Life Global.	Portée modeste ; connu pour sa chaîne YouTube « The Bridgehead » et divers podcasts	Centre canadien pour la réforme bioéthique, Population Research Institute (États-Unis)
Amérique latine				
Agustín Laje (Argentine)	15-24	Écrivain argentin ultraconservateur, anti-avortement, anti-idéologie du genre, commentateur politique et conférencier, fondateur du groupe de réflexion Fundación Faro.	Instagram ~1,3 M ; TikTok ~640 K ; YouTube ~2,5 M ; X ~936 K	CPAC, parti Vox, Forum de Madrid, The Center, allié de Javier Milei, Atlas Network ; titulaire d'un master de l'université de Navarre, liée à l'Opus Dei.
Sara Huff (alias Sara Winter) (Brésil)	19-21	« Ex-féministe », elle s'est tournée vers le militantisme anti-avortement et anti-genre vers le début/milieu des années 2010. Elle est aujourd'hui une figure anti-avortement très active qui a servi dans l'administration Bolsonaro en 2019.	Instagram ~100 K ; TikTok ~89 K ; YouTube ~7,7 K ; X ~22 K	Mouvement Pró-Mulher (Pro-Femmes) ; CPAC, Marche pour la vie à Washington, D.C en 2016
Guadalupe (Lupe) Batallán (Argentine)	15-16	Militante ultra-catholique, écrivaine et défenseuse de la cause anti-féministe et anti-avortement. Leader pro-vie dans la région et l'une des forces motrices derrière la « marea celeste » (vague bleue) contre l'avortement, elle a participé aux débats législatifs contre la légalisation de l'avortement en Argentine.	Instagram ~95,1 K TikTok ~18,6 K YouTube ~44,8 K X ~83,8 K	Centre mondial pour les droits de l'homme, Frente Joven, Église catholique.
Alice Galván (Mexique)	18-20	Militante conservatrice et ultra-catholique, membre du programme de leadership jeunesse Iberosfera de Vox ; présidente et fondatrice de Patria Unida, un centre dédié aux idées conservatrices. Antiféministe, anti-avortement, anti-idéologie du genre, anti-LGBTIQ.	Instagram ~3,2 K X ~7,8 K	Parti Vox, Fundación Disenso, CPAC, CEU, Atlas Network, ACTON Institute, Alejandro Chafuen, Heritage Foundation
Axel Kaiser (Chili)	Début de la vingtaine	Écrivain et activiste ultra-conservateur. Codirecteur de la Fondation Faro avec Agustín Laje. Anti-woke, anti-gauche, anti-féministe. Défend la dictature chilienne d'Augusto Pinochet. Figure de proue de la « bataille culturelle ».	Instagram ~333 K YouTube ~100 K X ~362,3 K	CPAC, Atlas Network, conseiller intellectuel de Javier Milei. Movimiento Viva México (Eduardo Verástegui)

Carlos Ramírez (Mexique)	Début de la vingtaine	Avocat ultra-catholique, fondateur de Choose Life Mexico et Prolife-Army. Antiféministe, anti-avortement, anti-genre, anti-LGBTIQ. Directeur juridique pour le Mexique de la Fédération des avocats chrétiens d'Espagne.	Instagram ~63,9 K YouTube ~791 X ~70,5 K	Abogados Cristianos España ; CPAC, CitizenGO, Movimiento Viva México (Eduardo Verástegui).
Pablo Muñoz Iturrieta (Argentine)	Début de la vingtaine	Écrivain, professeur et militant ultra-catholique et conservateur. Antiféministe, anti-avortement, anti-genre, anti-LGBTIQ, anti-woke.	Instagram ~111 K YouTube ~372 K X ~ 114,8 K	CPAC, GCHR, 40DaysForLife, Jordan Peterson, Movimiento Viva México (Eduardo Verástegui).



Ipas